

ANTOINE GLASER

PASCAL AIRAULT

LE PIÈGE AFRICAIN DE MACRON

Du continent à l'Hexagone



fayard

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Pascal Airault
Antoine Glaser

Le piège africain de Macron

Du continent à l'Hexagone

Fayard

DES MÊMES AUTEURS

Ouvrage de Pascal Airault

Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État, avec Jean-Pierre Bat, Tallandier, 2016 ; Tallandier, coll. « Texto », 2018.

Ouvrages d'Antoine Glaser

Ces messieurs Afrique, t. I : *Le Paris-Village du continent noir*, avec Stephen Smith, Calmann-Lévy, 1992.

L'Afrique sans Africains. Le rêve blanc du continent noir, avec Stephen Smith, Stock, 1994.

Ces messieurs Afrique, t. II : *Des réseaux aux lobbies*, avec Stephen Smith, Calmann-Lévy, 1997.

Comment la France a perdu l'Afrique, avec Stephen Smith, Calmann-Lévy, 2005 ; Pluriel, 2014.

Sarko en Afrique, avec Stephen Smith, Plon, 2008.

AfricaFrance. Quand les dirigeants africains deviennent les maîtres du jeu, Fayard, 2014 ; Pluriel, 2017.

Arrogant comme un Français en Afrique, Fayard, 2016 ; Pluriel, 2018.

Nos chers espions en Afrique, avec Thomas Hofnung, Fayard, 2018.

Couverture : Nuit de Chine

ISBN : 978-2-213-71491-2

Dépôt légal : avril 2021

© Librairie Arthème Fayard, 2021.

À Tom et Chloé,
la jeune génération consciente et militante

À Mathias et Giulia

« Parfois, on trouve une grosse biche dans le piège tendu à des agoutis. »

Ahmadou Kourouma,
En attendant le vote des bêtes sauvages

Table

[Couverture](#)

[Page de titre](#)

[Page de copyright](#)

[Introduction - Un anniversaire « en famille » à Abidjan](#)

[1. La démocratie rêvée hors du pré carré](#)

[2. La logique militaire imposée au Sahel](#)

[3. Franc CFA, la monnaie de tous les malentendus](#)

[4. La drague des grands patrons nigériens](#)

[5. La francophonie réinventée avec l'ennemi d'hier](#)

[6. L'Afrique à l'Élysée](#)

[7. La guerre des ego : AFD *versus* Quai d'Orsay](#)

[8. Des députés-missionnaires batailleurs et parfois frustrés](#)

[9. La restitution *a minima* du patrimoine africain](#)

[10. La diplomatie sportive à l'épreuve](#)

[11. Réforme de l'islam : l'Afrique en miroir](#)

[12. Une stratégie électorale dans les « banlieues africaines » ?](#)

[Entretien avec Emmanuel Macron, président de la République](#)

Postface Le boomerang

Remerciements

Introduction

Un anniversaire « en famille » à Abidjan

« Joyeux anniversaire, monsieur le Président », chantent en chœur les musiciens du groupe Magic System derrière leur leader, A'salfo. À pas lents, ils s'avancent vers la table d'honneur, en procession après le chariot d'un énorme gâteau d'anniversaire, garni de quatre bougies blanches et deux bougies bleues, aux mèches vacillantes. Emmanuel Macron se lève, visiblement gêné. Les deux premières dames, Dominique Ouattara et Brigitte Macron, l'accompagnent et l'aident à souffler ses bougies. On est le 21 décembre 2019 et le président français fête, à l'insu de son plein gré, son quarante-deuxième anniversaire dans l'imposante salle des congrès de l'hôtel Ivoire. Un lieu mythique à Abidjan, capitale économique de la Côte d'Ivoire, où l'ancien président Félix Houphouët-Boigny, au pouvoir de 1960 à 1993, prononçait des discours interminables pour les congrès du PDCI-RDA, alors parti unique.

Après le repas de gala, VIP français et ivoiriens dansent tard dans la nuit au rythme zougloou de l'orchestre ivoirien. Souvenirs : c'est Magic System qui avait animé, le 7 mai 2017, au Carrousel du Louvre, la soirée électorale d'Emmanuel Macron qui venait d'être élu président de la République française. Un geste aussi politique que musical.

Emmanuel Macron pouvait-il échapper à cette scène plutôt familiale à Abidjan, cœur de la « Francafrique » durant plusieurs décennies ? Capitale francophone de l'Afrique de l'Ouest, Abidjan a toujours vécu en osmose politique avec Paris. Ou presque. Profitant

d'une période de cohabitation en France, donc d'indécision, l'historien socialiste Laurent Gbagbo arrive au pouvoir en 2000, appelant à une deuxième indépendance de son pays. Un simple « accident » de l'histoire franco-africaine ? Paris joue un jeu trouble et une force française finit par couper le pays en deux avec un mandat des Nations unies pour empêcher les combats entre les forces loyalistes et une rébellion installée au nord. Dix ans plus tard, c'est pourtant bien l'armée française qui donne l'assaut à la résidence de Laurent Gbagbo, à l'issue d'une élection controversée l'opposant à Alassane Dramane Ouattara, surnommé « ADO ». Celui-là même qui a organisé la fête d'anniversaire, ce 21 décembre 2019, d'Emmanuel Macron.

Avec ce libéral affiché, le président français se sent en confiance. Il compte sur lui pour le sortir du piège politique de l'un des derniers cordons ombilicaux de la « Françafrique » : le franc CFA, si gaulois. Même si « ADO » est l'ami de Nicolas Sarkozy, Emmanuel Macron ne le tient pas à bout de gaffe, à l'instar d'autres chefs d'État de l'ancien pré carré francophone. « ADO » n'a-t-il pas assuré qu'il n'avait pas l'intention de se présenter à un troisième mandat ? « J'ai décidé de ne pas être candidat à l'élection présidentielle du 31 octobre 2020 et de transférer le pouvoir à une jeune génération », avait-il déclaré, péremptoire, le 5 mars 2020. Dans la foulée, c'est un Emmanuel Macron enthousiaste qui avait tweeté : « Je salue la décision historique du président Alassane Ouattara, homme de parole et homme d'État, de ne pas se présenter à la prochaine élection présidentielle. Ce soir, la Côte d'Ivoire donne l'exemple. » Las... Le 8 juillet 2020, le décès d'Amadou Gon Coulibaly, Premier ministre et candidat désigné d'Alassane Ouattara à la présidentielle du 31 octobre, est venu remiser les plans. Le chef de l'État ivoirien décide, pour « cas de force majeure », de se représenter en vue d'un troisième mandat. C'est une grande désillusion pour Emmanuel Macron, qui espérait que son homologue ivoirien achève son mandat en beauté en incarnant l'exemple démocratique. Il s'était déjà appuyé sur lui pour gérer plusieurs dossiers sensibles en Afrique de l'Ouest et mettre en scène sa diplomatie économique, culturelle et sportive.

Ce ne sera pas la seule déconvenue africaine du président français, confronté aux chausse-trappes d'un continent émancipé et redevenu géostratégique. Même avec un petit médaillon du général de Gaulle sur son bureau, Emmanuel Macron a tout à apprendre de l'Afrique francophone quand il s'installe à l'Élysée le 14 mai 2017. Ce ne sont pas les quelques mois qu'il a passés en 2002 au Nigeria comme stagiaire de l'ENA qui l'ont préparé à appréhender l'ambiguïté des relations de l'ex-pré carré avec l'ancienne puissance coloniale. D'autant qu'il entend ouvrir un nouveau cahier d'Histoire... Pour son premier voyage présidentiel en terre africaine (hors déplacements sécuritaires), le 28 novembre 2017 au Burkina Faso, Emmanuel Macron prend la posture de l'imprécateur, celui qui dénonce le système ancien de la « Françafrique » dont il ne se sent pas comptable. Devant les étudiants burkinabés, qui avaient déboulonné au mois d'octobre 2014 le président Blaise Compaoré, l'un des principaux alliés de la France dans la région, le « jeune Macron » joue de la solidarité générationnelle. Dans la corbeille, il jette un gage attendu de bonne volonté : la mise à disposition de la justice burkinabée des archives secrètes françaises sur l'assassinat le 15 octobre 1987 du capitaine Thomas Sankara, l'homme intègre, héros de la jeunesse africaine.

Cette annonce d'une nouvelle relation entre la France et l'Afrique proclamée en 2017 par Emmanuel Macron à Ouagadougou a toutefois vieilli aussi vite que rougissaient les « cartes de conseils aux voyageurs » du Quai d'Orsay, interdisant aux ressortissants français de séjourner dans la région. En moins de trois ans, elles ont viré du jaune clair (vigilance renforcée) à l'orange (déconseillé sauf raison impérative) et au rouge vif (formellement déconseillé), sur quasiment l'ensemble des pays sahéliens, y compris le Burkina Faso. Bien sûr, cette situation de conflits armés ne concerne pas l'ensemble du continent ; mais c'est la région où la France considère qu'elle a encore des responsabilités. Dès 2017, c'est donc Emmanuel Macron, chef des armées de la République française, qui arpente les pays d'Afrique de l'Ouest franco-phone avant de se rendre dans des pays anglophones comme le Nigeria, ainsi que dans la Corne de l'Afrique.

Un peu imprudemment, le candidat en campagne Macron avait évoqué, s'il était élu, le retrait des 4 500 militaires de l'opération Barkhane – pas question de s'enliser dans les sables du Sahel ! Une fois au pouvoir et après plusieurs visites de terrain, le chef de l'État comprend, tardivement, que le piège n'est pas que militaire, mais aussi politique. Après avoir rappelé à plusieurs reprises à ses pairs africains qu'il était « comptable de la mort des soldats français », Emmanuel Macron prend un coup de sang le 25 novembre 2019, jour du décès de treize militaires français dans un accident d'hélicoptère. Il convoque en janvier 2020 à Pau les chefs d'État africains du G5 Sahel, coalition des pays de la région pour la sécurité et le développement. Il voit bien que certains d'entre eux jouent des sentiments antifrçais des populations pour préserver leur régime.

Pourquoi Pau ? Macron tient à ce que ces chefs d'État se recueillent avec lui devant les tombes des cinq militaires du 5^e régiment d'hélicoptères de combat (RHC) tués avec huit autres de leurs camarades. Face à l'improbable victoire d'une armée française confrontée à l'effondrement de plusieurs États-nations construits pendant la période postcoloniale, Emmanuel Macron change de stratégie pour limiter les dégâts politiques et financiers. Il réduit essentiellement le champ des opérations de la force Barkhane au contrôle de trois frontières (soit une surveillance ramenée de 5 millions à 600 000 kilomètres carrés), tout en engageant l'armée française à prendre le leadership d'une coalition euroéo-sahélienne.

Là encore, la fermeté affichée se heurte aux réalités sociopolitiques locales. Au Mali, pays névralgique de l'opération Barkhane, le président Ibrahim Boubacar Keïta, « IBK », est renversé le 18 août 2020 par des officiers supérieurs qui ne font que profiter d'un long soulèvement populaire pour sortir le pays d'une impasse. Paris, qui tenait à bout de bras le régime « IBK », privilégiant la lutte de l'armée française contre les djihadistes dans la région, est obligé de replonger dans la politique locale pour préserver ses intérêts. Une double peine pour Emmanuel Macron. Car ce coup d'État risque de moins inciter ses alliés européens à le

rejoindre sur ce théâtre qui, de leur point de vue, reste périphérique pour leur propre sécurité.

« En Afrique, nous, on fait le business, et la France assure la sécurité. » Cette boutade de fin de déjeuner, entendue de la bouche de diplomates européens, n'est pas sans fondement. On verra comment l'image de la France en Afrique francophone s'est dégradée, à la consternation des milieux d'affaires français. Emmanuel Macron tente de changer la donne en s'investissant, hors du pré carré, dans les grandes économies du continent : Égypte, Nigeria, Éthiopie, Angola, Afrique du Sud... Il déploie une nouvelle approche en snobant parfois les pouvoirs politiques locaux pour ne s'adresser qu'aux hommes d'affaires. Au Nigeria, il drague ouvertement les milliardaires... Sans réel succès. Ces grands industriels sont déjà totalement mondialisés avec pléthore de nouveaux partenaires (Chine, Turquie, Israël...). De plus, à l'exception notable du groupe Total, le potentiel des investisseurs français s'est réduit comme une peau de chagrin. Finis les monopoles postcoloniaux de la guerre froide. Seuls survivent, plutôt bien, les *pater familias* implantés de longue date sur le continent avec des réseaux personnels dans les cercles de pouvoir, à l'instar de Vincent Bolloré, Martin Bouygues, Pierre Castel, Robert Fabre... L'Afrique et le capitalisme familial français font (encore) bon ménage.

Pour secouer cet infernal kaléidoscope franco-africain, toujours coincé sur la même image, Emmanuel Macron décide de s'adresser aux Français d'origine africaine. Une nouvelle version de « l'Afrique en France », jamais tentée par ses prédécesseurs à l'Élysée. Dès le mois d'août 2017, un Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA) d'une dizaine de personnes issues de la société civile, pour dépolitiser la relation avec le continent, est créé. Ces personnalités sont invitées à être aussi disruptives dans leurs propositions que le Président, chacune dans son domaine de prédilection (diasporas, santé, éducation, sport, médias, banques, urbanisme...). Un mini-*think tank* à usage présidentiel, hors institutions, qui devait permettre, dans l'esprit d'Emmanuel Macron, de court-circuiter des administrations enkystées dans des relations traditionnelles avec le continent.

L'obsession du Président auprès de ses collaborateurs se résume aux questions : « Comment changer l'image de la France en Afrique ? » Réponse : par les diasporas, qui représentent 5 millions de personnes et de futurs électeurs de la présidentielle de 2022 ! « Comment valoriser les Africains ? » Réponse : par la culture ! Dans la foulée, une Saison culturelle Africa 2020 est lancée en France pour présenter les points de vue des sociétés civiles africaines. Un événement confié à une combattante sans concession de l'expression africaine par les Africains : N'Goné Fall, ancienne directrice de la *Revue noire*. En lieu et place du traditionnel sommet Afrique-France des chefs d'État, un Forum magnifiant les sociétés civiles africaines se tiendra en juillet 2021 à Montpellier, ville où l'université anime une chaire des diasporas africaines. Parallèlement au Conseil présidentiel pour l'Afrique, Emmanuel Macron ne va cesser de coopter des personnalités emblématiques des relations avec l'Afrique, hors des structures et institutions attitrées. Il leur confiera des dossiers aussi sensibles que la restitution du patrimoine africain...

Mais où sont donc les relais politiques dans les banlieues pour animer la nouvelle politique de « l'Afrique en France » du chef de l'État ? Sous l'étendard de La République en marche, quelques courageux Français d'origine africaine sont montés au front . Ils ont brigué la députation dans des circonscriptions réputées difficiles. Ils sont très éloignés des « premiers de cordée » du CPA et ont été élus par des électeurs de toutes origines, mais ne sont pas parvenus à accéder à des postes à responsabilité à l'Assemblée nationale. Cette très grosse déception parmi les « députés-missionnaires » de La République en marche augure mal de la mobilisation à venir dans les communautés binationales pour l'élection présidentielle de 2022. Même si elle avait tendance à snober ces députés, le départ de Sibeth Ndiaye du gouvernement a laissé un goût amer au sein de ces communautés, qui l'avaient surnommée « Tantine Sibeth ».

Regroupées par pays, voire par régions, dans les banlieues parisiennes et certaines grandes villes, les Français d'origine africaine représentent 10 % du corps électoral. « Pour l'instant, il n'y a pas d'affichage de la diversité au gouvernement. C'est d'autant plus paradoxal que la prochaine élection présidentielle se jouera

avec les diasporas. Et on voit déjà des diasporas qui votent Rassemblement national, parce qu'elles se considèrent comme les mal-aimées. Pour mobiliser les salles, il n'y a que les diasporas qui en sont capables », relève la Franco-Marocaine Zakia Mortreau, qui a travaillé sur le rapport Thiriez pour diversifier et moderniser les écoles de la haute fonction publique.

Tout avait pourtant si bien commencé ! Pour son dernier déplacement de campagne, le 1^{er} avril 2017 à Marseille, sa « ville de cœur » comme il l'appelle, le candidat Macron ne voyait que des Français, notamment d'origine africaine. « Quand je regarde Marseille, je vois une ville française façonnée par deux mille ans d'histoire d'immigration. Je vois des Arméniens, des Comoriens, des Italiens, des Algériens, Marocains, Tunisiens, Maliens, Sénégalais... Mais je vois quoi ? Je vois des Marseillais, je vois des Français ! C'est ça, être fier d'être français ! [...] Ce que nous allons faire dans le quinquennat, c'est surtout sortir d'un passé qui ne veut pas passer. Sortir des luttes fratricides qui affaiblissent la France, le Maghreb, l'Afrique. Sortir de la Françafrique ! »

Pourquoi l'ardoise magique du jeune Macron n'a-t-elle pas encore permis d'effacer plus d'un demi-siècle d'une « Françafrique » surannée ? Ce livre explore tous les fronts sur lesquels le chef de l'État, non sans imagination, a tenté de faire implorer, de contourner ou d'inverser les tendances lourdes pour encore peser dans une Afrique mondialisée. En France, les personnalités cooptées par le Président pour écrire un nouveau récit national avec l'Afrique sont souvent hors d'atteinte de « ceux qui n'ont pas les codes », comme l'explique une députée déçue de la diaspora. En revanche, ce sont les activistes français d'origine africaine, souvent d'anciens exilés politiques, qui drainent l'audience. À travers les réseaux sociaux, ce sont eux qui impulsent les ressentiments envers la France dans les capitales du pré carré. Par un singulier effet boomerang, Emmanuel Macron risque d'être piégé autant en France qu'en Afrique par des communautés en souffrance.

La démocratie rêvée hors du pré carré

« Monsieur le Président, savez-vous qu'il y a un génocide qui se déroule au Cameroun ? »

Dans le brouhaha du Salon de l'agriculture, un activiste camerounais s'époumone, hurle, ce 20 février 2020, au passage du président de la République, en visite traditionnelle au monde paysan. Emmanuel Macron lève la tête, cherche la voix et bouscule son entourage pour rejoindre le lanceur d'alerte derrière le cordon de sécurité. Après avoir à peine écouté celui qui l'apostrophe, le Président se lâche complètement, sous l'œil et les oreilles de mille et un smartphones : « J'ai mis la pression sur Paul Biya pour qu'il traite d'abord le sujet de la zone anglophone et ses opposants. Je lui ai dit, je ne veux pas qu'on se voie à Lyon [en marge d'une réunion internationale sur le Fonds de lutte contre le sida et le paludisme le 8 octobre 2019] tant que Maurice Kamto n'est pas libéré. Il a été libéré, parce qu'on a mis la pression. Je vais rappeler la semaine prochaine le président Biya pour qu'il libère les opposants, ouvre le jeu, décentralise et fasse respecter l'État de droit. »

Contexte de l'époque : les régions anglophones du Cameroun étaient en quasi-sécession et le principal opposant au président Biya à la présidentielle d'octobre 2018, Maurice Kamto, avait été emprisonné. Officiellement pour destruction de biens publics, en fait pour continuer à contester la réélection de Paul Biya.

Après avoir admis que « la France est prise dans un rôle compliqué en Afrique » et que « ce n'est pas à la France de faire la démocratie au Cameroun à la place des Camerounais », Emmanuel

Macron se vante pourtant devant l'activiste camerounais d'avoir également « mis la pression, avec plusieurs présidents africains », sur Joseph Kabila en République démocratique du Congo (RDC) pour obtenir l'alternance politique dans ce pays. Il achève sa diatribe par une menace définitive aux autocrates : « Là où les présidents ne sont pas démocratiquement élus, je travaillerai avec la société civile. »

Deux mois plus tard, ce sont pourtant bien la France et son président qui vont « ressusciter » Paul Biya. Alors que le chef de l'opposition, Maurice Kamto, demande à la Cour constitutionnelle de déclarer la vacance de pouvoir, en raison de l'absence prolongée du chef de l'État, l'ambassadeur de France Christophe Guilhou est convoqué au palais présidentiel le 16 avril 2020. Son audience avec Paul Biya est longuement filmée par la télévision camerounaise. À sa sortie sous les flashes, le diplomate français ne manque pas de déclarer que le président camerounais est « toujours alerte ». Fureur de l'opposition qui pensait tenir un levier politique pour se débarrasser du dirigeant surnommé « l'omniabsent » ! Ce diplomate « s'est carrément substitué à la communication officielle du Cameroun pour devenir l'agent de propagande médiatique d'une prétendue apparition de M. Biya qui viendrait mettre fin aux rumeurs sur sa défaillance et la vacance de la fonction présidentielle », s'insurgent les opposants sur la plateforme des organisations de la société civile du Cameroun.

Vif agacement à Paris, qui sent le piège. Comment est-on passé de la diatribe d'Emmanuel Macron contre le comportement politique de Paul Biya à ce « sauvetage » médiatique par l'ambassadeur de France ? Le président français s'est « trappé » tout seul. Sans doute conscient d'avoir dépassé le seuil de souveraineté, voire de courtoisie, entre deux chefs d'État, Emmanuel Macron a téléphoné le 1^{er} mars à Paul Biya. L'ambassadeur Christophe Guilhou a ensuite sollicité une audience au Palais, pour « assurer le suivi de l'entretien téléphonique que les chefs d'État français et camerounais ont eu le 1^{er} mars dernier », écrira, le 29 avril 2020, le directeur Afrique du Quai d'Orsay, Rémi Maréchaux, à l'opposant Maurice Kamto. Affaire classée. La violente critique du Salon de l'agriculture est vite rattrapée par la realpolitik d'une France en difficulté dans son

ancien pré carré face aux puissances émergentes, à commencer par la Chine, l'Inde et la Turquie, et aussi face à ses propres partenaires européens. Âgé de 86 ans, dont trente-sept passés au pouvoir, Paul Biya a encore plus d'un tour à jouer au jeune Macron !

À froid, le président français évite pourtant d'être instrumentalisé par ses aînés, certains n'hésitant pas à jouer au pompier pyromane ou à surjouer la responsabilité historique de la France dans tous les maux de leur pays. Les chefs d'État d'Afrique francophone ne souhaitent pas être ringardisés auprès de la jeune génération et agitent la fibre nationaliste de leurs compatriotes. Ils « sont tentés par la transgression à l'égard de la France », explique Franck Hermann Ekra, fondateur à Abidjan du Laboratoire d'innovation et d'action publique (Lab'nesdem). « Ils observent l'évolution de l'opinion publique, particulièrement de leur jeunesse qui se vit dans un futur décolonial. » À l'attention de cette jeunesse, le président guinéen Alpha Condé n'avait ainsi pas hésité à rappeler comment « la France avait voulu anéantir la Guinée ».

Le paradoxe est que tous ces chefs d'État sont profondément francophiles. Ibrahim Boubacar Keïta, destitué en 2020, manie le subjonctif et son imparfait bien mieux que les enseignants de l'Hexagone ; Alpha Condé est nostalgique de ses années sur les bancs de la Sorbonne ; le Burkinabé Roch Kaboré, de celles passées à l'université de Dijon, où il a rencontré son épouse Sika. Leur relation avec la France tourne parfois au dépit amoureux ou à la blessure narcissique quand l'ex-puissance coloniale n'est pas l'excuse pour justifier un maigre bilan en matière de santé, d'éducation, d'infrastructures. Alors, il est toujours temps de ressortir les vieilles diatribes anticolonialistes travaillées lors des réunions de la bouillante Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (Feanf) des années 1960 sur le territoire français.

Sans passé africain autre qu'un stage d'énarque de six mois en 2002 à l'ambassade de France au Nigeria, Emmanuel Macron n'a pas de liens d'amitié avec des dirigeants de l'ex-pré carré, comme ses prédécesseurs. Au Nigeria, il a préféré fréquenter les hommes d'affaires que les responsables politiques. Jacques Chirac était quasiment en famille avec le président sénégalais Abdou Diouf et en relation d'amitié indéfectible avec le Congolais Denis Sassou

Nguesso, qu'il recevait déjà dans les années 1980 à la mairie de Paris ! Nicolas Sarkozy ne pouvait rien refuser au président gabonais Omar Bongo et, une fois à l'Élysée, il fêtait régulièrement, à l'heure de l'apéritif, l'Ivoirien Alassane Dramane Ouattara, qu'il a aidé à accéder au pouvoir à Abidjan. Quant à François Hollande, il ne cessait de tweeter avec ses anciens amis africains de l'Internationale socialiste, à l'instar du Guinéen Alpha Condé et du Nigérien Mahamadou Issoufou.

Mais, même sans affect et sans liens intimes avec cette génération de l'Afrique postcoloniale, Emmanuel Macron peut-il réellement conditionner ses relations avec ces présidents à des critères démocratiques ? Pas vraiment. Le drapeau de la *realpolitik* flotte d'autant plus haut que la France perd de l'influence sur le continent. Le symbole du chef d'État africain intouchable, quelles que soient les velléités du président français qui s'installe à l'Élysée, est Idriss Déby. Le président tchadien a même eu à connaître Valéry Giscard d'Estaing en tant que chef rebelle dans le Tibesti. C'est ensuite avec l'accord de François Mitterrand, sur proposition de la DGSE (services extérieurs français), qu'il s'est installé au pouvoir à N'Djamena, capitale du Tchad, en 1990. Depuis, il est indéboulonnable. Fortement contesté pour ses méthodes musclées vis-à-vis de son opposition, Idriss Déby est le chouchou des militaires français opérant en Afrique. Constituée dans sa structure essentielle d'anciens rebelles Zaghawa, l'armée tchadienne dispose des éléments les plus aguerris de la région. Aux yeux des officiers français, les soldats tchadiens ont payé le prix du sang à leurs côtés lors des combats les plus meurtriers du massif des Ifoghas, au Mali, en mars 2013.

Tous les présidents français ont, à un moment ou un autre de leur mandat, sauvé le « soldat Déby ». Pour Emmanuel Macron, c'était le 3 février 2020. Le président français a donné l'ordre de bombarder une colonne d'une cinquantaine de véhicules de rebelles de l'Union des forces de la résistance (UFR) qui avaient pénétré le nord-est du Tchad. Sous la présidence Sarkozy, ces opposants avaient déjà été empêchés, grâce au renseignement français, d'accéder au palais présidentiel à N'Djamena en février 2008. Toujours au nom de la défense des intérêts stratégiques de la France ! Le soutien aux

libérateurs burkinabés pour l'avènement de la démocratie, affiché lors du discours d'Emmanuel Macron à Ouagadougou, s'est ainsi perdu dans les sables de la base opérationnelle de l'opération Barkhane, sur l'aéroport de N'Djamena.

À l'Élysée, on reconnaît qu'en Afrique centrale, aux enjeux pétroliers et géostratégiques importants, « les transitions pacifiques ne vont pas de soi et que les dirigeants ont des règnes au long cours » (Tchad, Congo, Gabon, Cameroun, Guinée équatoriale). Le Président n'est pas responsable de l'héritage légué par ses prédécesseurs et sa démocratie « rêvée » est surtout abordée sous l'angle de la *realpolitik*. Le chef de l'État et ses équipes préfèrent les pressions exercées sur les alliés africains aux leçons démocratiques directes, souvent jugées contre-productives, auprès de gouvernants prêts à jouer les victimes d'un complot de l'ex-puissance coloniale. Tous les contacts entre Emmanuel Macron et les dirigeants de ces pays sont observés en temps réel par les exilés politiques.

Berlin, 19 janvier 2020, conférence sur la Libye. La vidéo d'une chaleureuse embrassade d'Emmanuel Macron avec Denis Sassou Nguesso a été virale sur les réseaux sociaux. Les adversaires du président congolais, qui cumule trente-trois ans au pouvoir, tenaient ainsi la preuve de la connivence du président français avec son homologue africain. « Denis Sassou Nguesso attend toujours le parapluie français pour pérenniser son règne, explique Claudine Munari, opposante congolaise et ancienne directrice de cabinet du président Lissouba. Soixante ans après les indépendances, la relation n'a guère évolué, même si l'on sent que le système est arrivé au bout de sa logique. Paris nous demande de nous débarrasser de nos autocrates et ne veut pas s'engager. »

Emmanuel Macron a pourtant longtemps boudé le président congolais. Denis Sassou Nguesso n'avait ainsi pas été invité à la première réunion internationale sur la Libye à Paris en mai 2018, alors qu'il préside le Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur ce pays. Certains réseaux français du renseignement lui reprochent de maintenir en prison depuis 2016 le général saint-cyrien Jean-Marie Michel Mokoko. Candidat à la magistrature suprême contre son ancien « chef », Mokoko considérait qu'il était

sorti vainqueur de l'élection. Il a été condamné à vingt ans de réclusion pour « atteinte à la sécurité de l'État », pour une ancienne histoire de tentative de renversement du pouvoir par la force. Mais, au pays phare de la « Conférence de Paris sur les changements climatiques », quel président français peut négliger les grandes forêts du bassin du Congo ? C'est tout auréolé d'un Fonds bleu écologique que Denis Sassou Nguesso a été reçu à déjeuner le 3 septembre 2019 à l'Élysée. Dans son combat pour la planète, la France loue l'engagement de ses alliés africains, qui en retour cherchent à reverdir une image d'autocrates dans la diplomatie du *green business*.

C'était la première rencontre à l'Élysée entre les deux présidents... Mais ce n'était pas suffisant pour le président congolais, qui tenait à reprendre la main et à prouver qu'il était insensible à toutes les pressions françaises en faveur de la libération du général Mokoko. Lorsque le plus célèbre des prisonniers congolais a dû être évacué hors de son pays le 29 juillet 2020 pour des problèmes d'hypertension et d'arythmie cardiaque, il a été embarqué vers la Turquie, alors que sa famille avait choisi la France ou le Maroc. La Turquie de Recep Tayyip Erdoğan, qu'Emmanuel Macron accusait déjà de « jouer un jeu dangereux en Libye »... En mettant en scène son nouvel allié turc, Denis Sassou Nguesso cherche à réveiller son homologue français. Il l'a même invité avec les chefs d'État africains pour le quatre-vingtième anniversaire de l'appel de Brazzaville lancé par le général de Gaulle, le 27 octobre 1940. Emmanuel Macron a poliment décliné l'invitation et délégué le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, pour le représenter. Il n'a pas voulu être pris au piège. L'opposition a dénoncé des célébrations en grande pompe visant à légitimer la candidature du président congolais pour une énième élection présidentielle en 2021, après avoir déjà modifié la Constitution pour se représenter en 2015.

S'il ne peut échapper aux exercices de style obligatoires de la *realpolitik* avec les présidents des anciennes colonies françaises, Emmanuel Macron semble en revanche apprécier personnellement les hommes forts du continent à la tête de puissants pays. Le plus

emblématique d'entre eux est le président rwandais Paul Kagamé. Le locataire de l'Élysée n'a cessé depuis sa prise de fonction de caresser dans le sens du poil l'ancien rebelle qui a affronté les alliés de l'armée française à Kigali. Au point de l'inviter à un déjeuner au Palais et de prendre une photo à trois avec le P-DG de Facebook, Mark Zuckerberg, le 23 mai 2018. Puis d'offrir, un an plus tard, l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) à la ministre rwandaise des Affaires étrangères de l'époque, Louise Mushikiwabo, pour succéder à Michaëlle Jean.

À ce titre, Emmanuel Macron est demeuré dans la droite ligne de ses prédécesseurs : la francophonie comme prolongement de la politique africaine de la France en Afrique... Jacques Chirac avait choisi l'Égyptien Boutros Boutros-Ghali comme premier secrétaire général de l'OIF pour avoir résisté aux Américains lorsqu'il était secrétaire général des Nations unies. Face aux tergiversations des Africains qui n'arrivaient pas à s'entendre, François Hollande avait fait voter pour la Canadienne Michaëlle Jean, confortant ainsi les contributions de son pays à l'OIF... Ne craignant pas de déplaire à l'establishment militaire français, pour lequel l'ancien rebelle et actuel président Paul Kagamé reste l'ennemi, Emmanuel Macron instrumentalise lui aussi la francophonie pour sa « nouvelle » politique africaine à l'égard du Rwanda. Mais Paul Kagamé n'est pas Abdou Diouf, qui avait succédé à Boutros Boutros-Ghali à la tête de l'OIF. Kagamé a répété à plusieurs reprises, en bon français, que « l'Afrique n'a pas besoin de baby-sitters¹ ».

Un autre président anglophone, très libéral, dont Emmanuel Macron aime vanter les mérites est le Ghanéen Nana Akufo-Addo ; même si le bilan de ce dernier, avocat et bon communicant, est mitigé si l'on en croit les indicateurs de la Fondation Mo Ibrahim, vigie de la bonne gouvernance politique et économique du continent. Lui aussi répète à l'envi que l'Afrique doit s'émanciper de l'aide occidentale. Symbole de sortie du pré carré français, Emmanuel Macron s'est rendu le 30 novembre 2017 en visite au Ghana. Il était le premier président français à mettre le pied à Accra, capitale de ce pays, depuis l'indépendance... Pour le remercier, Nana Akufo-Addo a accepté de participer le 11 juillet 2019 à l'Élysée à un happening inédit, jamais organisé, sur les diasporas africaines. Une séance de

questions-réponses très préparée² avec les deux présidents, certes, mais totalement déconnectée du réel. Nana Akufo-Addo a vivement invité ses ressortissants qui sont à Londres – pas à Paris... – à rentrer au pays pour contribuer au développement de leur pays. Emmanuel Macron a ainsi échappé aux diatribes des exilés politiques et « décoloniaux » sur le soutien français à leurs « autocrates » de l'Afrique francophone.

Le jeune président ne tarit pas d'éloges non plus sur son homologue angolais João Lourenço, qui mène la vie dure à son prédécesseur, José Eduardo dos Santos, et surtout à la famille de ce dernier, qui s'est enrichie au cours des trente-huit années passées au pouvoir du « Papa ». Macron rêve d'intégrer l'Angola lusophone dans la grande famille francophone de l'OIF, pour consolider un axe Rwanda-Angola avec une bretelle France. Paris, Kigali et Luanda ont travaillé de concert en 2019 pour isoler Joseph Kabila et le pousser à quitter la présidence congolaise. Ce triumvirat n'a cependant pas évité un scénario « à la russe », où Laurent-Désiré Kabila coopte son successeur, Félix Tshisekedi, pour mieux continuer à jouer les marionnettistes en coulisse, même si son influence s'étiole au fil du temps. « L'élection du président Tshisekedi en République démocratique du Congo a ouvert la porte à une défiance absolue dans les systèmes électoraux, explique une ancienne diplomate³. Les populations du continent ont parfaitement compris la posture de la communauté internationale qui a fermé les yeux sur la vérité des urnes pour permettre l'avènement d'une alternance de façade. Les oppositions n'ont plus confiance dans les commissions électorales, boycottent des scrutins et contestent systématiquement des résultats, certaines allant jusqu'à créer un Conseil national de transition. »

Un an plus tôt, pour la visite du président angolais à Paris en mai 2018, Emmanuel Macron avait mobilisé les chefs d'entreprise au Cercle de l'Union interalliée, à deux pas de l'Élysée, et organisé une visite du site d'Airbus à Toulouse et d'une exploitation agricole à Castelnaudary, avant de signer un accord de défense avec le président angolais, qui a promis d'acheter des équipements militaires français. Mais l'interlocuteur du président angolais était surtout Patrick Pouyanné, le patron de Total, qui assure 35 % de la

production pétrolière du pays. L'or noir représente 95 % des entrées en devises du pays et 70 % de ses recettes fiscales⁴.

En mars 2019, il était aussi de bon ton pour le président français de fêter, à l'occasion de son premier voyage en Éthiopie, le Premier ministre Abiy Ahmed, prix Nobel de la paix, et la présidente du pays, Sahle-Work Zewde, francophone et francophile. Et de parler culture et patrimoine autant que défense et économie. C'était avant la sanglante répression de la rébellion tigréenne à l'est du territoire. L'Élysée négocie en 2021 avec le dirigeant éthiopien l'accès aux zones de combat pour les humanitaires.

Cette tournée en Afrique de l'Est avait été soigneusement préparée par les équipes de l'Élysée, du Quai d'Orsay et de la Défense. Elle traduit la montée en puissance, depuis la présidence de François Hollande, des diplomates parlant le swahili dans la définition de la politique africaine. Nouvel ambassadeur de France en Éthiopie, Rémi Maréchaux, ancien influent directeur Afrique du Quai d'Orsay, est aussi positionné depuis l'automne 2020 auprès de l'Union africaine (UA) pour rappeler que Paris peut toujours peser sur des décisions au FMI, à la Banque mondiale et aux Nations unies, où la France occupe – encore – le fauteuil décisionnel sur les opérations de maintien de la paix. « Pour avoir de l'influence, il faut parler à la présidence de la Commission et aux chefs d'État africains les plus influents. On travaille avec des pays comme l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Kenya, l'Éthiopie, le Rwanda, l'Angola, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Maroc, l'Égypte », explique-t-on à l'Élysée.

Ancien bastion de l'empire britannique, le Kenya est ainsi choyé par Emmanuel Macron, qui a invité le 1^{er} octobre 2020 à Paris le président Uhuru Kenyatta à l'événement « Bpifrance Inno Génération » (BIG), afin de mobiliser des financements pour favoriser des entreprises françaises à la peine sur ce marché. Mais, surtout, l'Élysée développe avec les pays hors de l'ancien pré carré des alliances à tous les niveaux du multilatéralisme.

Quant à l'Afrique du Sud, qui entretient chaque année un dialogue très élargi avec la France allant de l'Iran à la prolifération nucléaire en Corée du Nord, Emmanuel Macron a monté de pair avec son président, Cyril Ramaphosa, alors également président de l'Union africaine, une réponse coordonnée (sanitaire, humanitaire,

scientifique et macroéconomique) sur la Covid. Le président français était ainsi le seul chef d'État étranger à participer le 3 avril 2020 à une conférence téléphonique avec l'Union africaine, l'OMS et une dizaine de dirigeants africains. Une séquence que l'Élysée ne manquera pas de médiatiser.

Dans sa volonté d'embrasser tout le continent et d'être l'interlocuteur privilégié des nouveaux hommes forts de l'Union africaine, de préférence anglophone et lusophone, Emmanuel Macron n'a cependant pas toujours vu monter les périls dans l'ancien pré carré français, en particulier en Afrique de l'Ouest. Des crises en gestation qui, elles, ne manqueront pas d'avoir des répercussions dans les communautés d'origine africaine en France.

La logique militaire imposée au Sahel

Il est midi sonnant, le vendredi 19 mai 2017, lorsque Emmanuel Macron débarque sur le tarmac de la base militaire française à Gao, en plein désert. Sous un soleil de plomb, Ibrahim Boubacar Keïta, vêtu de son grand boubou blanc, l'attend au pied de la passerelle de l'avion présidentiel. Tout sourire, il lui donne une longue accolade devant les caméras de l'armée de terre... française. Les militaires de l'opération Barkhane assurent la sécurité de ce premier déplacement hors d'Europe du Président. Ils sont aux aguets. Leurs frères d'armes maliens, non loin, ont aussi été convoqués pour un passage en revue de la troupe.

Dès son investiture, le 14 mai, Emmanuel Macron a multiplié les signes pour montrer qu'il sera à la hauteur de la tâche comme chef des armées, pouvoir suprême accordé par la V^e République. Il fait son entrée à l'Élysée d'un pas lent et cadencé, le regard tourné vers les chefs d'état-major. Il passe ensuite en revue les troupes dans les jardins du palais. Puis, une première pour une prise de fonction, il prend place à bord d'un véhicule de commandement de l'armée pour remonter les Champs-Élysées, au son d'une marche militaire, avant de ranimer la flamme du Soldat inconnu. Il se rend enfin au chevet de soldats blessés en Afghanistan et au Mali à l'hôpital militaire de Percy, à Clamart.

Plus familier de la philosophie et de la finance, le nouveau président n'est pas un grand connaisseur des questions de défense. Il est le premier chef d'État français qui n'a pas fait son service militaire. Mais il a hérité de la « guerre de libération » déclenchée

par François Hollande au Mali en janvier 2013. Quatre ans après le lancement de l'opération Serval, les territoires reconquis sont en proie à une spirale de violence continue.

Durant la campagne, le candidat Macron s'est fait aider par un groupe de réflexion animé par François Heisbourg, président de l'International Institute for Strategic Studies de Londres, et Hervé Grandjean, conseiller pour les affaires industrielles, pour réfléchir sur les questions de défense. Il compte plusieurs spécialistes et chercheurs comme Bruno Tertrais et Frédéric Charillon, ainsi que d'anciens officiers comme les généraux Jean-Paul Paloméros, Dominique Trinquand, Bertrand Soubelet, ou le colonel Michel Goya, historien des armées. La plupart des discussions portent sur des questions stratégiques : présence dans l'OTAN, montée en puissance de la défense européenne, renforcement des opérations de maintien de la paix, loi de programmation militaire (atteinte dans la durée des 2 % du budget), retour d'un service national pour fédérer les jeunes de toute condition sociale autour d'un projet national... Mais quelques-uns ont un agenda plus personnel.

« Certains ont plaidé pour que Jean-Yves Le Drian ne soit pas reconduit à la Défense, explique l'un des membres du groupe. Ils ont surtout demandé la tête de Cédric Lewandowski, son directeur de cabinet, qui avait marginalisé les militaires. » Socialiste dissident de la Hollande, le ministre breton est donc contraint de se séparer de son fidèle et puissant lieutenant. Alexis Kohler, le nouveau secrétaire général de l'Élysée une fois Macron élu, a aussi lancé une « fatwa » pour le sortir du jeu. Cédric Lewandowski a passé les cinq dernières années à défendre le budget de la Défense et plusieurs grands dossiers industriels. Il s'est mis à dos Bercy et même Emmanuel Macron, qui a eu à gérer les arbitrages. Celui qui a gagné le surnom de « Foccardowski » – en référence à Jacques Foccart, le Monsieur Afrique de De Gaulle – a déjà acté les termes de la transition. Il part rejoindre le comité exécutif (comex) d'EDF comme directeur du parc nucléaire et thermique, mais continue discrètement à alimenter le ministre Le Drian.

En faisant rompre le couple de l'hôtel de Brienne, Emmanuel Macron reprend le contrôle des opérations tout en s'assurant le soutien électoral du Breton. Le patron, c'est lui. Et le ministre de

l'Europe et des Affaires étrangères doit faire avec les nouvelles règles du jeu, les premiers mois de présidence macronienne. Ses interviews aux médias écrits doivent être au préalable relues par l'Élysée. Le nouveau chef de l'État ne veut pas s'embourber dans les sables chauds du Nord-Mali. Il affiche sa détermination à frapper plus fort et plus vite contre les terroristes et à appliquer sans tarder la totalité de l'accord de paix d'Alger. Durant la campagne, il a même émis le souhait d'un retrait des 4 500 militaires de Barkhane, engagés dans les combats au Sahel. L'objectif est d'y parvenir d'ici à la fin de son mandat.

Pour motiver la troupe lors de ce premier déplacement à Gao, le président jupitérien n'hésite pas à flatter l'ego des soldats : « Vous êtes plus que jamais nos sentinelles et notre rempart contre les débordements du terrorisme, de l'extrémisme, du fanatisme. Ici, vous êtes l'avant-garde de la République, comme avant vous le furent sur ce continent tant de générations de militaires. Depuis la meurtrière opération Limousin jusqu'aux plus récentes opérations Licorne, Atalante, Sangaris ou Serval, pour ne citer qu'elles, et nombre d'opérations auxquelles plusieurs d'entre vous ont, par le passé, participé, vous êtes les héritiers de cette longue lignée de soldats venus servir sur ce continent, dans les airs, sur mer, sur terre, et vous faites honneur à cette lignée. »

En président pressé, comme Nicolas Sarkozy, le patron de l'Élysée n'a pas daigné passer par le palais de Koulouba, siège de la présidence à Bamako. Des intellectuels locaux déplorent le manque élémentaire de bienséance à l'africaine. C'est donc son homologue malien, Ibrahim Boubacar Keïta, qui va à sa rencontre à Gao pour cette visite au pas de charge – guère plus de six heures. Derrière les accolades et les sourires affichés devant les caméras, ce premier contact est tendu. Le jeune président Macron demande au président malien de 72 ans d'avancer plus rapidement sur le chemin de la paix. Dans l'entourage d'IBK, certains grincent des dents.

Mais IBK ne refuse rien au président français dont l'armée est engagée dans la traque des terroristes au Nord-Mali, même si, du côté malien, on a bien compris qu'il est là pour revêtir le costume de chef des armées. Emmanuel Macron invoque toujours l'imaginaire quand il s'adresse à ses compatriotes. Il est là pour montrer qu'il est

le chef de guerre. Qu'importe si son hôte malien est relégué au second plan.

Cette visite va laisser des traces, notamment lors de la réunion suivante du G5 Sahel à Bamako, deux mois plus tard. L'Élysée s'impatiente du manque d'avancée du processus politique, Bamako y voit une ingérence. Ce qui donne lieu à un échange aigre-doux. Le président français demande à son homologue des résultats devant ses pairs du G5. Ce dernier lui rétorque : « *Inch'Allah*. » Macron surenchérit : « *Inch'Allah* n'est pas ma tasse de thé. »

Les mois suivants, la relation va se dégrader lentement mais sûrement, alors que la situation sécuritaire va de mal en pis. À l'approche de la présidentielle, IBK est dépeint comme un roi fainéant qui ne fait pas avancer les accords de réconciliation d'Alger/Bamako. L'ambassade de France à Bamako fait des rapports alarmants sur sa gouvernance. « C'est Versailles avant la Révolution, dit-on en privé devant les journalistes pour expliquer que tout part à vau-l'eau. La situation est presque pré-insurrectionnelle... Nous n'avons pas la solution... Le retrait n'est malheureusement pas une option. » Paris verrait d'un bon œil la non-reconduction du président malien et appuie la plateforme An tè a bana, un mouvement de contestation politique et associatif opposé à un changement de Constitution.

Mais Paris va devoir faire machine arrière. Dans la nuit du 23 au 24 octobre, un raid de l'armée française tue plusieurs soldats maliens capturés par les djihadistes près d'Abeïbara, dans le nord-est du pays. L'attaque visait un groupe affilié à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). Émoi à Bamako. IBK tient sa carte pour négocier avec l'Élysée. Il ne met pas d'huile sur le feu, alors que la France explique maladroitement que les militaires maliens avaient rejoint les rangs des djihadistes, mais vient discrètement à Paris, du 18 au 21 février 2018, pour une rencontre en tête-à-tête avec Macron à l'Élysée dès le lendemain de son arrivée. Les deux dirigeants font le point sur la préparation de la présidentielle malienne du 29 juillet, les questions sécuritaires et la montée en puissance du G5 Sahel. Avant de quitter la capitale française, IBK réalise un check-up à l'hôpital militaire Percy de Clamart. Commentaire de l'intéressé : « La machine est en parfait état de marche¹. » Bref, Paris ne

s'oppose plus à ses ambitions. Cette visite scelle aussi le sort de l'ambassadrice française à Bamako, Évelyne Decorps, jugée « anti-IBK ». La diplomate est nommée à l'été 2018 administratrice des terres australes.

IBK réélu, rien ne change. Pire, l'insécurité malienne se développe chez les voisins burkinabé et nigérien, où les filiales d'Aqmi et de l'État islamique tissent leur toile d'araignée. L'hydre djihadiste s'étend aussi vers le sud de ces pays et menace les pays du golfe de Guinée comme le Bénin et la Côte d'Ivoire, touchés par des attaques et des enlèvements. En quelques années, la situation est devenue hors de contrôle.

Jusqu'en 2011, les rébellions touarègues successives n'avaient pas rejoint la mouvance terroriste. Elles se dénouent à la faveur d'accords de paix, souvent sous l'égide de l'Algérie, qui leur permettent d'obtenir des postes dans l'administration et la vie politique. La progression d'Aqmi a marginalisé et fragmenté la rébellion touarègue, amenée à trouver des alliances avec les groupes terroristes, notamment pour le contrôle de l'économie grise. Les États malien et burkinabé, dont les armées ont été déstructurées, peinent à réorganiser leur système de sécurité pour y faire face. Le Niger doit endiguer les attaques de Boko Haram au sud et celles d'Aqmi et de l'État islamique au nord-ouest. Cette fragmentation croissante des groupes armés, conséquence des logiques individualistes et de la tentative des Occidentaux de diviser la menace, complique les négociations politiques pour la pacification de la zone.

Une partie de la jeunesse épouse dorénavant l'idéologie djihadiste, souvent plus par opportunisme (salaire, statut social, possibilité de se marier) que par profonde conviction religieuse, même si Aqmi n'hésite pas à réactiver l'histoire du djihad toucouleur ou peul dans la région. La présence de camps de réfugiés est un nouvel espace de recrutement pour les terroristes. Le recours à des milices communautaires, substituts des armées locales, pour enrayer la menace ne fait qu'aggraver les choses, celles-ci ne se comportant guère mieux que les terroristes. Les têtes pensantes djihadistes exploitent les failles communautaires et tentent de les fédérer dans le combat contre les autorités.

Du Quai d'Orsay à l'hôtel de Brienne – siège du ministère des Armées –, en passant par l'Élysée, on dénonce la faillite de partenaires incapables d'inverser la spirale de la violence. « Jusqu'à présent, on misait sur nos partenaires sahéliens pour diluer les micro-situations insurrectionnelles, indique un diplomate français. Mais ils s'en montrent incapables et co-habitent même avec ces insurrections. » La France se charge donc souvent de l'élimination des terroristes à la place des armées africaines, une politique du « scalp » aux effets limités, même si les décideurs la présentent comme un succès. Pour éviter les pertes humaines, la tentation est grande d'utiliser davantage les drones et autres moyens aériens comme sur le théâtre du Levant. « On est en train de perdre notre spécificité, confie un général à la retraite. Nos forces doivent continuer à aller au contact pour convaincre nos adversaires de se rendre. L'emploi de la force ne doit avoir lieu qu'en dernier recours. » « Le dialogue entre militaires et politiques n'est pas assez sincère », estime quant à lui le général Didier Castres, un opérationnel qui a servi au plus près les présidents, de Jacques Chirac à François Hollande. « Il faut dire la vérité aux décideurs. On se contente de couper l'herbe quand elle est trop haute. »

La crise au Sahel ne se résoudra pas, beaucoup l'ont compris, avec le seul recours de la force militaire. Si elle « ne trouve pas de relais dans le développement, dans le retour des services de l'État, elle ne peut être qu'une goutte d'eau versée sur le sable du désert », devait déclarer Florence Parly, la ministre des Armées, guère économe en poncifs dans son intervention au Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique, en novembre 2018. N'était-il pas aussi un peu présomptueux de prétendre contrôler un espace de 5 millions de kilomètres carrés avec les 4 500 hommes de l'opération Barkhane, alors que plus de 100 000 soldats américains n'ont pas réussi à venir à bout de leurs ennemis en Afghanistan, où ils étaient déployés sur « seulement » 600 000 kilomètres carrés ? Les militaires eux-mêmes ne cessent de répéter que, sans accord politique solide et présence administrative sur l'ensemble du pays, ils sont là pour mille ans !

Emmanuel Macron s'énervé. Déplorant le manque de clarté du cadre d'intervention et d'accompagnement politique de la guerre au

Sahel, il réunit les chefs d'État africains au château de Pau, le 13 janvier 2020². La perte de treize soldats, la montée de sentiments antifrancçais et le défaut de soutien européen poussent Emmanuel Macron à changer de stratégie.

Objectif : réaffirmer le soutien des pays du G5 Sahel à l'armée française et prendre le leadership d'une coalition euro-péo-sahélienne de lutte contre les terroristes. Pourtant, l'état-major français et le ministère des Armées utilisent la méthode Coué. Ils se targuent régulièrement d'éliminer des djihadistes au cours d'annonces martiales, égrenant le nombre d'ennemis tués. Une communication qui rappelle le temps des dominations coloniales où l'on donnait le bilan des HLL (hors-la-loi, ex-soldats de l'ALN, l'Armée de libération nationale) tués en Algérie.

Ce 13 janvier 2020, Emmanuel Macron va plus loin lors de la conférence de presse à Pau avec les présidents du G5 Sahel. « Qui se fait tuer pour les enfants maliens, burkinabés, nigériens ? assène-t-il devant ses homologues africains. Ce sont les soldats français. Les discours que j'ai entendus [antifrancçais] sont indignes. Ils servent d'autres intérêts. Soit les intérêts des groupements terroristes qui voudraient être plus puissants dans votre pays. Soit les intérêts d'autres puissances étrangères qui voudraient voir les Européens plus loin parce qu'elles ont leur propre agenda. Un agenda de mercenaires. » Répondant à un journaliste de la télévision malienne qui s'interrogeait sur la présence, sans résultat, de l'armée française dans son pays, Emmanuel Macron s'emporte, explose... À tel point que la conférence de presse tourne court après deux questions. Les cinq présidents du G5 Sahel qui l'entourent sont tétanisés. Et le président français a beau, ensuite, encourager l'un ou l'autre à s'exprimer après deux questions, c'est silence radio sur l'estrade... Si les chefs d'État africains sont dans leurs petits souliers, c'est parce qu'ils doivent de plus en plus affronter chez eux la colère de populations ne comprenant pas comment l'armée française et les forces onusiennes ne viennent pas à bout, avec le renseignement américain, de plusieurs centaines de terroristes. Les explications complotistes fleurissent sur les réseaux sociaux...

« À bas la France ! », « La France est un État terroriste », « Stop au génocide de la France au Mali ! ». Dans les rues du Mali, des

manifestants commencent à battre le pavé pour réclamer le départ de Barkhane. Il est loin le temps où François Hollande, en 2013, était accueilli comme le sauveur du pays. Au Mali et au Burkina Faso, des régions entières échappent au contrôle de l'État, dont les armées essuient de lourdes pertes humaines. La France devient la cible des discours nationalistes, du pouvoir aux opposants de tout poil. On l'accuse même de complot avec les groupes djihadistes. Le chanteur Salif Keïta publie une vidéo expliquant que « la France finance nos ennemis contre nos enfants ». Plus problématique, le ministre de la Défense burkinabé – en théorie un allié –, Cheriff Sy, se dit étonné que la France n'arrive pas à éradiquer « cette bande de terroristes », avant de montrer, plus tard, de meilleurs sentiments à l'épreuve de la coopération sanitaire. Régulièrement, les internautes en reviennent à la faute originelle imputée au président Sarkozy, celle d'avoir fait implorer la Libye et d'avoir accéléré la diffusion du terrorisme dans toute la région.

La Russie, la Chine et la Turquie observent cette rancœur exprimée envers l'ex-puissance coloniale et se disent qu'il est temps de jouer leur carte. Paris ne goûte guère ces attaques et craint une perte d'influence. Emmanuel Macron en vient donc à exercer un chantage politique sur les présidents de la région en menaçant de retirer l'armée française. « Toutes les options sont sur la table », martèle l'Élysée en guise d'avertissement. Cela relève plus, bien sûr, du registre de la pression. L'engagement militaire et diplomatique en Afrique justifie encore le siège de la France comme membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

Depuis longtemps, les opérations extérieures (opex) sont devenues la vitrine – fort onéreuse, puisqu'elles coûtent plus d'un milliard d'euros par an aux contribuables – des engagements de l'armée française. Elles sont même un élément clé des recruteurs pour convaincre les nouveaux engagés. Soldats comme mécanos, cuistots ou transmetteurs veulent y participer pour toucher les juteuses primes. « Ça fait bouillir la marmite, confirme un historien des armées. On finit même par oublier la raison pour laquelle nous sommes sur le terrain. »

Le chef d'état-major des armées, le général François Lecointre, justifie aussi cet engagement pour le rodage des équipements et

l'entraînement de la troupe, même si les résultats ne sont pas toujours au rendez-vous, et surtout pas relayés suffisamment tôt par des actions politiques et de développement pour « repacifier » durablement les zones reconquises. « Le Sahel est un laboratoire grandeur nature pour nos armées, explique un ancien disciple de Jacques Foccart, l'ex-Monsieur Afrique de De Gaulle. Depuis des années, elles n'avaient pas eu de champ d'action aussi large. Profitant de la faiblesse de l'État malien pendant la transition en 2012, François Hollande et Jean-Yves Le Drian ont brandi le spectre d'une prise de Bamako par les groupes armés du Nord pour combler le vide sécuritaire. »

Dès son arrivée au pouvoir, Macron s'est finalement laissé convaincre par l'armée, ce qui prouve l'influence des généraux sur tous les présidents de la V^e République. « Le traumatisme de la démission avec fracas – du jamais vu depuis la fin de la guerre d'Algérie – du général Pierre de Villiers est encore présent, ajoute l'ancien disciple. Le chef de l'État ne peut prendre l'armée à rebrousse-poil, même s'il est désabusé par le délitement de la situation sécuritaire, particulièrement au Burkina Faso et au Mali, où les dirigeants sont accusés de laxisme. »

À Pau, le président français décide de changer de tactique militaire et d'envoyer 600 soldats supplémentaires, notamment le 2^e régiment étranger parachutiste, pour défaire l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) dans la région des trois frontières (Mali, Burkina Faso, Niger). La concentration des efforts permet d'obtenir des résultats, alors que dans le même temps Aqmi affronte l'État islamique, début 2020, pour reprendre le contrôle de la zone. Les mois suivant la rencontre de Pau, l'armée française remporte des succès tactiques et élimine notamment Abdelmalek Droukdel, le chef d'Aqmi, et Bah ag Moussa. Paris change de stratégie de communication. Fini le triomphalisme victorieux à chaque fois que l'on élimine des djihadistes, les propos sont devenus plus prudents pour ne pas gêner les partenaires africains. Sur le fond, les succès engrangés ne signifient aucunement la mise en déroute de l'ennemi, qui se replie et se terre momentanément.

Le Groupe de soutien de l'islam et des musulmans, GSIM, de l'ex-rebelle touareg devenu djihadiste Iyad Ag Ghali, n'a plus les mêmes

capacités opérationnelles, mais reste une menace diffuse, prête à frapper à l'improviste. Ce groupe allié à Aqmi fait de nouveaux adeptes. Plus structurée et centralisée que l'État islamique, la franchise malienne d'Aqmi mobilise les ressentiments des communautés locales, tels les Peuls, pour lancer de nouvelles katibas contre les forces étrangères et africaines.

Et puis, comme le montrent les organisations des droits de l'homme, les exactions commises par les forces locales sur les populations se multiplient. Une inquiétude pour l'Élysée, qui admet, un brin paternaliste, que c'est le risque quand ces forces ne sont pas accompagnées, c'est-à-dire se trouvent sans la présence de leurs collègues de l'ONU ou de Barkhane. Au 2, rue de l'Élysée, où s'active Franck Paris, le conseiller Afrique du Président, on ne se fait pas trop d'illusions. Il faudra du temps pour obtenir un comportement adéquat de nos partenaires, peut-être encore davantage pour obtenir une judiciarisation de ces exactions, du fait de la faiblesse de la chaîne pénale.

De toute façon, les plans élyséens vont être remis en cause par le coup d'État du 19 août 2020 qui renverse le président Ibrahim Boubacar Keïta. Pour la première fois en Afrique, un putsch est perpétré dans un pays où 15 000 soldats des Nations unies et de l'armée française sont engagés avec des capacités d'écoute importantes. Cela en dit long sur la capacité des putschistes et leur ras-le-bol face au délitement de la situation politique, sociale et sécuritaire. C'est un scénario auquel la France ne s'était pas vraiment préparée. « Le Mali va rester dans l'entre-deux avec un leadership inapte à calmer la contestation et une opposition incapable de faire la révolution, comme au Burkina Faso », expliquait doctement un diplomate français, une semaine avant le putsch. Les meneurs de ce coup d'État sont des officiers supérieurs structurés intellectuellement, dont l'ambition est de mettre fin à l'impasse politique. Ils ont mûri leur coup en prenant langue avec le Mouvement de contestation du 5 juin (M5), qui a applaudi une intervention où le sang n'a pas coulé. Après les condamnations d'usage en pareille situation et quelques pressions sur les officiers putschistes pour les amener à s'inscrire dans un agenda civil, le renversement et la transition sont vite adoubés par la CEDEAO

(Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), la France et l'Algérie.

« Nous nous dirigeons vers la IV^e République, se réjouit Moussa Mara, ancien Premier ministre et président du parti Yéléma, en septembre 2020. De nombreuses réformes politiques et de gouvernance sont prévues dans le cadre de la transition des dix-huit prochains mois³. » La junte a sauvegardé des leviers sécuritaires, politiques, ainsi qu'une certaine immunité dans les institutions de transition, et a installé treize gouverneurs militaires pour sept civils dans les vingt régions du pays. Elle ne souhaite pas finir comme l'ex-capitaine Amadou Sanogo, auteur du coup d'État de 2012, qui a été libéré en début d'année après six ans de détention. C'est la raison pour laquelle elle a imposé le colonel-major de l'armée de l'air à la retraite, Bah N'Daw, à la tête de l'État.

Le nouveau pouvoir obtient un premier succès diplomatique le 8 octobre, avec la libération de Sophie Pétronin, l'otage humanitaire franco-suisse, de Soumaïla Cissé, l'ex-Premier ministre malien, du père italien Pier Luigi Maccalli et de son compatriote Nicola Chiacchio – ce qu'Ibrahim Boubacar Keïta n'était pas parvenu à faire avant sa chute, malgré de longues tractations avec les groupes djihadistes. Peu avant cette libération, l'ancien président malien confiait en privé son amertume. D'après lui, les négociations étaient initialement bloquées en raison de l'intransigeance de la France sur la libération de certains djihadistes. Un dossier débloqué finalement par les nouvelles autorités maliennes, dont la contrepartie a été la remise en liberté de plus de deux cents djihadistes.

Pour négocier cet échange entre otages et prisonniers, la junte a approché Ahmada Ag Bibi. Ce notable touareg de la région de Kidal est un ancien cadre d'Ansar Eddine, groupe fondé par Iyad Ag Ghali, chef du GSIM. Député d'Abeïbara, Ahmada Ag Bibi a rejoint le Rassemblement pour le Mali (RPM), parti d'Ibrahim Boubacar Keïta, en 2014. Cet ancien lieutenant d'Ag Ghali est aussi proche de Mohamed Ag Intalla, l'*amenokal* (chef) de la région de Kidal. Il assure régulièrement l'interface dans les négociations entre le gouvernement et les chefs djihadistes du GSIM. Cette négociation comme la composition du nouveau gouvernement malien, où des représentants des groupes armés du Nord ont fait leur entrée,

reflètent la volonté de l'ex-junte de relancer les accords de paix du Nord-Mali négociés à Alger entre les autorités de Bamako et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA, groupes rebelles et indépendantistes).

Le ministre des Affaires étrangères algérien, Sabri Boukadoum, est venu à deux reprises à Bamako dans les semaines qui ont suivi le coup d'État pour pousser à la mise en œuvre effective de cet accord. Alger a de l'influence sur les groupes armés, dont les combattants ont souvent la double nationalité et passent régulièrement du Mali à l'Algérie. « Nous n'avons pas vu venir le coup d'État, mais nous avons vite réagi et obtenu gain de cause ! » se félicite, fin septembre 2020, un très proche du président algérien. Présidant le Comité de suivi de l'accord d'Alger, l'Algérie estime que le Mali est son terrain d'influence, d'où le tweet d'Abdelmadjid Tebboune : « La solution malienne est à 90 % algérienne. » Depuis la négociation de cet accord en 2014, l'Algérie cherche à remettre Iyad Ag Ghali dans le jeu politique malien.

La junte a, de son côté, ouvert un canal de discussion avec le GSIM et mis entre parenthèses la lutte armée contre ses cadres. Une dragée difficile à avaler pour les militaires français, d'autant que le leader du GSIM se met en scène sur les réseaux sociaux avec ses compagnons de lutte et conditionne la reprise d'un véritable dialogue politique avec l'État malien au départ des troupes étrangères.

Les nouvelles autorités maliennes n'avaient pas remis en cause fin 2020 la poursuite des engagements de la force française Barkhane et de la mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma). « Au Nord-Mali, la priorité est plus de renouer avec la dynamique de l'accord de paix d'Alger que d'engager Barkhane, poursuit une source élyséenne en octobre 2020. Est-ce que certains acteurs du GSIM peuvent se retrouver dans un agenda national malien ? Oui, assurément. Mais on ne peut associer un certain nombre de cadres non maliens qui sont dans un agenda dicté par Al-Qaïda. Il faut que chacun choisisse son camp. » Fin 2020, les militaires français assuraient avoir neutralisé plusieurs centaines de combattants de l'EIGS. « Leurs chefs se planquent et ne plus capables d'opérations d'envergure »,

confie un militaire français⁴. La principale menace reste le GSIM, qui a récupéré des compétences avec la libération des djihadistes par la junte à Bamako. « Cela pourrait enhardir les katibas du GSIM, poursuit-il. On ne peut pas récupérer ou mettre hors d'état de nuire tous les terroristes. On atténue la menace, mais la solution n'est pas que sécuritaire. »

Hors de question pour l'Élysée, qui a réaffirmé sa doctrine, les 15 et 16 février, lors du sommet des dirigeants du G5 Sahel à N'Djamena et lors des entretiens préalables à l'Élysée avec les chefs d'État de cette région. La France a obtenu d'Idriss Déby, le président tchadien, qu'il fournisse un bataillon de 1 200 hommes pour stabiliser la région des trois frontières, tandis que la frontière mauritano-malienne sera contrôlée par les armées de ces deux pays. Parallèlement à la stabilisation, la France a insisté sur le règlement de la question peule, le retour de l'État de droit dans les zones vulnérables et l'intensification des actions de développement afin d'offrir aux populations une alternative aux terroristes.

Se présentant, à ce sommet en visioconférence, en chef de guerre de la région, cartes d'état-major sur la table, Emmanuel Macron a aussi redéfini les cibles. L'EIGS ayant subi des coups sévères, la priorité pour l'armée française est de neutraliser le touareg malien Iyad Ag Ghali, chef du GSIM, ainsi que son allié peul Amadou Koufa qui contrôle la katiba Macina du centre du pays. Décrits à Paris comme « des fils spirituels de Ben Laden » mus par un agenda « strictement djihadiste et internationaliste » et un « projet totalitaire », ces deux hommes avaient engagé des négociations avec le gouvernement malien au moment de la libération des otages en octobre 2020, en particulier celui de la Française Sophie Pétronin. En coupant les têtes, Paris espère que les échelons inférieurs de ces organisations et les groupes armés alliés s'inscriront dans une logique de discussion politique pour le retour de l'État de droit. Des considérations de politique intérieure française ne sont pas absentes. L'armée française estime que ces chefs maliens « franchisés » d'Al-Qaïda sont responsables de la mort de certains de leurs soldats.

À l'approche de la présidentielle de 2022, le chef de l'État souhaite redimensionner ses efforts militaires au Sahel. La réduction des

effectifs de Barkhane devrait se faire dans le cadre de la montée en puissance d'une stratégie collective, autour des forces européennes et africaines, dans un effort de mutualisation pour la mise en place d'une grande coalition internationale dont le financement sera aussi assuré à terme par les Nations unies. « Barkhane doit évoluer d'une logique d'intervention extérieure à celle de lutte antiterroriste et d'appui aux armées africaines », a expliqué Emmanuel Macron à l'issue du sommet de N'Djamena.

En réduisant la voilure au profit des armées locales, de l'ONU et de ses partenaires européens dorénavant présents dans la task force Takuba (composée de forces spéciales estoniennes, tchèques, suédoises et italiennes), Emmanuel Macron cherche à se soustraire aux critiques. Le chef de l'État sait que l'intervention française au Sahel est de plus en plus impopulaire chez les populations sahéliennes. Et que cette question commence à empoisonner le débat politique en France. Marine Le Pen a critiqué la libération de djihadistes en échange de l'otage Sophie Pétronin. Et les députés de La France insoumise demandent un débat parlementaire sur l'engagement français. La politisation de ce sujet ne manquera pas de piment durant la campagne, surtout si l'ancien chef d'état-major des armées, Pierre de Villiers, venait à annoncer sa candidature à la présidentielle de 2022.

Franc CFA, la monnaie de tous les malentendus

Alassane Ouattara s'apprête à rejoindre la berline de l'ambassade de Côte d'Ivoire, positionné sur le perron de l'Élysée. Ce 15 février 2019, il vient de rencontrer Emmanuel Macron, après avoir participé au sommet de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba. De bonne humeur alors que la nuit est tombée en cette fin de journée, il se prête volontiers au jeu des questions-réponses des journalistes venus l'interroger à la sortie de son entretien. Les débats en viennent à porter sur Guillaume Soro, l'ex-rebelle récemment débarqué du perchoir de l'Assemblée nationale après avoir rompu les amarres avec la majorité présidentielle. Le chef de l'État ivoirien met assez rapidement fin aux échanges et souhaite une bonne soirée aux représentants des médias... avant de se raviser. Reprenant la parole, l'ancien gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) se lance alors dans un long plaidoyer inattendu en faveur du franc CFA.

« À propos du CFA, j'aimerais dire un mot. Arrêtons ce faux débat une fois pour toutes. Le franc CFA est notre monnaie, c'est la monnaie des pays qui l'ont librement choisie et qui l'ont mise en place de manière souveraine, et ce depuis l'indépendance, depuis 1960. Je ne comprends pas ce faux débat.. Elle est solide, elle est appréciée, elle est bien gérée. Nous sommes très, très heureux d'avoir cette monnaie, qui est stabilisante. » L'ancien directeur général adjoint du FMI est un des rares dirigeants de la zone CFA à monter au créneau pour le maintien de la coopération monétaire avec la France. Pourquoi l'a-t-il fait là, à Paris, dans la cour de

l'Élysée, et non pas à Dakar, siège de la BCEAO, ou à Ouagadougou, qui abrite l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) ?

Flash-back : quelques jours plus tôt, dans sa villa de l'hôtel Sheraton d'Addis-Abeba, Alassane Ouattara reçoit un journaliste français pour un tour d'horizon des dossiers ivoiriens. L'envoyé spécial : « Pourquoi les chefs d'État de la zone franc ne montent pas au créneau pour défendre le FCFA alors que de plus en plus de voix, celles d'économistes, chercheurs, journalistes, et surtout des activistes, mènent une campagne de dénigrement systématique contre la monnaie ? — Vous voulez que j'aille débattre avec des activistes ! » lui rétorque le président ivoirien avant de se lancer dans une longue explication sur les avantages du lien monétaire qui unit la France à son ancien pré carré francophone. « Il y a des choses qui peuvent évoluer, comme le nom de la monnaie, mais cela doit faire l'objet d'une mûre réflexion », poursuit-il, rejetant toute décision hâtive prise pour contrer l'émotion soulevée par les attaques sur les réseaux sociaux.

Cette défense du FCFA, faite discrètement en Éthiopie et en fanfare sur le perron de l'Élysée, va renforcer la détermination des opposants à la monnaie. Le plus virulent d'entre eux est le polémiste franco-béninois et militant anticolonialiste Kémi Séba, qui qualifie Ouattara, au gré des posts, d'« enfant poli de la France » et d'« esclave volontaire de Paris ». « Dramane [Alassane Dramane Ouattara], après avoir vendu la Côte d'Ivoire à la France et fait envoyer deux prisonniers politiques à la CPI [Cour pénale internationale], a décidé d'aller une nouvelle fois japper, tel un labrador auprès de son maître, et défendre son os à ronger qu'est le franc CFA... Pendant que les peuples souverains ont une économie qui leur permet de manger des repas consistants régulièrement, nous avons des présidents en Afrique francophone qui, tel Dramane, défendent l'os à ronger plutôt que d'exiger un repas décent¹. »

Si l'ancienne puissance coloniale tire toujours les ficelles de la relation monétaire dans l'ombre, elle en obtient plus d'avantages politiques qu'économiques. La gestion du franc CFA, en période de taux d'intérêt très bas comme en ce moment, coûte à l'État français. « La zone franc joue un rôle économique bien modeste pour la

France (4 % de ses échanges et de ses investissements étrangers). La masse monétaire de la zone ne représente que 1,5 % de sa masse monétaire globale », écrivait en 2016 l'ex-diplomate Pierre Jacquemot, spécialiste des questions de développement, dans la revue *Afrique contemporaine*.

Dans leur rapport parlementaire, rendu en septembre 2020, les sénateurs Nathalie Goulet et Victorin Lurel expliquent que « la France a ainsi versé 54,8 millions d'euros aux banques centrales africaines de la zone franc en 2018 et 62,6 millions d'euros en 2019² ». Une rémunération à des conditions avantageuses dans un contexte de faiblesse des placements à vue (rémunérés au taux de – 0,40 %, voire – 0,50 % à l'époque de la rédaction de ce rapport), alors que le taux plancher est de 0,75 % pour les réserves de la BCEAO et de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC).

Un peu plus d'un mois après la visite d'Alassane Ouattara à l'Élysée, Kémi Séba, de son vrai nom Stellio Capo Chichi, voyage à Abidjan. Son ambition est de rencontrer Simone Gbagbo, l'ex-première dame, et d'animer une conférence « contre le néocolonialisme » à Yopougon, une commune du district d'Abidjan, considérée comme un fief de la contestation. Le pouvoir fait rapidement arrêter ses proches. Il se rend à la police et se fait finalement expulser le 27 mars 2019, sans pouvoir tenir son meeting. Une expulsion de plus après celles du Sénégal en 2017 et 2020, et du Burkina Faso en 2019. *Persona non grata*, l'activiste s'est à nouveau rendu en octobre 2020 en Côte d'Ivoire, alors qu'il résidait au Bénin. Pour échapper aux radars, il est allé jusqu'à emprunter une pirogue, après avoir fait une partie du chemin par la route. Son objectif était de mobiliser les électeurs ivoiriens contre Alassane Ouattara.

Né le 9 décembre 1981 à Strasbourg, l'activiste est le fils d'un médecin de province de gauche, victime du racisme. Kémi Séba et son frère déménagent pour la région parisienne en 1995. Il découvre la culture hip-hop, participe aux concours de freestyle à Châtelet et écoute des groupes le 28 septembre 2020 comme Lunatic. Son penchant pour l'activisme l'amène à se rendre à Los Angeles, où il devient membre de Nation of Islam. De retour en France, il va

ensuite fonder « Tribu Ka ». Se présentant comme le défenseur du « peuple noir », attribuant aux populations noires la fondation de la civilisation égyptienne, ce mouvement sera dissous en Conseil des ministres du 26 juillet 2006. Kémi Séba refuse l'adhésion des Blancs et des couples mixtes. Il prétend venir au secours des Noirs offensés. Il vit alors dans le quartier de Belleville et fréquente les files d'attente de la bibliothèque de Beaubourg. Il y dévore les ouvrages de l'historien et anthropologue Cheikh Anta Diop. En quête de virilité, les membres de Tribu Ka affrontent les gros bras de la Ligue de défense juive (LDJ), notamment après l'affaire Fofana. Kémi Séba rencontre Dieudonné avant de s'en éloigner pour divergence de vues. Il croise l'essayiste d'extrême droite Alain Soral, mais n'accroche pas. Son combat est communautariste. Et ses cibles sont les Afriques et les diasporas. Il crée aussi « Génération Kémi Séba ». Ces associations seront dissoutes par décret pour incitation à la haine raciale. Il fait plusieurs séjours en prison, parfois à l'isolement, à cause de ses déclarations lors des meetings.

À partir de 2010, il multiplie les voyages en Afrique et se rend aussi au Venezuela et en Iran. Il intervient régulièrement dans des émissions sur 2STV au Sénégal, puis sur Afrique Média. Il monte l'ONG Urgences panafricaines avec les frères Anelka et Alain Toussaint, l'ancien conseiller de Laurent Gbagbo. Kémi Séba fréquente aussi Biram, l'activiste mauritanien, et milite contre l'esclavage des Noirs en Mauritanie. Il se lance dans les activités de micro-crédit et dénonce la tutelle militaire, financière et politique de l'ancienne puissance coloniale. Des combats un peu abstraits pour le peuple africain. Avec le FCFA, il trouve une cause qui parle à tout le monde. C'est la porte vers un combat plus global contre la Françafrique. Il aime les mots du rappeur malien Raasta Ben : « Choquer pour éduquer ». Pour lui, les « Ateliers de la pensée » à Dakar sont des réunions d'intellectuels africains bourgeois, des rencontres de l'entre-soi fortement déconnectées de la rue. Adeptes des images fortes, ayant le sens de la formule, il brûle des CFA à Dakar, à l'instar de Serge Gainsbourg sur les plateaux télé en 1984, et multiplie les tribunes provocatrices. Il s'installe un temps à Dakar, où il intervient dans les universités.

Ces activités renforcent sa popularité auprès d'une partie de la jeunesse africaine francophone qui voit en lui un défenseur de la souveraineté. Courtisé par Léhady Soglo, opposant béninois, il ne franchit pas le Rubicon, mais trouve dans son pays d'origine un terrain pour exercer son militantisme. Le pouvoir établit un *modus vivendi* avec lui : sa liberté d'action, à condition qu'il ne critique pas les autorités béninoises. Il devient proche de l'idéologue du Kremlin, Alexandre Douguine. Reçu à Moscou, il participe au sommet de Sotchi Russie-Afrique et se fait financer par ses amis russes. Il attaque de plus en plus violemment ce qu'il appelle « la plantation globalisée qu'est la Françafrique », particulièrement sur RT, Sputnik ou Afrique Média. Son rêve est de déboulonner les autocrates de l'ancien pré carré restés proches de l'Élysée. De nombreux politologues et chercheurs le qualifient de militant antiblanc, de racialiste, d'antisémite et de suprémaciste noir. Surveillé, fiché par les services français et étrangers, Kémi Séba n'hésite pas à se moquer des agents de ces centrales qui veillent à la sécurité des meetings. Il est reçu par certains chefs d'État africains comme Roch Marc Christian Kaboré, qui va le regretter... Le 21 décembre 2019, à l'université de Ouagadougou, l'activiste critique vivement le président du Burkina Faso, estimant qu'il est « téléguidé » par son homologue français. Kémi Séba sera expulsé sur-le-champ. De Paris à Abidjan, on ne sait plus comment gérer ce trublion aux centaines de milliers de followers sur les réseaux sociaux.

Considéré comme trop radical pour les activistes et rappers des mouvements citoyens africains, il est rarement invité à leurs réunions. Mais il trouve des relais politiques en Europe. Il est reçu à Rome en septembre 2018 par des cadres du Mouvement 5 étoiles (M5S, antisystème), qui gouverne l'Italie avec le parti d'extrême droite la Ligue, auxquels il remet un dossier sur le franc CFA et la Françafrique. Quelques mois plus tard, Luigi Di Maio fustige la politique monétaire de la France en Afrique à l'approche des élections européennes.

Sur les réseaux sociaux, la vidéo du chef politique du Mouvement 5 étoiles est énormément partagée. « Si aujourd'hui nous avons des gens qui quittent l'Afrique, c'est parce que certains pays européens, la France en particulier, n'ont jamais cessé de coloniser l'Afrique »,

affirme Luigi Di Maio lors d'un déplacement dans les Abruzzes. Le dirigeant italien a aussi assuré que les autorités françaises « appauvrissent » l'Afrique et devraient, pour cela, être sanctionnées par l'Union européenne. « Il y a des dizaines de pays africains où la France imprime une monnaie, le franc des colonies, et avec cette monnaie elle finance la dette publique française », ajoute-t-il, déclenchant un incident diplomatique entre la France et l'Italie. Depuis l'arrivée au pouvoir de la coalition Ligue-M5S en Italie en 2018, les relations bilatérales se sont crispées autour des questions migratoires et de la crise des « Gilets jaunes ». « Commençons par dire que cette polémique antifranaise de Di Maio et Di Battista [autre leader du M5S qualifié en Italie de Che Guevara] sur les colonies françaises est ancienne, soulignait à l'époque Mario Giro, ancien vice-ministre des Affaires étrangères. Rien de nouveau sous le soleil, aucune "vérité" découverte soudainement. Si cela sert alors à construire un "ennemi parfait", c'est une autre histoire. »

Dans une tribune équilibrée, l'ex-numéro deux de la diplomatie italienne rappelle les méfaits historiques de la Françafrique, mais fait la part des choses. Aujourd'hui, c'est « l'Afrique qui a eu un impact sur les processus politiques parisiens et non l'inverse³ », et l'on parle maintenant d'Afriquefrance, c'est-à-dire de la capacité des politiques africains à influencer les décisions en France. « Avec les derniers présidents [Sarkozy, Hollande et Macron], la question a perdu de son poids : la fin de la guerre froide et le début de la mondialisation ont réduit l'intérêt de la France pour cette région, précise Mario Giro. La cellule africaine omnipotente à l'Élysée est réduite à un fonctionnaire ; le ministère de la Coopération a été absorbé par l'Agence de coopération [AFD]. Seuls quelques réseaux d'influence du secteur privé demeurent. La France institutionnelle a fait face au passé et a depuis longtemps changé de cap. »

Pourtant, la dénonciation de la Françafrique n'a jamais été autant à la mode en France et en Afrique francophone. Et toute critique des propos des populistes européens revient à défendre, dans l'opinion publique, le vieux système de la Françafrique. « L'espace franco-africain, grâce au caractère commun de la langue, a beaucoup produit sur le plan de l'éducation et de la culture, réunissant deux mondes lointains, conclut l'ex-vice-ministre. La fin de la colonisation

a offert aux Africains une voie privilégiée vers l'Ouest, à travers la France. Les alternatives postcoloniales étaient encore pires, telles celles de type soviétique ou chinois, et en particulier celles de désintérêt et d'abandon complet pratiquées par d'autres anciennes puissances coloniales. »

Les conseillers de Jean-Luc Mélenchon, le président de La France insoumise, vont chercher à rebondir sur la polémique déclenchée par le Mouvement 5 étoiles dans un très long communiqué : « Franc CFA : après des critiques de l'Italie, La France insoumise réitère ses propositions ! » Les six pages du texte, mal ficelées et mal relues, reviennent sur l'histoire de la création du franc CFA et ses grands principes. Tel le plaidoyer d'un procureur, ce texte ne reprend que les éléments à charge sur cette monnaie sans en donner les avantages. Et sort les vieilles rengaines sur le pillage des ressources africaines, du bois au pétrole en passant par le café et le cacao, dénonçant les propositions françaises d'évolution de cette monnaie comme un leurre destiné à perpétuer un système au profit de grands groupes comme Bolloré, Areva et consorts.

« Le FCFA est une monnaie de rentiers qui arrangent les dictateurs africains, qui peuvent ainsi placer leur argent dans les biens mal acquis en France », assure Patrice Finel, conseiller Afrique de Jean-Luc Mélenchon. Selon lui, les pays africains ne peuvent pas s'endetter publiquement pour financer leur développement à cause du FCFA. Grand fan de la théorie du complot, il explique encore que « les Américains et les Russes, qui ont intérêt au démantèlement de la zone franc, sont derrière les attaques de l'Italien Luigi Di Maio ».

Les propositions, en toute fin de texte, sont bien maigres : abandon par la France de son droit de veto et de vote dans les banques centrales africaines, abandon du dépôt de 50 % des avoirs des pays de la zone franc à la Banque de France, suggestion faite aux gouvernements africains de prendre le contrôle des filiales des banques privées pour retrouver la maîtrise de leurs finances publiques. Ces nouvelles attaques, si populistes soient-elles, font comprendre à la Macronie que la bataille médiatique est perdue sur le FCFA.

Pour ne plus être en prise aux attaques, elle va bousculer ses partenaires africains, notamment Alassane Ouattara, le plus ardent défenseur du *statu quo*. François Hollande a déjà proposé à ses partenaires de la zone franc de faire évoluer la relation monétaire. Durant la campagne de 2012, celui qui allait devenir son conseiller Afrique, Thomas Melonio, a même théorisé l'évolution du lien monétaire. Il a plaidé pour l'abandon de la parité fixe et l'indexation de la future monnaie à un panier de devises (euro, dollar, yen, yuan). Une fois à l'Élysée, le conseiller Afrique aura toutefois du mal à faire avancer ce dossier. Bercy, particulièrement la direction du Trésor, fait de la résistance et reste sourd à ses demandes d'information sur le sujet.

Pourtant, les pays de l'UEMOA y réfléchissent dans le cadre de la création d'une monnaie commune ouest-africaine étendue aux pays anglophones de la zone. Mais la réforme est continuellement reportée, notamment en raison de l'opposition ferme d'Alassane Ouattara. Ce dernier s'en prend même aux partisans de l'évolution de la relation monétaire entre l'Europe et les pays de la zone franc. Spécialiste des questions monétaires et économiste, l'ex-ministre de la Prospective et de l'Évaluation des politiques publiques du Togo, aujourd'hui conseiller de la Fondation Jean-Jaurès, Kako Nubukpo⁴ est de ceux-là. Il dénonce en particulier les conséquences de l'adossement à une monnaie forte comme l'euro, un handicap pour les exportations africaines. Il déplore aussi que la gratuité des transferts en zone franc ne facilite pas davantage les échanges commerciaux et que les dépôts ne soient pas utilisés à l'investissement.

Mais il fustige également le populisme du débat. « Les Italiens ont des arrière-pensées politiciennes, explique-t-il. C'est une absurdité de faire un lien entre la question du CFA et l'immigration africaine en Europe, qui vient d'ailleurs de bien d'autres régions d'Afrique. En revanche, les réformateurs en France comme en Afrique ont du mal à se faire entendre sur la question monétaire. Comme celle-ci n'est pas traitée, ce sont les extrémistes qui s'emparent du sujet. Il faut remettre sur la table les questions d'ajustements structurels des économies africaines, de liens monétaires, les réflexions sur les meilleurs moyens de créer de l'activité et de l'emploi sur un continent

qui voit arriver chaque année de nouveaux entrants sur le marché du travail. »

Coincé entre les activistes et les intellectuels africains, le président Macron a toutefois compris qu'il devait accélérer le calendrier afin de ne plus offrir de prise à ses adversaires sur la monnaie. Il a aussi compris que s'il ne prenait pas les choses en main, la réforme du FCFA risquait de s'enliser dans les palais africains. Comme souvent par le passé, la France a demandé à la Côte d'Ivoire d'aller « vendre » le projet à la CEDEAO, l'organe régional qui planche depuis des années à la mise en place d'une zone monétaire plus large. En visite officielle à Abidjan, le 21 décembre 2019, Emmanuel Macron a laissé le soin à son homologue ivoirien d'annoncer la nouvelle. « En accord avec les autres chefs d'État de l'UEMOA, nous avons décidé de faire une réforme du franc CFA », a déclaré Alassane Ouattara lors d'une conférence de presse commune. Principales évolutions : le changement de nom de la monnaie, passant du FCFA à l'eco ; la fin de la centralisation de 50 % des réserves en devises des États d'Afrique de l'Ouest sur des comptes d'opérations du Trésor français ; le retrait de représentants de la France dans les instances techniques de gouvernance de la zone monétaire.

Mais le lien monétaire perdure, du moins pour l'instant. Le Trésor français continue à garantir la parité fixe (1 euro = 655 FCFA) et garde un levier dans le nouvel accord de coopération. Si le taux de couverture de la monnaie descend en dessous de 20 % (contre plus de 70 % actuellement), la France pourra désigner, à titre exceptionnel, un représentant au comité de politique monétaire de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour gérer la crise. Toujours plus prompt que ses partenaires à entériner la décision arrachée à Abuja, le Conseil des ministres français a adopté, le 20 mai 2020, le projet de loi mettant fin au franc CFA dans les huit pays d'Afrique de l'Ouest, ratifié par le Parlement en janvier 2021. Mais toujours rien du côté des États concernés, qui craignent certainement d'introduire le sujet dans les débats parlementaires.

L'occasion est trop belle pour les activistes de critiquer à nouveau ce qu'ils considèrent comme une réforme en trompe l'œil. Kémi Séba a vite évoqué un « poisson d'avril visant à faire croire que le

franc CFA connaît une abolition en Afrique de l'Ouest sur proposition du gouvernement français ». « Ce qui est fait pour nous, sans nous, est fait contre nous », a aussi rappelé le rappeur sénégalais Didier Awadi, reprenant Gandhi après l'annonce française actant le décès du franc CFA. Une réponse en forme de clin d'œil à la porte-parole du gouvernement français, Sibeth Ndiaye, qui a expliqué le 21 mai que « cette fin symbolique devait s'inscrire dans un renouvellement de la relation entre la France et l'Afrique ». Pour Monza, autre rappeur mauritanien, le FCFA reste « une grosse épine dans le pied de l'Afrique ».

Jusqu'à présent, les États de la zone franc n'ont pas entériné l'accord de décembre 2019. Beaucoup craignent d'introduire un sujet explosif devant les débats parlementaires et de s'attirer les foudres du président Buhari qui a opposé, pour l'instant, une fin de non-recevoir à la création de l'eco. Les États n'ont donc pas créé des comptes à terme pour y placer leurs réserves de change. Ils continuent à profiter de la rémunération du Trésor français (0,75 %) quand les taux d'emprunt sont négatifs sur le marché européen. « Des dirigeants comme Alassane Ouattara et Macky Sall veulent agir de manière séquencée et réfléchie, explique l'un de leurs confidents. Ils ne veulent pas partir à l'aventure et se retrouver à gérer les problèmes qu'ont connus et connaissent des pays comme le Nigeria ou la Guinée, qui gèrent leurs propres monnaies⁵. »

À terme, l'eco pourrait toutefois être étendu à l'ensemble des pays d'Afrique de l'Ouest, dont le géant nigérian, première économie de la zone. Et pourrait être rattaché à un panier de devises comprenant l'euro, le dollar, le yuan et le yen. « Cette évolution aura un impact sur les échanges commerciaux et les réserves de change, poursuit le confident. Les dirigeants veulent s'assurer au préalable de la convergence monétaire de leurs pays, de l'élargissement de l'assiette fiscale et de la réduction du secteur informel. » Comme leurs dirigeants, nombre d'hommes d'affaires ouest-africains ne sont pas pressés de sortir de la parité et de la garantie apportée par la France. « La valeur d'une monnaie n'est que le reflet de la valeur qu'on lui assigne, plaide un patron malien travaillant avec la Chine. Nous avons besoin de stabilité pour faire fructifier nos activités. »

À la BCEAO, la question de la parité se doit d'être traitée avec sérieux et responsabilité. On considère que la banalisation d'un tel sujet dans la presse ou dans les forums de discussion, si scientifiques soient-ils, peut créer la confusion chez les populations, les investisseurs et les partenaires. Principal risque : cela peut conduire à des attaques irresponsables et spéculatives. « Les monnaies fortes telles que le dollar américain, le franc suisse, le yen japonais, la livre sterling, correspondent à des économies à faible croissance et à faible inflation, explique un ancien conseiller du gouverneur de la BCEAO. C'est aussi le cas du FCFA dans l'Union. La parité fixe renforce la stabilité macroéconomique et la stabilité des prix dans l'Union, réduit les risques de change, et permet de promouvoir les échanges commerciaux intra-zone. Il convient de noter d'ailleurs que la zone franc en général, et l'UEMOA en particulier, réalise plus de 60 % de son commerce extérieur avec les pays de l'Union européenne. »

En Afrique centrale, les États membres n'ont, pour l'instant, pas montré de velléité de sortir de la zone franc. Certains dirigeants, comme le Tchadien Idriss Déby, titillent tout au plus la France sur le sujet en période électorale. Mais les choses se sont estompées sous l'effet des annonces macroniennes. Pas férus d'économie, les dirigeants de la région, autocrates endurcis par les années au pouvoir, ne sont pas soumis à la même pression des activistes locaux. Et ne souhaitent surtout pas abandonner le CFA alors que la crise de la Covid et la baisse des cours des matières premières ont profondément réduit leurs marges économiques. C'est plutôt l'inquiétude qui prévaut, comme en témoigne cette anecdote glanée au Congo-Brazzaville, le 6 avril 2017.

En pleine campagne présidentielle française, un proche du président congolais, Steve Loemba, organise ses Entretiens de Brazzaville sur le thème : « Le franc CFA : stop ou encore ? » Tout le gouvernement et les représentants diplomatiques participent à l'événement, qui se tient à l'hôtel Radisson dans une salle comble. Sont notamment là Moussa Mara et Matata Mpoyo, deux anciens Premiers ministres, respectivement du Mali et de République démocratique du Congo (RDC), Djibril Ngom, ex-ministre sénégalais, Alexandre Barro Chambrier, ancien directeur exécutif du

FMI. Le débat est bon enfant, les conférenciers dressant les pistes d'une évolution du lien monétaire avec la France. Une fois la conférence achevée, la délégation part en visite de courtoisie chez le président congolais qui, après avoir demandé l'avis des uns et des autres sur la question, fera cette savoureuse confidence pouvant justifier, selon lui, les précautions à prendre sur le CFA. En verve, bon conteur, le chef de l'État raconte comment l'un de ses anciens ministres avait l'habitude de franchir le fleuve Congo pour aller rendre visite à l'un de ses collègues à Kinshasa. Son homologue ne manquait pas à chaque voyage de lui fournir un grand carton de bière kinoise. De retour d'un de ses voyages, le ministre fut particulièrement surpris de découvrir, à l'ouverture de l'emballage, que le carton était rempli de francs congolais (nom de la monnaie en RDC, pays ne faisant pas partie de la zone franc). Et Sassou Nguesso de sous-entendre qu'avec les hommes politiques de la région, il fallait se méfier de la gestion monétaire. Et d'insinuer *in fine* qu'il préférerait pour l'instant s'en remettre à la France. Pour un chef d'État aujourd'hui surendetté auprès de la Chine, l'anecdote ne manque pas de piment !

Les détracteurs du FCFA dénoncent régulièrement ce qu'ils qualifient de survivance d'une économie d'empire. Mais certains chefs d'État ont visiblement du mal à sortir de la logique de l'assistance postcoloniale. Il est vrai que l'attitude paternaliste du Trésor français les a longtemps confortés dans cette attitude de délégation... Au sein de la Banque de France, un bureau de la « zone franc » gère en solo la préparation des deux réunions collégiales annuelles, une de printemps, une d'automne, alternativement à Paris et dans un pays du continent. On a rarement croisé un stagiaire africain dans leurs locaux. Toute la machinerie administrative était préparée par le Trésor. Les ministres africains des Finances venaient juste avaliser et émarger sur les dossiers déjà tout ficelés, souvent avec des conseillers français qui les encadraient dans leur ministère...

À la période du président ivoirien Laurent Gbagbo qui prônait une « deuxième indépendance » pour son pays, son ministre des Finances, Paul Antoine Bohoun Bouabré, était l'un des rares « rebelles » des réunions de la zone franc. Il adorait raconter cette

anecdote pour illustrer son indépendance : « Le jour de la réunion du Club de Paris concernant mon pays à Bercy, je m'installe devant le micro, après avoir salué les hauts fonctionnaires français et les quelques banquiers présents. Je dois être le premier à prendre la parole. Dix minutes, un quart d'heure passent.. Personne ne bronche. Je demande : "Qu'est-ce qu'il se passe ? On démarre ?" Silence gêné. L'un d'entre eux, timidement, se lance : "Mais, monsieur le Ministre, on attend vos conseillers français." Je lui rétorque : "Je n'ai pas de conseillers français, moi, je suis capable d'intervenir tout seul !" C'est vrai que je me suis enflammé... », se remémore-t-il, prenant conscience qu'il venait de fortement élever le ton. Voilà pourquoi le franc CFA n'est pas simplement une « monnaie » entre la France et ses anciennes colonies.

La drague des grands patrons nigériens

« Si je suis là aujourd'hui, c'est parce que j'ai décidé de changer les choses et de prendre des risques dans la vie politique. Je n'ai jamais demandé la permission de le faire. Et devinez quoi ? Lorsque j'ai demandé des conseils aux "*insiders in the game*", leur premier a été : "Attends un peu, ton tour viendra !"... Ne suivez jamais ce genre de conseils. *Just do it !* » Tonnerre d'applaudissements des 2 000 cadres africains mobilisés par la Fondation Tony Elumelu pour écouter Emmanuel Macron, en visite officielle au Nigeria ce 4 juillet 2018.

« Quel performeur ! » peut-on lire dans les yeux admiratifs et rieurs de Tony Elumelu. L'hôte parade aux côtés du président français sur un podium circulaire de stars, installé à trois mètres au-dessus d'une audience en liesse. Pendant plus d'une heure et demie, Emmanuel Macron a tenu le micro, répondant aux questions des futurs entrepreneurs, multipliant les professions de foi libérale : « *I am a strong believer in Africa private sector !* » (« J'ai foi dans le secteur privé africain »). Une évidence : parmi les propositions de rencontres établies par ses conseillers avant le voyage, le chef de l'État français n'a retenu que celles avec des hommes d'affaires. Il a évité toutes les personnalités politiques présélectionnées, gouverneurs et activistes de la société civile en particulier. Seule manifestation hors business : une soirée animée au Shrine, le club mythique de Fela Kuti, le roi de l'afro-beat (fusion de funk, jazz et rythmes yorubas), situé dans le quartier populaire d'Ikeja à Lagos. Le jeune énarque Macron affirme avoir fréquenté cette boîte de nuit

en 2002, alors qu'il avait choisi le Nigeria pour son stage de six mois à l'étranger. C'est essentiellement cette soirée qui a été médiatisée lors du premier voyage présidentiel au Nigeria, pas la performance chez Tony Elumelu. Pourtant, la passerelle financière n'était pas loin : si l'animation de la soirée Shrine a été assurée par le groupe français Trace, c'est l'établissement financier panafricain Ecobank qui a mis la main à la poche.

L'ancien associé-gérant de la banque Rothschild s'entend toujours mieux avec les banquiers qu'avec les industriels. À cet égard, le Nigeria est emblématique. Emmanuel Macron a su séduire Tony Elumelu, qui dirige l'une des plus grandes banques d'Afrique, l'United Bank for Africa, et dispose du fonds d'investissement Heirs Holdings. Mais il n'a pas vraiment accroché avec certains entrepreneurs du pays, tel Aliko Dangote, le roi du ciment, qui ambitionne, entre autres, de créer au Nigeria la plus grande raffinerie du continent. Pour l'amadouer, Emmanuel Macron a invité à deux reprises l'homme le plus riche d'Afrique à l'Élysée. Un geste d'autant plus amical que, sous François Hollande, Dangote était en conflit avec le cimentier français Vicat au Sénégal. À l'époque, le dossier était suivi par le conseiller économique de la présidence : un certain Emmanuel Macron... Las, Dangote n'a toujours pas donné suite à toutes les propositions d'alliance avec des entreprises françaises. Un peu vexé, l'Élysée a invité à Versailles, pour l'édition 2020 de l'événement « Choose France Summit », Abdul Samad Rabiou, un autre milliardaire nigérian, mais surtout le principal concurrent de Dangote dans les ciments et l'agro-alimentaire !

Si Emmanuel Macron drague avec autant d'insistance les chefs d'entreprise nigériens, c'est que ces derniers travaillent avec leur propre réseau d'affaires, sans l'État, et possèdent des montagnes de dollars. Ce qui n'est pas le cas des chefs d'entreprise des anciennes colonies françaises, aux surfaces financières bien plus réduites. Jusqu'à ce jour, au Nigeria, l'entrepreneuriat français n'a qu'une seule étoile reconnue : Total, qui extrait dans ce seul pays plus de 10 % de sa production mondiale d'hydrocarbures. Lors de la prestation d'Emmanuel Macron à la Fondation Tony Elumelu, on ne voyait d'ailleurs au premier rang que Patrick Pouyanné, le P-DG du groupe français !

Autre volet d'intérêt du président français pour ces riches Africains : le sponsoring pour des projets ou des œuvres françaises en mal de financement. C'est le Nigérian Mike Adenuga, l'une des plus grosses fortunes d'Afrique, réalisée dans les télécommunications et le pétrole, qui a ainsi totalement financé la nouvelle Alliance française de Lagos. « Un mécénat d'ampleur », vante sur son site la Fondation des Alliances françaises, peu habituée à une telle générosité. Mise à disposition d'un terrain avec un bail de dix ans pour 1 naira symbolique et construction d'un bâtiment contemporain pour 15 millions d'euros. Un sacré cadeau, récompensé par une promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur, remise par le chef de l'État français lui-même au récipiendaire le jour de l'inauguration, le 4 juillet 2018. Autre marque de considération, le nom du bienfaiteur a été inscrit en lettres majuscules à côté de celui de l'Alliance française. Message : ce lieu est autant celui de la famille Adenuga que de la France. Enfin, l'une des filles Adenuga, la très francophile Bella Adenuga-Disu, a été promue dans le réseau franco-nigérian des affaires.

Fana de *start-upers* trentenaires et de *self-made-men*, Emmanuel Macron ne boude pas pour autant les anciens réseaux de la France au Nigeria. Surtout quand ils ont l'entregent financier d'une personnalité telle que Gilbert Chagoury. Porte d'entrée pétrolière chez le président Sani Abacha dans les années 1990, cet homme d'affaires libano-nigérian a déjà une salle à son nom et à celui de son épouse, Rose-Marie, au département d'objets d'art du musée du Louvre. Il a aussi contribué à l'acquisition de tapisseries du xvii^e siècle. Le généreux donateur est bien en cour auprès du jeune Macron, en particulier auprès d'Emmanuel Bonne, ancien ambassadeur au Liban. Gilbert Chagoury a accepté de mettre encore la main à la poche : il est le principal sponsor de la Saison culturelle africaine 2020, l'événement fétiche du Président pour valoriser l'Afrique et les Africains aux yeux des Français. Il est également très sollicité par l'Élysée pour la participation d'entreprises françaises au projet Eko Atlantic City de Lagos, version africaine de Dubaï, initié par l'homme d'affaires. Un rêve un peu en jachère par ces temps de chute des prix du pétrole et de Covid-19. « Des gratte-ciel dignes de Manhattan, des marinas et des

appartements somptueux surplombant l'Atlantique... La nouvelle ville a pour vocation de devenir un carrefour d'affaires à l'échelle du continent », comme la décrivait en 2013 une journaliste de l'AFP (Agence France-Presse), à partir d'images de synthèse...

L'intérêt d'Emmanuel Macron pour le Nigeria n'est pas une posture. Pendant les six mois de stage qu'il a passés à l'ambassade de France en 2002 aux côtés de l'ambassadeur Jean-Marc Simon, le futur président français avait déjà surpris par son hyperactivité. Afin d'assouvir son intérêt pour les milieux d'affaires, Jean-Marc Simon l'avait aiguillé vers le consultant Jean Haas, très informé sur les réseaux autant privés que publics de ce pays. Sans surprise, Jean Haas est aujourd'hui le secrétaire coordinateur du Club d'investissement franco-nigérian, lancé à l'issue du voyage officiel au Nigeria.

Cet engouement « macronien » pour les entrepreneurs nigériens s'arrête toutefois aux portes du palais présidentiel à Abuja. Le président Muhammadu Buhari n'a pas la réputation d'être particulièrement francophile. On peut même préciser qu'il est hostile à la création de la monnaie « eco » comme successeur du franc CFA de la zone franc. Tant que Paris apparaîtra comme le « parrain » de cette monnaie commune, les relations politiques Paris-Abuja resteront en pointillé¹. Une déception pour le président français, qui ne peut ignorer la longue histoire de défiance de ce grand pays anglophone d'Afrique de l'Ouest vis-à-vis de ses voisins francophones. Emmanuel Macron compte bien se rattraper dans d'autres pays du continent hors du pré carré.

Prévue au mois de février 2020, sa visite officielle en Afrique du Sud a ainsi été reportée et devrait se faire d'ici fin 2021. À Pretoria, le chef de l'État a installé l'un de ses proches comme ambassadeur de France : Aurélien Lechevallier, ancien conseiller diplomatique à l'Élysée et cofondateur du Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA) avec Jules-Armand Aniambossou². Mais un ancien camarade de Sciences Po puis de l'ENA n'est pas une garantie de rénovation de relations complexes entre la France et une Afrique du Sud qui s'est libérée de l'apartheid et se méfie de l'influence exercée par un ancien colonisateur sur le continent. Si environ quatre cents groupes

français sont présents sur le marché sud-africain, la part de marché de la France en Afrique du Sud s'est réduite à 2,2 % en 2018 (contre 3 % au début des années 2010). « Nous avons de grandes ambitions de développement en Afrique australe, assure un conseiller élyséen. C'est l'objectif de la visite que doit entreprendre le président français en Afrique du Sud afin de signer un partenariat politique spécifique et de faire de la nation arc-en-ciel un point d'ancrage pour les entreprises françaises dans cette région. L'un des thèmes majeurs de notre coopération avec les Sud-Africains est la formation professionnelle, à l'image des entreprises comme Saint-Gobain, Schneider, Alstom... Nous avons aussi des projets en matière d'appui à la transition énergétique, alors que l'Afrique du Sud doit relever un important défi d'approvisionnement. Cela passe par la restructuration de leurs entreprises publiques comme Eskom, affaiblies par la mauvaise gestion pendant la présidence de Jacob Zuma. »

Mais on ne répétera jamais assez que, sur ce continent, chaque ancienne puissance coloniale a du mal à sortir de son pré carré. Les milieux d'affaires sud-africains sont plus tournés vers Big Ben que vers la tour Eiffel. Et les clins d'œil appuyés de l'Élysée vers quelques milliardaires sud-africains tels que Patrice Motsepe, philanthrope, propriétaire de mines d'or et beau-frère du président sud-africain Cyril Ramaphosa, n'ont pas, jusqu'à présent, reçu l'écho espéré.

Le point d'entrée en Éthiopie, au Kenya et en Angola est quant à lui davantage étatique. « Notre objectif politique est de pouvoir ouvrir des marchés africains pour les entreprises françaises qui ne sont pas implantées, souligne-t-on à l'Élysée. Nous avons besoin de donner une impulsion politique pour la conquête de ces grands marchés, alors qu'elle va de soi dans les pays du pré carré francophone. Nous rencontrons une double difficulté : il y a peu d'intérêt et de conscientisation des entreprises françaises pour ces marchés, et les pays anglophones et lusophones sont tournés vers d'autres partenaires comme le Portugal, le Brésil, les États-Unis et l'Angleterre. »

En Éthiopie, le groupe Soufflet se positionne dans l'agriculture, Orange a obtenu une licence télécoms, Canal + développe son offre

de programmes et Lagardère a gagné un marché dans le retail à l'aéroport d'Addis-Abeba. Au Kenya, les groupes français se placent sur des projets d'infrastructures comme la connexion entre l'aéroport et la gare de Nairobi et l'autoroute de Nairobi à Mombasa. Un autre point d'entrée dans l'océan Indien est Madagascar, où les relations politiques sont assez bonnes avec le président Rajoelina, malgré un conflit ravivé sur la souveraineté des îles Éparses revendiquées depuis les années 1970 par la « Grande Île ». En déplacement à Mayotte et à la Réunion en 2019, Emmanuel Macron a dit aux opérateurs économiques de l'outre-mer que la relation à la métropole est une chose, mais que leur développement sera surtout porté par les marchés du voisinage. Le 18 mai 2021, l'Élysée a prévu d'accueillir une grande conférence de relance des économies africaines post-Covid en présence des chefs d'État et des représentants de bailleurs de fonds et de grands pays comme la Chine et les États-Unis. Objectif : trouver de nouvelles ressources auprès des institutions de Bretton Woods et obtenir un effort collectif pour alléger certaines dettes comme celles de la Zambie, de l'Éthiopie et du Congo-Brazzaville, pourtant éternel mauvais payeur. Nul doute que Paris essaiera de placer l'offre française tout en proposant de nouveaux concepts pour doper les activités : réduction des risques pour le secteur privé, financement relais, émissions obligataires...

À chaque déplacement, Emmanuel Macron tente de mettre les entreprises françaises sur la carte économique de l'Afrique. « La double finalité est de secouer notre écosystème entrepreneurial et de pousser des pions sur le terrain, dit-on à l'Élysée. Mais nous n'avons pas encore réussi à provoquer un électrochoc dans l'écosystème économique français sur le fait qu'il y a des marges de croissance à réaliser en Afrique. » Pourtant, le marché du continent est porteur. La population devrait passer de 1,3 à 2,5 milliards d'individus d'ici 2050. Dar es Salam, Le Caire, Kinshasa, Lagos feront partie des dix plus grandes villes au monde en 2075. Malgré les progrès enregistrés, il y a beaucoup à faire en matière d'accès à l'eau, de raccordement à l'électricité, de pénétration du téléphone

mobile et de bancarisation. L'apparition d'une classe moyenne va aussi de pair avec l'essor d'une industrie culturelle et sportive.

« Les Monsieur ou Madame Afrique ne sont pas suffisamment présents dans les comex du CAC 40, pourtant presque tous présents sur le continent, reconnaît Frédéric Morel-Barbier, directeur Afrique au MEDEF International. Les décideurs de ces groupes ont donc tendance à surévaluer le risque africain et à ne pas prendre assez en compte le long terme. Leur logique est court-termiste, car leurs groupes sont cotés en Bourse. Ce n'est pas le cas des entreprises de taille intermédiaire (ETI), souvent des groupes familiaux. Elles arrivent sur la pointe des pieds sur le continent, mais se projettent à dix ans. Les pouvoirs publics français devraient promouvoir ce type d'entreprise. C'est le retour d'un capitalisme patrimonial et familial qui a fait ses preuves dans le passé. » Il y a 5 800 ETI en France, soit trois fois moins qu'en Allemagne et deux fois moins qu'en Italie et en Grande-Bretagne. 73 % de ces ETI travaillent à l'international et 30 % d'entre elles dans des pays hors OCDE. Elles ne sollicitent guère le dispositif français (ambassades, BPI) et communiquent peu.

Retour imposé en « Françafrique » pour Emmanuel Macron ! Dans des pays comme la Côte d'Ivoire, le vivier des entrepreneurs francophiles autant que francophones est loin d'être vide. Même s'ils sont souvent amers vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale, qui n'a pas su leur accorder la place qu'ils méritaient dans l'Hexagone, où ils s'étaient formés. Emmanuel Macron allait-il changer la donne ?

Quelques jours avant la constitution du nouveau gouvernement français, le 3 juillet 2020, le nom de Tidjane Thiam, ancien ministre ivoirien du Plan, avait été cité à de nombreuses reprises comme un futur ministre de la diversité noire de l'Économie ! Une nomination pour remonter le temps et gommer l'histoire ? La mémoire a manqué pour raconter le plafond de verre contre lequel ce petit-neveu du président Félix Houphouët-Boigny s'est heurté en France pendant des décennies. Premier Ivoirien à réussir le concours d'entrée à Polytechnique, dont il sort diplômé en 1984 – et également major de la promotion 1986 de l'École des mines de Paris –, Tidjane Thiam défile casoar sur la tête, le 14 juillet 1983, devant sa mère en pleurs.

Mais aucun poste de son niveau ne lui sera proposé à la direction d'une grande entreprise française. Dépit, Tidjane Thiam part pour Londres présider le groupe d'assurances privé Prudential, avant de devenir, en 2009, le directeur général du Crédit suisse, qu'il quittera en février 2020. Emmanuel Macron aurait-il vraiment aimé surprendre et offrir un portefeuille en 2020 au brillant Franco-Ivoirien ? Un leurre. Tidjane Thiam est aujourd'hui plutôt dans les carnets secrets de l'Élysée pour remplacer Alassane Ouattara à la tête de la Côte d'Ivoire, à condition que ce dernier, qui a entamé un troisième mandat au mois de novembre 2020, accepte de laisser un jour le fauteuil³.

Comme personnalité franco-africaine dans le gouvernement Castex, Emmanuel Macron a plutôt orchestré l'entrée d'Élisabeth Moreno, à la tête d'un ministère chargé de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances. Cette femme politique franco-cap-verdienne a reçu un coup de fil d'un conseiller du chef de l'État, alors qu'elle venait à peine de s'installer en famille en Afrique du Sud comme présidente de HP Afrique. Elle a été approchée par l'ambassadeur Aurélien Lechevallier, l'un des initiateurs du Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA)⁴. C'est toutefois son intervention à la Journée des diasporas à l'Élysée, le 11 juillet 2019, qui a scellé sa cooptation ministérielle. Elle a impressionné le Président en expliquant que, si elle était fière d'être à la fois cap-verdienne et française, elle s'inquiétait du désamour entre la France et l'Afrique, et ne voyait plus que des Chinois et des Américains dans les rencontres publiques et privées auxquelles elle participait. Cette cheffe d'entreprise, qui a eu également des responsabilités chez Dell, puis dans le groupe chinois Lenovo, a demandé au Président ce qu'il allait faire pour que « ceux qui sont fiers d'être à la fois français et africains retrouvent la fierté d'être franco-africains ». Une question qui avait permis à Emmanuel Macron un long développement sur le destin commun des deux continents aux origines plurielles et la nécessité, après une période de « la France arrogante en Afrique et de l'Afrique honteuse en France », d'une « Afrique fière des deux côtés ».

Pour changer l'image de la France en Afrique, il va cependant falloir plus que quelques nominations de Français d'origine africaine.

Courageusement, le Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN) – un club fermé des groupes français investis sur le continent – commande chaque année une étude auprès de 2 400 leaders d'opinion africains (décideurs politiques et économiques, hauts fonctionnaires, leaders associatifs de la société civile, chefs religieux, artistes...) sur l'image des pays étrangers en Afrique. Pour la France, le retour du sondage 2019 est encore plus catastrophique que celui de 2018. À la question : « Quels sont les pays non africains dont vous avez la meilleure image ? », la France n'arrive qu'en sixième position derrière les États-Unis, l'Allemagne, le Canada, la Chine et la Grande-Bretagne. Pire, à la question : « Quels sont les partenaires les plus bénéfiques pour le continent ? », la France n'arrive qu'en neuvième position, notamment derrière les Émirats arabes unis et, suprême humiliation, la Turquie, vouée aux gémonies à l'Élysée pour son intervention en Libye !

« Il faudra plusieurs générations pour changer la donne dans les milieux d'affaires entre la France et l'Afrique, estime Patrice Fonlladosa, ancien président du Comité Afrique du MEDEF. L'appui politique est plutôt un embarras pour nos milieux d'affaires. On préfère travailler entre secteurs privés, français et africains, avec des partenaires qui sont souvent familiaux⁵. » La France doit réaliser des efforts en matière de renouvellement générationnel de sa base entrepreneuriale et élire de nouveaux conseillers du commerce extérieur, qui sont assez âgés. Ce qui prendra du temps.

Hors secteur énergétique, les seuls « résistants » hexagonaux dans l'Afrique mondialisée sont justement des *pater familia*, à l'africaine. La fameuse « BBC » à la française – Bouygues, Bolloré et Castel – maintient ses positions sur le continent. Il faudrait y ajouter la discrète famille Fabre, dont la Compagnie fruitière est devenue le premier producteur au monde de bananes, provenant en grande partie du Ghana, du Cameroun et de la Côte d'Ivoire. Ces quatre entrepreneurs familiaux font fructifier en Afrique leur propre capital et gèrent en direct leurs relations politiques avec les pouvoirs locaux.

Depuis plus de vingt ans, Vincent Bolloré s'est ainsi attaqué à tous les secteurs à forte valeur ajoutée. Seule limite : aucune de ses

activités ne doit ternir son image. Avant que les campagnes anti-tabac ne deviennent internationales, Bolloré a ainsi cédé en 2001 ses usines de cigarettes à son principal concurrent, le groupe britannique Imperial Tobacco. Il liquidera également ses sociétés forestières dès les premières campagnes des ONG environnementales sur la protection des forêts primaires. Après avoir récupéré dans les années 1990 le groupe Rivaud, l'un des plus anciens comptoirs du continent avec des plantations de palmiers à huile, d'hévéas, de forêts..., il s'empare des bateaux de la Compagnie maritime Delmas-Vieljeux et s'installe dans la manutention portuaire, le transport et la logistique. Comme du temps des « capitaines de l'empire », il pénètre ensuite le continent avec la construction de voies ferrées et de ports francs pour les camions. Au fil des ans, la famille Bolloré est passée du *hard* au *soft power*, avec le contrôle de Havas et de Vivendi. Deux pôles d'influence qui séduisent les nomenklaturas africaines, toujours en recherche de réseaux d'influence à l'extérieur du continent.

De son côté, Martin Bouygues est quasiment « en famille » en Côte d'Ivoire avec le président Alassane Ouattara et son épouse, Dominique Folloroux-Ouattara. C'est un ami du couple qui a assisté à leur mariage à la mairie du XVI^e arrondissement de Paris, le 24 août 1991. À cette époque, l'actuel président de la République de Côte d'Ivoire était Premier ministre. C'est lui qui a signé les contrats de concession de Bouygues dans l'électricité. Si « Martin » a depuis vendu ses parts dans cette concession, il demeure, à titre personnel, très actif dans l'exploitation de gaz au large d'Abidjan, avec son frère « Olivier », dans une petite structure familiale : la SCDM. Cette société porte également la participation des deux frères dans la holding du groupe. Bouygues, qui a livré au mois de décembre 2014 un troisième pont sur la lagune d'Abidjan, est bien placé pour rester au cours des prochaines décennies l'un des principaux acteurs dans les travaux publics : construction d'un deuxième terminal à conteneurs, transport ferroviaire urbain, extension de l'aéroport d'Abidjan... Fidèle d'entre les fidèles, « Martin » ne rate jamais un gala de la fondation « Children of Africa » de la première dame. L'héritage africain n'est pas un vain mot. L'ancien président Félix Houphouët-Boigny avait confié mille et un travaux dans son village

natal devenu capitale politique, Yamoussoukro, à Francis Bouygues, fondateur du groupe. Sur le bureau de « Francis » trônait une seule photo : celle du « Vieux »...

Plus effacé mais tout aussi puissant et influent, Pierre Castel, huitième fortune de France, a démarré en Afrique dans les années 1950 en vendant des citernes de vin ordinaire algérien. En 1965, il crée sa première brasserie au Gabon. En 1990, en reprenant les Brasseries et Glacières d'Indochine (BGI), il devient le numéro deux en bière et boissons gazeuses en Afrique et est aujourd'hui le numéro trois mondial du vin. Dans l'une de ses rares interviews, il confie ainsi à Thierry Fabre du magazine *Challenges* : « L'Afrique est toute ma vie. J'ai vite compris le potentiel de ces pays neufs. Ce que j'ai acheté en France, je l'ai eu grâce à l'Afrique. » Il ne cache pas sa position dominante : « Le rachat de BGI en 1990 a été déterminant. Notre taille a été multipliée par six. Nous avons acquis des positions dominantes et, depuis, nous les défendons. » Il ne dissimule pas plus ses liens tissés avec les chefs d'État : « Je les connais tous, ça aide. Les Africains sont reconnaissants quand vous les soutenez. Aucun ne m'a trompé⁶. »

En marge de ces *condottieri* qui n'attendent de l'État français que des financements, essentiellement pour les infrastructures, Emmanuel Macron ambitionne d'accompagner des PME françaises dont les promoteurs seraient des Français originaires des pays-projets ciblés. Environ 12 % des PME françaises sont internationales, mais elles s'intéressent avant tout au marché européen. Elles sont peu à connaître l'environnement africain et ses particularités, et n'ont pas la trésorerie pour des investissements de long terme. Jusqu'à présent, les résultats sont pelliculaires. Un problème culturel ? Interrogé par *Le Monde* sur le faible intérêt des projets sélectionnés par la Fondation Tony Elumelu dans les pays francophones (100 projets seulement sur 1 000), le milliardaire nigérian répondait en 2016 : « L'entrepreneuriat n'a rien à voir avec la langue. Et j'en ai marre de cet antagonisme "francophone contre anglophone" en Afrique, ça me semble artificiel. Peut-être y a-t-il plus de conscience entrepreneuriale et d'accès à l'information en Afrique anglophone⁷. » Un fait « culturel » qu'Emmanuel Macron ne va sans doute pas bouleverser en quelques années !

La francophonie réinventée avec l'ennemi d'hier

La mort de Charles Aznavour a déjoué les plans des conseillers élyséens. Ce 11 octobre 2018 à Erevan, le chanteur devait accueillir Emmanuel Macron dans la maison qui porte son nom, dans ce lieu qu'il a voulu lieu de mémoire, de création et d'apprentissage, dédié notamment à la langue française. Mais la « grande faucheuse » l'a rattrapé, dix jours plus tôt, à 94 ans.

Le matin même, au Sommet de la francophonie, Emmanuel Macron a rendu un hommage posthume à Charles Aznavour : « Ce chanteur, qui représentait la culture francophone partout sur la planète, nous le savions tous, était arménien... Pendant longtemps encore, et c'est la marque du génie d'un homme, nos pays se regarderont à travers ce trésor commun à nos peuples qu'était Charles Aznavour. » Pour Macron, le chanteur incarnait une forme du « en même temps » qui lui est cher... En même temps artiste et comédien, français et arménien, vieux par son âge et jeune d'esprit. Le chef de l'État a fait de cette expression sa marque de fabrique durant la campagne. Ses adversaires dénoncent un positionnement politique flou quand ses laudateurs y voient le signe d'une pensée de la complexité. La Macronie a aussi tendance à penser le « en même temps » de manière plus prosaïque. Les semaines et mois précédant le sommet, l'Élysée a concocté la séquence « aznavourienne » tout en préparant le crime parfait à la tête de la francophonie.

Deux mois après son arrivée au pouvoir, le 31 juillet 2017, le Président reçoit Michaëlle Jean, la secrétaire générale de l'OIF

(Organisation internationale de la francophonie), pour faire un tour d'horizon des chantiers en cours. À la sortie de l'audience, le chef de l'État la raccompagne sur le perron de l'Élysée. Elle s'empresse de sourire devant les caméras quand lui reste de marbre. « Le chef de l'État s'est rendu compte qu'elle ne correspondait pas à la personne qu'il cherchait pour le job », se souvient l'un des proches du Président. « La première impression est toujours la bonne, surtout quand elle est mauvaise », aimait à dire Henri Jeanson, l'écrivain et scénariste français. Très vite, le chef de l'État et ses équipes pensent à remplacer la Canadienne. Non africaine, elle n'a pas les leviers politiques pour redonner du lustre à l'institution, tombée dans une certaine inertie depuis le départ du Sénégalais Abdou Diouf. Le nombre de locuteurs passera de 300 millions actuellement à 800 millions en 2050, dont la majorité se trouveront en Afrique. Le centre de gravité de la francophonie doit être africain, même si son siège demeure à Paris.

Pour Macron, François Hollande a fait une erreur en acceptant la candidature de Michaëlle Jean, ne parvenant à obtenir l'unanimité du continent autour d'un candidat africain. Il a fini par se laisser convaincre par Stephen Harper, l'ex-Premier ministre canadien, de soutenir sa candidate en contrepartie de l'engagement canadien pour la conférence de Paris sur le climat et du renforcement de la coopération militaire. Une erreur à ne pas commettre deux fois. Le nom d'Angélique Kidjo, la chanteuse béninoise, est avancé, avant d'être retoqué. Pas assez politique. De son côté, le Quai d'Orsay milite pour une Kényane...

Louise Mushikiwabo sort rapidement du lot parmi les candidatures. Qui en a parlé à Macron ? Philippe Étienne, conseiller diplomatique qui avait été l'un des acteurs du rapprochement avec le Rwanda, lorsqu'il était directeur de cabinet de Bernard Kouchner au Quai d'Orsay ? Rémi Maréchaux, plus à l'aise dans les pays de la Corne que dans le pré carré ? Il a toujours été favorable également à ce que la France renoue avec le Rwanda. La patronne de la diplomatie rwandaise possède, en tout cas, un double avantage : cette candidature permet de coller à l'ambitieux agenda de réformes que porte le Rwanda en Afrique (numérique, éducation, économie...) et de réconcilier la France avec ce pays...

Moussa Faki, président de la Commission de l'Union africaine, est alors sollicité pour vendre cette candidature au continent. Jean-Yves Le Drian a d'excellentes relations avec le Tchadien et son conseiller mauritanien, El Hacen Ould Lebatt. D'autres personnalités, comme Maurice Lévy, ex-patron de Publicis qui a conseillé le chef de l'État durant la campagne, sont chargées de convaincre un Paul Kagamé assez surpris par une telle initiative. En effet, les rapports avec Paris sont surtout faits de bas depuis le génocide rwandais, bien que Emmanuel Macron ait entrepris une séduction envers l'homme fort de Kigali. Le premier entretien, en tête-à-tête, s'est bien déroulé, en marge de l'assemblée des Nations unies à New York, en septembre 2017. Mais le Rwandais craint le piège. Mohammed VI sera aussi sollicité. Il finit de le convaincre. L'annonce officielle est faite par Paul Kagamé lui-même, lors du sommet VivaTech, le 24 mai 2018 à Paris, le lendemain de sa réception à l'Élysée. Michaëlle Jean est sous le choc, mais se montre très combative. Dans une interview à *Jeune Afrique*, elle explique que « l'OIF n'est pas un institut français ».

Très rapidement, les lobbys antirwandais s'opposent aussi à la candidate rwandaise. Ils rappellent que Paul Kagamé a décidé d'imposer la langue anglaise comme langue d'enseignement et de l'administration à la veille du Sommet de la francophonie de Québec en 2008 ; que le Rwanda a adhéré au Commonwealth en 2009 ; que le centre culturel franco-rwandais de Kigali a été démoli en 2014... Ils ressortent aussi les déclarations de la patronne de la diplomatie affirmant que « l'anglais est une langue avec laquelle on va plus loin que le français. Sinon, le français au Rwanda va nulle part ». Ils estiment qu'elle n'est pas la personne idoine pour porter les valeurs de l'OIF sur la démocratie, les droits de l'homme, l'État de droit et la justice, le pluralisme des médias...

L'Élysée s'y est préparé et reste inflexible. Mais l'affaire est loin d'être acquise, d'autant qu'elle a été survendue. « Nous avons consulté les chefs d'État francophones », souffle une source à l'Élysée. *Que nenni*. Le président burkinabé, Roch Marc Christian Kaboré¹, n'a, par exemple, pas été prévenu et attend des explications qui lui seront données plus tard. En effet, l'Élysée a vite envoyé des émissaires pour faire du lobbying dans les présidences

africaines, afin de soutenir Louise Mushikiwabo. « L'Union africaine a validé sa candidature lors du sommet des dirigeants à Nouakchott, confie Roch Marc Christian Kaboré. Nous devons voter pour elle et ne pas aller à cette élection en rangs dispersés. Son travail sera de rénover la francophonie pour que ce ne soit pas seulement un outil de défense du français et de promotion de la culture. Cela doit devenir aussi un outil de développement économique de nos pays. »

L'Élysée va aussi faire du lobbying en Europe, alors que le soutien des pays membres de l'OIF n'est pas acquis (Suisse, Belgique, Fédération Wallonie-Bruxelles, Moldavie, Andorre, Arménie, Grèce, Luxembourg, Macédoine du Nord), et sensibiliser le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, au dossier. Il est reçu à l'Élysée, en septembre 2018, pour régler les derniers détails. « Le Président a bien joué, alors que Michaëlle Jean venait de passer en Arménie et lui promettait monts et merveilles en matière de projets », explique un proche de Macron.

À Erevan, la France veut faire élire la Rwandaise tout en évitant un incident avec la ressortissante du Canada, qui refuse de jeter l'éponge. Le matin même du vote, elle persiste, soutenue par Justin Trudeau, son Premier ministre, qui a dit préalablement à son ami Macron : « Sur cette affaire, on ne s'entendra pas ! » Les Canadiens proposent la tenue d'un vote secret, une première dans les annales de l'institution. « La France devait faire profil bas, poursuit le proche de Macron. Ce sont nos alliés d'Afrique centrale, Denis Sassou Nguesso, Ali Bongo et Idriss Déby, qui sont montés au créneau pour faire barrage, en expliquant que la candidate rwandaise avait le soutien des Africains et des Européens. » Contre mauvaise fortune bon cœur, Trudeau comprend qu'il ne peut plus sauver sa candidate.

Assise au premier rang lors de l'allocution de Macron à Erevan, la romancière Leïla Slimani est loin de ces considérations politiques. Prix Goncourt à 35 ans, en 2016, pour une *Chanson douce* parue chez Gallimard, l'écrivaine franco-marocaine incarne la jeunesse, le talent, la vivacité d'esprit, la femme d'origine maghrébine libérée, l'engagement pour la cause féminine et le livre français... Elle coche toutes les cases de la Macronie. Comme le rappelle le *New Yorker*, qui a fait un long portrait d'elle, « les politiciens de toutes tendances

ont essayé de se réchauffer dans sa lueur ». Manuel Valls l'avait déjà citée parmi les grands écrivains français, aux côtés de Rabelais, Hugo, Césaire et Beauvoir... Emmanuel Macron lui a initialement proposé le poste de ministre de la Culture, qu'elle a décliné. « J'aime trop ma liberté ! » a-t-elle confié au *New Yorker*... mais elle a accepté le rôle, en novembre 2017, de représentante personnelle du chef de l'État français pour la francophonie. Elle se fait néanmoins très discrète.

« Au Conseil permanent de la francophonie, elle [Leïla Slimani] ne dit pas un mot, note un ancien représentant permanent français de l'OIF. Elle laisse parler le délégué aux affaires francophones. Comme Michaëlle Jean, c'est un poste qui ne l'intéresse que pour sa propre aura. » Pas que... bénévole, la représentante de Macron en profite bien sûr pour promouvoir ses livres, mais elle pousse aussi certains projets, comme l'organisation d'un congrès des écrivains de langue française. Menant de front une carrière littéraire aux multiples sollicitations et cette fonction officielle, elle distille au compte-gouttes ses prises de parole sur le sujet. Elle prend surtout soin de ne pas parler des questions politiques et des libertés publiques au sein de l'OIF. Elle a refusé la plupart des demandes d'interview et même de rencontre avec des députés. « Leïla Slimani est dans une situation fausse, explique l'un de ses amis. Elle n'a pas, à la base, de compétences particulières pour gérer le fonds politique de l'OIF. L'Élysée l'a sollicitée avec insistance et elle s'est sentie obligée de dire oui. » Difficile dans ces conditions de répondre à des questions sur les droits de l'homme au Rwanda, avec en toile de fond la candidature de Louise Mushikiwabo, ou encore sur l'adhésion de l'Arabie saoudite comme membre observateur de l'OIF.

La francophonie, c'est un travail diplomatique assez technique. La position française est pesée au trébuchet. Le dossier échappe politiquement à Leïla Slimani. D'autres tirent les ficelles au début, notamment Philippe Étienne, le conseiller diplomatique d'Emmanuel Macron, et Franck Paris, le conseiller Afrique. Leïla Slimani les rencontre, mais évite les parlementaires. Elle est quand même allée parler francophonie devant ces derniers en mars 2018. D'habitude très à l'aise devant les caméras, elle ne s'est pas démarquée de ses notes, la feuille de route française.

Emmanuel Macron a esquissé sa vision pour la francophonie à l'Institut de France, lors de son discours pour la stratégie sur la langue française, en mars 2018. Il souhaite aider « une jeunesse qui est en train de prendre en main sa destinée et qui rêve son futur en français », tourner davantage l'OIF vers l'économie, le numérique, le sport, tout en poursuivant son action politique. Le chef de l'État souhaite encore que l'Afrique soit une priorité pour l'OIF. Il parle d'une francophonie de « reconquête », portée par le libéralisme des idées, mais pas que... La francophonie, c'est aussi dans son esprit les consommateurs économiques et culturels. Emmanuel Macron souhaite également prendre en compte les réformes ambitieuses promues par Paul Kagamé à l'Union africaine (agenda 2063). Il est dans une logique de francophonie ouverte vers les autres langues. Louise Mushikiwabo, dont le pays a adopté l'anglais comme langue de travail sans abandonner l'apprentissage du français, est aussi une adepte du plurilinguisme. Elle veut faire de l'OIF le lieu d'un « multilatéralisme duquel peuvent émerger des solutions aux défis, comme le changement climatique, ou encore les migrations ». « Il est crucial que la langue française soit une grande langue de l'Internet et qu'elle joue un rôle plus important dans les organisations internationales et le monde des affaires », assurait-elle dans les colonnes de *L'Opinion*², juste avant son élection.

« La France et le Rwanda portent un vrai projet de changement », expliquait en 2018 le député Bruno Fuchs, président délégué de la section française de l'Assemblée parlementaire de la francophonie. « Ils ont l'ambition de développer la francophonie des citoyens, du sport, de la culture et des affaires³. » La réussite du projet passe par une profonde rénovation de l'organisation. Ce à quoi s'est attelée la nouvelle secrétaire générale, dès son arrivée, tout en réalisant une vingtaine de déplacements jusqu'à l'avènement de la crise de la Covid-19. Elle a commencé par s'entourer d'une équipe restreinte composée de l'administratrice canadienne Catherine Cano et d'un directeur de cabinet français, Nicolas Groper. Mais ce dernier n'a pas tenu longtemps face à Désiré Nyaruhirira, le conseiller spécial rwandais de « la patronne ». Il a été remplacé par Jean-Marc Berthon, l'ex-conseiller spécial du président Macron pour la francophonie. Globalement, la secrétaire générale a respecté les

équilibres géopolitiques, mais n'a pas hésité à remplacer plusieurs directeurs de département nommés par sa prédécesseure (Programmation et développement stratégique, Langue française, Administration et finances) et le responsable des ressources humaines. « Dans les organisations internationales, il y a toujours un groupe qui veut avancer sur la voie que l'on s'est fixée et un autre qui est dans la routine, parfois dans l'hostilité, a-t-elle confié à *Jeune Afrique*⁴. Certains ne s'identifient pas ou plus à l'organisation. Ils attendent leur virement en fin de mois. Ils doivent se ressaisir. »

Cette réorganisation, bien que nécessaire, lui a fait perdre un temps précieux pour préparer les réformes qui doivent être entérinées à Djerba en Tunisie, pour le cinquantenaire de l'Organisation internationale de la francophonie, repoussé à novembre 2021, et dont le thème sera « Connectivité dans la diversité : le numérique vecteur de développement et de solidarité dans l'espace francophone ». À l'occasion de la 37^e session de la Conférence ministérielle virtuelle de la Francophonie (CMF), les 24 et 25 novembre 2020, les ministres et gouvernements des États de l'OIF ont adopté une feuille de route 2020-2025 visant à renforcer son mandat politique, à favoriser l'emploi des jeunes, l'autonomisation des femmes et la réponse à la crise sanitaire. Objectif : donner plus de contenus. Mais tous les agents sont aujourd'hui tournés vers le sommet tunisien. Il devrait y être rendu hommage aux pères fondateurs, le Tunisien Habib Bourguiba, le Sénégalais Léopold Sédar Senghor, le Nigérien Hamani Diori et le Cambodgien Norodom Sihanouk. Plusieurs commissions travaillent sur le contenu du livre du cinquantenaire, les médiations, l'économie... Que deviendra la dimension politique autour de la médiation de crise ? Elle pourrait être redéfinie. Des débats opposent des partisans d'un élargissement des fonctions à ceux qui préfèrent consolider les missions actuelles. Si elle perd sa dimension politique, l'OIF prend le risque de redevenir une simple agence culturelle, ce qu'elle était à l'origine. L'OIF est une institution qui a souvent été utilisée par ses membres pour faire de la diplomatie souterraine, notamment à l'ONU, où elle a un poste d'observateur permanent. Avec 88 pays contre 54 au Commonwealth, certaines grandes puissances peuvent jouer une logique de bloc. Paris, qui a

fait recruter ses diplomates, souhaite pousser une dimension sahélienne, alors que la région est en proie à des crises politiques et sécuritaires.

D'un autre côté, la France a réduit sa participation au financement de TV5, bras médiatique de l'organisation. Elle préfère se concentrer sur France 24, jugée plus fidèle pour y exercer son influence diplomatique. Le député Bruno Fuchs plaide pour qu'on donne plus de moyens à l'organisation, qu'on fixe des priorités à l'OIF, que les pays membres européens se réinvestissent, notamment autour d'un axe Europe/Afrique qui pourrait porter les initiatives. Leïla Slimani a, elle, pris du recul. Elle a annoncé, en mars 2020, qu'elle allait passer six mois à Harvard avec ses enfants...

Défenseur de la francophonie, Jacques Attali regrette que les ministres français des Affaires étrangères « n'attachent plus la moindre importance à l'OIF depuis Laurent Fabius ». Auteur d'un rapport sur la francophonie économique à la demande de François Hollande, il regrette que ses propositions aient fini dans un tiroir. « La France fait une erreur stratégique depuis 1997. Elle a fait nommer Boutros Boutros-Ghali, puis Abdou Diouf à la tête de l'organisation, explique-t-il. Il n'est pas étonnant qu'un ancien secrétaire général de l'ONU et un ex-président se soient investis sur le champ politique, c'est ce qu'ils savent faire. Puis on a confié les rênes de l'organisation à une Canadienne, surtout intéressée par les mondanités. On a beaucoup gaspillé pour pas grand-chose⁵. » L'ancien conseiller de François Mitterrand craint que le développement de la digitalisation ne serve plus à l'apprentissage des langues vernaculaires que du français. « La crise sanitaire aurait été l'occasion de développer l'enseignement à distance du français, conclut-il. Cela reste un enjeu majeur. »

Les réformes de la francophonie sont aujourd'hui suspendues à la tenue du sommet tunisien. « Il n'y a pas un enthousiasme débordant du côté tunisien, confie un journaliste franco-tunisien. Les autorités ont profité de l'excuse de la Covid pour différer un événement qu'elles n'avaient pas budgétisé⁶. » La marque de fabrique du nouveau président, Kaïs Saïed, est l'arabe classique. C'est dans cette langue qu'il s'est exprimé lors de sa conférence de presse, à

l'Élysée, en juin 2020. Il a fait remplacer les personnes en charge de l'organisation, côté tunisien.

Paris, qui accueille le siège de l'institution et contribue à son budget à hauteur de 40 %, pousse à la roue pour la réussite du sommet. C'est l'avenir de l'OIF qui est en jeu. « La France n'a pas de grande vision à partager avec l'Afrique », déplore François Giovalucchi, ancien agent de la Direction générale du Trésor et de l'Agence française de développement (AFD), dans la revue *Esprit*. « La francophonie, qui se dilue dans l'adhésion de nouveaux pays où le français n'est pas la langue du peuple, et s'incarne dans une institution utilisée souvent de façon politicienne, ne tient plus ce rôle⁷. »

Mais qui paie, commande ! C'est Paris qui a offert la Maison en 2009 à la suite d'une promesse de Jacques Chirac. Les institutions de la francophonie ont longtemps été dispersées dans Paris sur sept sites. Entre l'hôtel particulier du secrétaire général de l'OIF rue de Bourgogne (355 mètres carrés dans le VII^e arrondissement), les services de l'OIF installés dans ses propres locaux quai André-Citroën (XV^e arrondissement), l'AUF (Agence universitaire de la francophonie) place de la Sorbonne (V^e arrondissement), l'AIMF (Association internationale des maires francophones) rue des Halles (II^e arrondissement), l'APF (Assemblée parlementaire de la francophonie) boulevard Saint-Germain (VI^e arrondissement)... seuls les coursiers étaient à la fête de la francophonie argentée.

Après un rêve de grandeur, place de la Concorde, sur le site du musée de la Marine, la Maison de la francophonie a fini par atterrir aux 19-21, avenue Bosquet – du nom de Pierre Joseph François Bosquet, l'un des généraux de l'armée d'Afrique en 1885, et non d'Alain Bosquet, Prix de la langue française en 1992... La note a été salée : 77 millions d'euros, plus un loyer annuel de 5 millions d'euros. Un geste de reconnaissance à la « langue de France » qui avait jusqu'à présent si bien accompagné la diplomatie d'influence française dans le monde.

Dans ses Mémoires, l'ancien ministre des Affaires étrangères Roland Dumas raconte comment Paris avait mobilisé les dirigeants du pré carré africain pour voter en bloc en faveur de la nomination

de Boutros Boutros-Ghali – contre l’avis des Américains – à la tête du secrétariat général des Nations unies. « Sans nos “satellites” africains, sa candidature n’aurait pas été acquise », reconnaît Roland Dumas, qui ajoute : « Les Américains m’en ont voulu, car ils avaient un candidat qui n’était francophone que du bout des lèvres⁸. » À son départ de l’ONU en décembre 1996, Boutros Boutros-Ghali fut récompensé par un poste à la tête de l’OIF avec hôtel particulier et chauffeur. Ami personnel de Jacques Chirac, son successeur Abdou Diouf, reconduit trois fois à la tête de l’institution, a toujours été, plus ou moins, intégré dans le « dispositif » français en Afrique.

Avec le choix de Louise Mushikiwabo à la tête de la francophonie, Emmanuel Macron a sans aucun doute poursuivi une politique de défense des intérêts français pour amadouer l’ennemi rwandais d’hier. Mais, dans l’Afrique mondialisée, pas sûr que le président français n’ait pas surestimé sa capacité de manœuvre diplomatique.

L'Afrique à l'Élysée

En ce 13 juin 2019, Jules-Armand Aniambossou accueille avec un large sourire ses invités sur le perron du Cercle de l'Union interalliée, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à deux pas de l'Élysée. En 1917, au moment de l'entrée officielle des États-Unis dans la Grande Guerre, ce splendide hôtel hébergea les échanges entre officiers, diplomates et responsables politiques des puissances de l'Entente. L'énarque franco-béninois a fait du lieu historique son deuxième bureau. C'est là que le diplomate, toujours très chaleureux, reçoit journalistes, patrons, artistes, sportifs, perpétuant la tradition d'un club très select des élites françaises et internationales. Les initiés arrivent costumés et cravatés, avec des chaussures de ville aux pieds. Un dressing code obligatoire. Ils ont ensuite le droit de déjeuner sur la magnifique terrasse ombragée du restaurant, réservée aux membres, ou à un cocktail dans l'un des nombreux salons.

Ce jour-là, Aniambossou, encore coordinateur du Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA), a convié ses amis, des diplomates, des hommes d'affaires, des hommes de médias, pour son pot de départ ; il s'apprête, à la fin de l'été, à rejoindre la représentation diplomatique de France en Ouganda, où il vient d'être nommé comme ambassadeur. Sont venues lui dire au revoir une ribambelle de personnalités côtoyées au fil de son parcours : Claudy Siar, l'ex-délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer et animateur de *Couleurs tropicales* sur RFI ; Kako Nubukpo, l'économiste et ancien ministre de la Prospective et de l'Évaluation des politiques publiques du Togo ; Rémi Maréchaux,

directeur Afrique du Quai d'Orsay ; Franck Paris, le conseiller Afrique d'Emmanuel Macron ; Nicolas Groper, directeur de cabinet de Louise Mushikiwabo, la secrétaire générale de l'OIF¹ ; le footballeur Mamadou Sakho ; Dominique Sopo, président de SOS Racisme ; Marie-Christine Saragosse, P-DG de France Médias Monde... Un brin ému devant le micro, le diplomate dresse avec fierté le bilan du CPA, encourage ses membres à poursuivre le travail accompli. Avant son départ pour Kampala, Jules-Armand Aniambossou a coopté à la présidence du CPA un autre Franco-Béninois qui tutoie les étoiles : Wilfrid Lauriano do Rego, le premier associé noir du cabinet KPMG, qui comptait alors 300 membres.

Condisciple de la promotion Senghor de l'ENA, Jules-Armand Aniambossou a été nommé au CPA par le président français dès son élection en mai 2017. Il a commencé sa carrière dans la préfectorale, avant de passer dans le secteur privé, et de servir ensuite son pays d'origine comme ambassadeur du Bénin en France de 2013 à 2016. Pas banal.

Devenu directeur Afrique du groupe Duval, il a pensé le Conseil présidentiel pour l'Afrique durant la campagne électorale et l'a fait porter par trois autres afro-optimistes : Lionel Zinsou, le banquier proche de Laurent Fabius, Premier ministre et candidat malheureux à la présidentielle au Bénin ; Jean-Michel Severino, à la tête d'un fonds d'investissement destiné aux PME africaines ; et Hakim El Karoui, conseiller en stratégie et essayiste. Tous les quatre ont plaidé, dans une tribune publiée par *Jeune Afrique*² grâce à l'entregent de Philippe Perdrix et Romain Grandjean – deux anciens de ce journal à la tête de l'agence d'influence 35°Nord –, pour la création de cet organe consultatif. Ils ont aussi soufflé des noms pour le composer. À l'Élysée, le secrétaire général Alexis Kohler et la cellule diplomatique ont ensuite choisi onze membres, essentiellement des trentenaires et des quadras, parmi les perles rares dans le monde de l'entreprise, des nouvelles technologies, de l'art, de la santé, des médias, du sport...

Lancée en août 2017, cette « structure indépendante » d'une dizaine de membres non rémunérés, issus de la société civile, est chargée d'apporter « un éclairage nouveau à la politique du Président sur l'Afrique ». Ses recrues, principalement des Français

d'origine africaine, sont de brillants « premiers de cordée » (entrepreneurs, banquiers, professeurs, journalistes...), pas vraiment représentatifs des diasporas africaines des banlieues³... et encore plus éloignés de la vie des étudiants de Ouagadougou, dont beaucoup sont nourris à la sève du militantisme de la gauche révolutionnaire et anti-impérialiste.

Installé d'abord dans les locaux de l'Agence française de développement (AFD), puis à l'hôtel de Marigny (annexe de l'Élysée), le CPA se réunit plusieurs fois par mois. Plutôt discrètement. Il a même tendance à se « bunkériser ».

Deux mois avant son pot de départ (le 16 avril 2019 exactement), Jules-Armand Aniambossou reçoit pour un entretien son invité du jour au Cercle de l'Union interalliée. Profane en baskets, ce dernier est tout de suite dirigé vers le bar-restaurant de la piscine et des salles de sport. L'endroit est totalement désert après déjeuner, seule flotte l'odeur de chlore de la piscine. L'ambassadeur commande « le même cocktail sportif, genre carotte-gingembre, que demande toujours Lilian Thuram ». Message au journaliste un peu goguenard : « Vous voyez, je suis pote avec la plus vindicative des personnalités de la diaspora qui lutte contre le racisme et pour la cause noire. » Avant toute question, Jules-Armand Aniambossou se lance dans une longue diatribe : « Le CPA n'est pas un fan-club de courtisans. Je suis agacé d'être sempiternellement présenté comme le copain de promotion d'Emmanuel Macron. Même si je le suis, et n'ai pas à rougir d'avoir connu le Président sur les bancs de l'ENA. Je le connais mieux que d'aucuns pour vous dire que l'homme qu'il a choisi à la tête du CPA est moins un ancien condisciple qu'un homme d'expérience, sur la parole vive et juste, voire tranchante, duquel il peut compter. »

Mais le plus intéressant n'est pas là. Jules-Armand Aniambossou confie brusquement, d'un geste du bras, que la première réunion des membres du Conseil présidentiel pour l'Afrique s'est tenue là, dans ce coin discret du bar, autour d'Aurélien Lechevallier. Un parrain influent qui est, comme « Jules-Armand », de la promotion Senghor de l'ENA, et qui est également resté depuis cette époque très proche du Président. Après deux ans passés comme numéro deux de la cellule diplomatique de l'Élysée, Aurélien

Lechevallier a été nommé ambassadeur en Afrique du Sud en mai 2019.

Les deux camarades de promotion d'Emmanuel Macron ont donc été « parachutés » sur le continent, dans des pays stratégiques pour la diplomatie d'influence hors du pré carré français.

Depuis Pretoria, Aurélien Lechevallier est resté connecté avec le CPA et la recherche de profils franco-africains à offrir en modèle aux diasporas. C'est lui, rappelons-le, qui a repéré Élisabeth Moreno et l'a invitée à l'Élysée à la Journée des diasporas, où son intervention impressionne le Président⁴. À peine un an plus tard, le 5 juillet 2020, c'est Matignon qui appelle Élisabeth Moreno après qu'Emmanuel Macron l'a cooptée : le nouveau Premier ministre, Jean Castex, lui demande si elle accepterait d'être à la tête d'un nouveau ministère de son gouvernement, celui de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances. Élisabeth Moreno fait ses valises et rentre à Paris pour s'installer dans son ministère, à l'hôtel de Monaco, rue Saint-Dominique.

À l'Élysée, la gestion des affaires africaines est restée aux mains d'un troisième camarade de la promo Senghor de l'ENA : Franck Paris. Il ne devrait être que numéro deux Afrique à l'Élysée. Durant la campagne, Aurélien Lechevallier a piloté la réflexion sur la politique étrangère du candidat Macron. Pour l'Afrique, il s'est appuyé sur Jules-Armand Aniambossou. Les deux hommes ont joué au football avec Emmanuel Macron dans l'équipe de la prestigieuse école à Strasbourg. C'est dans l'intimité du vestiaire et la sueur des matches partagés qu'ils ont forgé leur amitié. Pour les notes de campagne sur l'Afrique, Aurélien et Jules-Armand font appel à Jean-Christophe Belliard, un diplomate chevronné. Ce dernier a été ambassadeur en Éthiopie au temps de Meles Zenawi, puis a été à la tête de la direction Afrique subsaharienne/océan Indien du Quai d'Orsay. L'Élysée lui proposera même le prestigieux poste de conseiller Afrique. Mais il refuse pour raisons familiales. Il vient de poser ses valises à la Commission européenne à Bruxelles pour prendre le poste de secrétaire général adjoint du Service européen d'action extérieure, en charge des affaires politiques. Finalement, Franck Paris hérite du poste, alors qu'il devait être conseiller adjoint sur l'Afrique. Il succède à Thomas Melonio, qui a réintégré sa

maison d'origine, l'AFD, et lui a laissé sur sa table une note de passation de service.

À la première lecture de la biographie de Franck Paris, l'œil se focalise sur la période « ministère de la Défense », qui ne précise d'ailleurs pas le passage de l'impétrant au siège de la DGSE, boulevard Mortier. Un profil de diplomate, fin connaisseur des questions de sécurité, qui va de pair avec celui du directeur Afrique du Quai d'Orsay, Rémi Maréchaux, qui a également officié à la DGSE avec le costume anthracite de directeur de la stratégie des services secrets français. Mais ce n'est qu'une facette de Franck Paris qui, en tant que conseiller Afrique du Président, gère aussi tous les contacts avec les diasporas, au plus près du terrain.

À ce titre et contrairement à sa réserve habituelle quand il gère les dossiers dans son bureau élyséen, Franck Paris est en première ligne dans tous les événements organisés par les diasporas africaines. Le 13 avril 2019, il est ainsi à Bordeaux, fief originel des JNDA (Journées nationales des diasporas africaines) lancées par Alain Juppé dès 2013. L'ancien maire a été initié à cette Afrique en France, à Bordeaux, par l'entremise de Pierre de Gaétan Njikam. Fils d'un chef Bamoum du Cameroun, ce diplômé en droit a d'abord été chargé de mission au cabinet de Juppé, avant de devenir le troisième maire adjoint du quartier Bordeaux-Maritime – et le premier élu noir de l'ancien comptoir d'esclaves ! Aujourd'hui incontournable au niveau des diasporas africaines au niveau national, « PDG », comme aiment à le surnommer ses amis, a tissé des liens dans les milieux les plus fermés de la bourgeoisie bordelaise. En tant que directeur général de la Fondation Pierre Castel-Agir avec l'Afrique, il a même pénétré au cœur du business franco-africain.

C'est d'ailleurs dans le restaurant Chapon fin, rue Montesquieu à Bordeaux, qui est la propriété de Sylvie Cazes, la compagne de Pierre de Gaétan Njikam, que Franck Paris s'exprime le 12 avril, en petit comité, lors d'un cocktail dînatoire. « C'est au niveau des territoires (chambres de commerce, grandes écoles...) que nous allons nous projeter en Afrique dans la durée, explique-t-il en développant comme jamais la stratégie présidentielle. Il nous faut des relais dans nos relations avec l'Afrique : ce sont les diasporas sur les plans culturel et économique. Notre projet est de donner

toute leur place à ces diasporas. On vient, de manière opportuniste, je l'assume, prendre cette dynamique. Elles sont là dans un plan global. C'est le lien humain entre la société française et les sociétés africaines qu'il nous faut reconstruire. [...] Le changement de thèmes, avec des relations économiques et surtout culturelles, c'est le marqueur du Président. On va aussi développer les thèmes de l'éducation, de la santé, du sport.. On s'était enfermé dans une relation uniquement de sécurité et de migration. » Franck Paris se replie ensuite dans une mezzanine du restaurant pour passer une petite heure avec une poignée de chefs d'entreprise et d'animateurs d'associations d'insertion des jeunes. De la « Françafrique » à l'« Afrique en France », il n'y a qu'un pas.

De retour à Paris, le conseiller Afrique accueille au 2, rue de l'Élysée. Il y a hérité de l'ancien bureau de Jacques Foccart (le secrétaire général de l'Élysée aux Affaires africaines et malgaches de De Gaulle), avec sa vue plongeante sur une large terrasse et un parc arboré. La tapisserie des Gobelins a été remplacée par quatre tableaux de peinture moderne d'un artiste gabonais. La politique africaine a bien changé, mais le locataire de ce bureau cultive toujours un certain goût du secret. Cet homme réservé, dans un style de grand commis de l'État, maîtrise pourtant ses dossiers. Pragmatique, il a fait évoluer la traditionnelle réunion Afrique dite « PR4 » du jeudi, organisée par le conseiller Afrique en présence de représentants des Affaires étrangères, de la DGSE et de l'hôtel de Brienne. Sa fréquence n'est plus hebdomadaire. Elle est convoquée une à plusieurs fois par semaine en fonction de l'actualité et des sujets d'intérêt. « Le temps d'action de l'Élysée a changé, confie un participant. L'Élysée essaie aussi d'impliquer le maximum d'acteurs d'autres ministères et structures de l'État (recherche, coopération militaire, armée, AFD, Bercy...), qui sont conviés ponctuellement pour traiter un dossier particulier. »

Très sollicité, le conseiller Afrique reçoit ses visiteurs africains, de passage dans la capitale. Ceux-ci viennent plaider auprès d'une oreille attentive. Mais, dans les premiers temps, ils obtiennent rarement des réponses fermes. Leur interlocuteur donne très peu son opinion, préférant poser des questions précises pour alimenter sa réflexion – une méthode de travail expérimentée à la DGSE.

Franck Paris demande aussi des notes aux autres cellules de réflexion de l'État, comme le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS), boîte à idées du Quai d'Orsay. Et travaille en étroite coopération avec Rémi Maréchaux sur la stratégie d'influence politique et économique en Afrique de l'Est et australe.

Les premiers mois, il a une obsession en tête : la réussite du premier véritable déplacement africain du président Macron, après les deux premières sorties à Gao et à Bamako, où le chef de l'État a surtout exhumé son costume de chef des armées⁵. Cela doit être la rampe de lancement du « projet africain », de quoi donner le *la*, juste avant l'étape d'Abidjan pour la tenue du sommet Union européenne-Union africaine.

De sa propre initiative ou avec le CPA, le conseiller a lancé plusieurs chantiers dans les domaines du sport, de l'éducation, de la santé, des médias. Emmanuel Macron souhaite exploiter tout le potentiel du multilatéralisme, à l'heure où son allié américain, Joe Biden, est mieux disposé que son prédécesseur Donald Trump, qui le remettait en cause. Dans le concert des nations, la voie est libre pour prendre la place laissée vacante de « promoteur » d'un monde plus juste, plus moderne, plus écologique, avec ses partenaires africains, sans renier le libéralisme, sa marque de fabrique.

La création du Forum de Paris, dont l'organisation est confiée à l'ancien patron du CAPS Justin Vaïsse, est l'occasion de mettre en scène politiquement et médiatiquement les solidarités multilatérales, où la « nouvelle Afrique » entreprenante et innovante a toute sa place. L'Élysée prend même le soin d'y attirer des autocrates comme Paul Biya (novembre 2019), exprimant sa vision d'une gouvernance partagée face à l'homme d'affaires philanthrope Mo Ibrahim, patron de la fondation éponyme. De la haute pédagogie.

Entre ces séquences très médiatiques, il faut gérer les dossiers sécuritaires africains avec des Américains pas très enclins à augmenter leur soutien financier aux opérations régionales et onusiennes dans le Sahel. Le président Trump a d'autres chats à fouetter et renâcle à s'y intéresser. Il veut surtout réduire la facture américaine des opérations de maintien de la paix des Nations unies, dirigées par la France depuis plus de vingt ans. Une fois par mois, les équipes de l'Élysée ont des réunions par visioconférence avec

les agents du département d'État et du Conseil de sécurité nationale (National Security Council) de la Maison-Blanche, très impliqués dans la définition et la coordination des questions stratégiques. L'élection de Joe Biden devrait permettre de maintenir les contributions des États-Unis, menacées sous Trump, aux opérations onusiennes de maintien de la paix, comme en RDC.

En 2017, durant les semaines précédant le déplacement à Ouagadougou, Franck Paris et son adjointe, Marie Audouard, dorment peu. Les yeux piquent parfois lors des briefings avec la presse. Les deux conseillers multiplient les réunions, notamment avec les membres du CPA. Ce premier discours de politique africaine est très attendu, en particulier par les jeunes. Franck Paris envoie des émissaires auprès des représentants de la société civile afin de tâter le pouls et organise un aller-retour à Ouagadougou pour caler les derniers détails, juste avant l'arrivée du chef de l'État.

« Je suis, comme vous, d'une génération qui n'a jamais connu l'Afrique comme un continent colonisé... Je suis d'une génération dont l'un des plus beaux souvenirs est la victoire de Nelson Mandela... Je suis d'une génération de Français pour qui les crimes de la colonisation européenne sont incontestables... Je suis d'une génération où on ne vient pas dire à l'Afrique ce qu'elle doit faire ! » Ce 28 novembre 2017, Emmanuel Macron manifeste son intention de recourir à l'ardoise magique concernant le passé de la France en Afrique. Par volonté de rupture avec ses prédécesseurs, il a choisi de prononcer son premier discours en terre africaine devant 800 étudiants de l'université Joseph Ki-Zerbo au Burkina Faso. Pourquoi ce pays ? Parce que trois ans auparavant, au mois d'octobre 2014, la jeunesse burkinabée a balayé le régime du président Blaise Compaoré, l'un des pivots de la défense des intérêts français dans la région. La France l'a alors pourtant lâché. Menacé d'être arrêté dans le sud de son pays alors qu'il a pris la fuite, Blaise Compaoré est exfiltré par les forces spéciales françaises vers la Côte d'Ivoire. À la manœuvre : Cédric Lewandowski, l'ex-directeur de cabinet de Jean-Yves Le Drian, au ministère de la Défense. Paris sauve *in extremis* son ancien allié, pour « services rendus ».

Trois ans plus tard, à Ouagadougou, Emmanuel Macron veut aller plus loin que François Hollande pour instaurer de nouvelles relations avec l'Afrique. Plus jeune président de la V^e République, il cible les nouvelles générations du continent. Il leur offre un gage : leurs interlocuteurs en France auprès de lui seront d'origine africaine. « Votre voix me sera ainsi restituée sans filtre, sans intermédiaire, sans concession », martèle le président français en désignant les membres du Conseil présidentiel pour l'Afrique qui l'accompagnent et ont fourni des orientations pour la préparation de son discours. Ils seront « un lien permanent avec vous ».

Peu à peu, le CPA va en effet s'employer à promouvoir un nouveau récit de la relation franco-africaine, après avoir produit des notes sur le secteur privé, la santé, l'éducation, le sport, l'entrepreneuriat féminin, la diaspora. Ses membres soulignent l'amitié stratégique avec le continent, appellent à l'établissement de relations matures. Parmi les propositions : le renforcement du partenariat pour l'éducation, le développement d'une French-Africa tech, la promotion de la mobilité des travailleurs et des étudiants, le soutien aux activités féminines, l'appui à la « ville durable ».

Mais toujours quasiment à huis clos. Les membres du CPA craignent les manifestations d'activistes des diasporas politiques, toujours à l'affût lors des réunions publiques « franco-africaines ». On ne peut d'ailleurs assister aux assemblées que sur invitation. Dans l'un des amphithéâtres de Sciences Po Paris, le CPA a ainsi organisé, le 17 octobre 2019, une réunion-débat sur « Le franc CFA sans tabou... ». Un thème osé, au moment où l'avenir de la monnaie franco-africaine animait les sites les plus virulents des réseaux sociaux du continent. La liste des invités était doublement contrôlée, sous l'œil des agents du service de sécurité de l'Élysée qui s'étaient déplacés devant la grande école de la rue Saint-Guillaume. Les débats qui ont suivi les interventions étaient pourtant bien policés. Seul happening : un étudiant fatigué de l'ambiance consensuelle s'est mis à hurler : « Mais vous ne comprenez pas qu'on a la rage ! »

Pour ce travail de sensibilisation en France sur les questions économiques, le CPA peut s'appuyer sur les réflexions de Jérémie Hajdenberg, seul Français qui ne soit pas d'origine africaine avec Diane Binder, directrice adjointe du développement international du

groupe Suez. Ce spécialiste de la microfinance est le bras droit de l'ancien directeur général de l'AFD, Jean-Michel Severino. Ce dernier, qui a aussi largement nourri le programme africain du candidat Macron, est aujourd'hui le patron d'Investisseurs & Partenaires (IP), une société d'investissement dans les PME africaines. Mais pas seulement. IP est également le référent du projet du club Efficience pour la création d'un fonds de 50 millions d'euros à investir dans les pays d'origine. « Il nous faut convaincre 100 000 personnes sur environ 4 millions de Français d'origine africaine ou d'Africains de mettre 50 euros par mois dans ce fonds », explique le Franco-Camerounais Élie Nkamgueu, chirurgien-dentiste de profession à l'origine de ce club élitiste⁶.

Si le CPA a de nombreux parrains dans l'entourage d'Emmanuel Macron, il est souvent vivement critiqué dans les milieux traditionnels des élites africaines. Didier Acouetey, qui a pourtant démarré dans le militantisme associatif avec « Renaissance africaine », avant de créer « AfricaSearch », l'un des bureaux de recrutement les plus actifs en Afrique francophone, a un jugement définitif sur le CPA, qui « n'a aucune marge d'action. Il ne peut pas peser et obliger les structures institutionnelles existantes à se remettre en question. Il n'est que consultatif. Il n'a pas de projet politique. Ses membres, qui sont tous de bonne volonté, ne peuvent pas parler, mais ils sont tous frustrés. Le vrai problème est : comment faire de la diaspora un vrai levier politique au-delà du folklore culturel⁷ ? ».

Il est certain que le CPA a une propension à l'hégémonie et n'aime pas trop la concurrence. Initié par des conseillers du commerce extérieur, un « Forum des diasporas », qui avait obtenu le parrainage présidentiel le 22 juin 2018 et avait ainsi pu déployer ses stands au Palais des Congrès avec une intervention du député Hervé Berville, a été boycotté l'année suivante. Sans doute l'activité de Jean-Louis Guigou – président de l'association Ipemed et époux de l'ancienne ministre socialiste Élisabeth Guigou – au sein de ce Forum n'était-elle pas étrangère à cette bouderie⁸.

Bien loin de tous ces débats, le chef de l'État a décidé de repenser les relations avec les pays du Maghreb à son arrivée à

l'Élysée. Il a beaucoup consulté durant la campagne et souhaite sortir du piège maghrébin, en abordant la question de la mémoire coloniale et en se tenant à distance de la guerre diplomatique entre l'Algérie et le Maroc. Son premier déplacement à Alger, en février 2017, est organisé avec l'aide d'Alexandre Benalla, le fidèle garde du corps, et de François Aïssa Touazi, responsable des pays arabes du groupe Ardian. À Alger, le candidat qualifie la colonisation de « crime contre l'humanité », une déclaration appréciée sur la rive sud de la Méditerranée et au-delà du Sahara⁹. Il en profite aussi pour voir certains patrons, comme l'industriel Issad Rebrab, patron de Cevital.

Une fois élu, il se rend en Tunisie, au Maroc et à nouveau en Algérie. Sans complexe, disruptif sur certains sujets, il parle à ses homologues avec franchise. Et tente même une médiation avec le roi Mohammed VI pour décanter la guerre diplomatique opposant les pays du Golfe. En vain. À l'Élysée, le Président nomme une Franco-Tunisienne, Ahlem Gharbi, comme conseillère pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. À 40 ans, après des études d'histoire et d'arabe, et titulaire d'un DEA à Sciences Po sous la direction de l'islamologue Gilles Kepel, elle correspond au profil recherché. Elle a travaillé au Quai d'Orsay, chez Total, et a surtout suivi la révolution égyptienne lorsqu'elle était deuxième secrétaire à l'ambassade de France au Caire. Elle est là pour aider le chef de l'État à décrypter les dynamiques post-Printemps arabes.

En janvier, seulement une année et demie après sa nomination, elle quitte son poste pour rejoindre l'AFD. Cette proche des sociétés civiles arabes n'aura pas à gérer, trois ans plus tard, le déclenchement de l'offensive du maréchal Haftar sur Tripoli, un dossier sécuritaire suivi de près par l'Élysée et le Quai d'Orsay. Et un héritage de la France sarkozienne – qui a orchestré la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011 – lourd à assumer.

La Libye, c'est le dossier très personnel de Jean-Yves Le Drian. Il le suit depuis sa nomination à l'hôtel de Brienne et y a consacré ses jours et quelques-unes de ses nuits. En prenant les rênes du Quai d'Orsay, il a convaincu le chef de l'État de s'y impliquer. Ce dernier a reçu à La Celle-Saint-Cloud, en juillet 2017, le Premier ministre

Fayez al-Sarraj et le maréchal Khalifa Haftar pour tenter une médiation entre les deux frères ennemis. Une fois passée la séquence médiatique des poignées de main, les deux rentrent, le premier à Tripoli, le second à Tobrouk. Mais le processus de pacification ne connaîtra pas de réelles avancées, la guerre reprenant avec l'implication de nouvelles puissances comme la Turquie et la Russie.

« On a réussi... à se mettre d'accord pour arrêter de se battre les uns contre les autres par procuration sur le territoire de la Libye », confie le chef de l'État lors du sommet du G7 à Biarritz, en août 2019. Étonnante confiance du chef des armées, sans qu'il précise à quel camp allait le soutien français. En fait, la France n'a jamais mis tous ses œufs dans le même panier. La DGSE apporte une aide à la fois au maréchal et au gouvernement Sarraj *via* son ministre de l'Intérieur, Fathi Bachagha. L'action est officiellement centrée sur la lutte antiterroriste, dans la région du Fezzan comme dans l'Est. Mais le clan Sarraj dénonce un appui davantage fourni au maréchal et dicté par l'alliance stratégique nouée avec l'Égypte, les Émirats arabes unis, le Tchad et le Niger, autres soutiens de Haftar.

À l'Élysée, c'est Paul Soler, conseiller au sein de l'état-major particulier du Président, qui gère le dossier libyen. Militaire issu du 13^e régiment de dragons parachutistes (RDP), ce spécialiste du renseignement joue la carte Haftar. Mais les affaires tournent mal pour l'homme fort de l'Est, dont les forces sont refoulées hors de la capitale libyenne. Et Paul Soler est réaffecté en septembre 2019 au Centre de crise du ministère des Affaires étrangères, avant d'être nommé, un an plus tard, premier conseiller de l'ambassade de France en Jordanie. « Le départ de Paul Soler permet à Patrick Durel, conseiller diplomatique de l'Élysée en charge de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, et au patron de la cellule diplomatique, Emmanuel Bonne, de reprendre plus directement en main la gestion de la crise libyenne », commente alors *Africa Intelligence*¹⁰. Patrick Durel rééquilibre la position de Paris, qui doit désormais retrouver la confiance des autorités de Tripoli.

Les crises militaires ont tendance à brouiller l'image de la France en Afrique, malgré les efforts de l'Élysée pour initier une nouvelle

politique à travers le CPA et les voyages culturels et économiques du chef de l'État hors du pré carré africain. Emmanuel Macron l'a bien compris. Il ne compte pas s'enliser dans le bournier sahéien.

Contrairement à ses prédécesseurs, le président français n'a en effet pas lancé, depuis le début de son mandat, d'opération extérieure. En nommant l'amiral Bernard Rogel, un ancien sous-marinier, comme chef de l'état-major particulier (CEMP), il a surtout choisi un spécialiste de la dissuasion nucléaire (remplacé aujourd'hui par un autre amiral, Jean-Philippe Rolland). Principal conseiller militaire du chef de l'État, le CEMP agit comme un secrétaire particulier (il est troisième dans le rang protocolaire de l'Élysée), prépare les Conseils de défense dans le PC Jupiter, assure la permanence opérationnelle des forces nucléaires et une liaison permanente avec le ministère des Armées et l'état-major des armées.

Il est épaulé par le général de brigade Valéry Putz, adjoint du CEMP, qui est plus particulièrement en charge des questions africaines. Ce légionnaire de formation, qui a dirigé le 2^e régiment d'infanterie de Nîmes et les opérations à la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère à Djibouti, occupe un poste très stratégique. Il est souvent en première ligne dans les briefs sur l'Afrique pour répondre aux questions des journalistes sur les opérations extérieures. À l'Élysée, il suit aussi le dossier du budget des armées et prépare les conseils de défense en lien avec le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale rattaché au Premier ministre. Le 18 mai 2017, le premier conseil a porté notamment sur les opérations extérieures. Celles-ci occupent 30 à 40 % de ces réunions hebdomadaires qui concernent également la lutte antiterroriste, la dissuasion nucléaire, la stratégie globale de sécurité. Valéry Putz s'appuie sur l'état-major des armées, les attachés de défense, le pôle diplomatique, le Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) et la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS, rattaché au ministère des armées).

« Le cœur du métier du CEMP est la dissuasion nucléaire, mais il traite des opérations extérieures, donc de l'Afrique, de la relation à l'OTAN, des affaires d'otages », explique Jean-Dominique Merchet,

journaliste à *L'Opinion* et pacha du blog Secret-Défense. « Il est en relation quotidienne avec le chef de l'État, l'accompagne dans ses déplacements. Il est au cœur de la machine élyséenne, comme le secrétaire général de l'Élysée, le directeur de cabinet ou encore le conseiller diplomatique. Il est extrêmement influent, mais ne peut donner d'ordre aux armées. Cela relève du chef d'état-major des armées, le général Lecointre, qui voit généralement le chef de l'État une fois par semaine. » Justement, l'état-major des armées n'a de cesse de demander des renforts et des moyens au chef de l'État pour le Sahel.

En novembre 2019, la France perd treize soldats dans une collision d'hélicoptères. L'armée n'a plus subi de telles pertes depuis l'attentat contre le QG français Drakkar à Beyrouth en 1983, qui avait fait cinquante-huit morts parmi les parachutistes français. Pour le Président, c'en est trop. Comment expliquer ces pertes aux familles, alors que les pays alliés au Sahel laissent prospérer les critiques contre la présence française ? Il intime donc aux chefs d'État du Sahel de réaffirmer leur engagement à l'égard de la force Barkhane. Et demande surtout à l'état-major de l'armée des résultats, afin d'enclencher à terme un début de retrait des troupes françaises.

Dès son arrivée à l'Élysée, Emmanuel Macron s'est emparé de son rôle de chef des armées. Il n'a pas hésité à s'opposer au général Pierre de Villiers, qui a préféré démissionner, et veille aux nominations, décidées en Conseil des ministres.

À chaque Conseil de défense, le chef de l'État demande l'avis des autres ministres et agents de l'État comme les responsables du renseignement. Il doit aussi, parfois, prendre vite ses décisions sans en passer par cette réunion. En déplacement en Roumanie en mai 2019, le général Lecointre l'informe de la nécessité de lancer rapidement l'opération pour libérer les otages enlevés au Bénin. Le chef de l'État veut connaître les risques et les chances de succès d'une telle opération. Il se concerte ensuite avec son chef de l'état-major particulier, qui l'accompagnait, et donne le feu vert. L'opération sera déclenchée dans la nuit. Les deux otages seront libérés... mais deux soldats des forces spéciales périront.

Sous la V^e République, le chef de l'état-major particulier du président a toujours eu une influence prépondérante sur les arbitrages de politique africaine. Une tradition qu'il faut relativiser sous Emmanuel Macron, qui multiplie les avis auprès de ses anciens camarades de l'ENA ainsi que de nombreux visiteurs du soir.

La guerre des ego : AFD *versus* Quai d'Orsay

Mammoth. Très grand éléphant fossile de l'ère quaternaire, aux longues défenses recourbées vers le haut. Au figuré, chose, institution ancienne, et de très grande dimension. C'est le terme utilisé, le 10 juin 2019, par l'ambassadeur Michel Miraillet, directeur général de la Mondialisation du Quai d'Orsay, pour décrire l'Agence française de développement (AFD). Ce jour-là, le diplomate est auditionné devant la Commission des finances du Sénat à propos du pilotage stratégique de son ministère sur « L'action extérieure de l'État ». Les parlementaires veulent en effet l'entendre alors que la Cour des comptes vient de rendre un rapport sur le sujet. Celle-ci y souligne l'« autonomie croissante » du bras séculier de la coopération française, qui tend « à développer sa propre vision de son déploiement, à définir sa propre stratégie alors qu'elle est statutairement sous la double tutelle du Quai d'Orsay et de Bercy¹ ».

L'AFD finance et suit plus de 4 000 projets et programmes de développement dans 115 pays, précise son site Internet. En 2018, ses engagements financiers se sont élevés à 11,4 milliards d'euros, soit une hausse de plus d'un milliard par rapport à 2017. L'avant-veille de son audition devant le Sénat, l'ambassadeur Miraillet a reçu Rémy Rioux, le directeur général de l'AFD, pendant deux heures et demie. Un exercice qui n'a visiblement pas porté ses fruits, puisque le diplomate ne va pas mâcher ses mots lors des débats parlementaires. Il qualifie l'agence de « mammoth... qui ne parle qu'à elle-même » et d'« enfant quelque peu agité, difficile à contrôler,

voire hyperactif ». Et d'expliquer que les agents de l'AFD gèrent « le don aux ONG comme la distribution de macarons dans la rue ».

Dans l'hémicycle, la démonstration de l'ambassadeur ne laisse pas indifférents plusieurs sénateurs. Roger Karoutchi et Sylvie Vermeillet ont déjà leur idée sur la question : l'agence est un État dans l'État. « Michel Miraillet est un diplomate de droite qui veut mettre au pas l'AFD, commente un diplomate du Quai d'Orsay. Il a le feu vert de Le Drian, qui voit Rémy Rioux comme un concurrent éventuel au poste de ministre des Affaires étrangères. »

Né le 10 avril 1960, diplômé en sciences politiques et énarque (promotion Michel de Montaigne), Michel Miraillet a commencé en 1988 sa carrière au Quai d'Orsay, où il a exercé différentes fonctions (adjoint au sous-directeur du Moyen-Orient, premier secrétaire de la mission permanente de la France auprès de l'ONU, ambassadeur à Tel-Aviv et à Brasilia), avec un passage au ministère de la Défense (directeur des Affaires stratégiques). Proche de Gérard Araud, il appartient au clan des néoconservateurs du Quai d'Orsay. Ce diplomate très politique, dont le nom circulait pour prendre la tête de la DGSE, a été imposé par Le Drian après un bras de fer avec l'Élysée.

« Son parcours, qui en fait un expert des questions géostratégiques, est à l'opposé du portrait-robot dessiné par l'Élysée, qui souhaitait promouvoir "des talents venus du privé" à la tête de grandes administrations », explique *La Lettre A*². Au sixième étage du siège de l'Agence française de développement, rue Roland-Barthes, à Paris, Rémy Rioux a dorénavant un adversaire de taille. Énarque (promotion Marc-Bloch) comme Miraillet, le patron de l'AFD appartient à la lignée des grands commis de l'État, à l'instar de Ramon Fernandez, Benoît Cœuré ou Xavier Musca, tous ayant occupé des postes importants au Trésor et ailleurs. Né en juin 1969 à Neuilly-sur-Seine, Rémy Rioux a grandi rue Blanche dans le XVIII^e arrondissement de Paris, non loin du Sacré-Cœur. Son grand-père tenait une librairie place Blanche, en face du cimetière Montmartre, et le jeune Rémy a baigné dans les livres. Élève au lycée Jules-Ferry, il suit aussi ses parents, militants à la section des Grandes-Carrières du Parti socialiste. Il y rencontrera des figures de la formation comme Lionel Jospin, Bertrand Delanoë, Daniel Vaillant.

Brillant élève, il enchaîne l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, Sciences Po et l'École nationale d'administration. Son père, l'historien Jean-Pierre Rioux, a beaucoup écrit sur la décolonisation, mais son fils découvre l'Afrique *via* sa belle-famille. Le père de son épouse, Emmanuelle, travaillait chez IBM à Abidjan et son grand-père, Marcel Faure, avait été administrateur colonial dans les années 1930. Il lira les mémoires de ce compagnon de la Libération au destin hors norme qui, entendant l'appel de De Gaulle en 1940, a remonté avec des amis le tumultueux fleuve Congo pour déposer le gouverneur de l'Oubangui. À l'indépendance, Marcel Faure a aussi accompagné le gouvernement malien dans ses premiers pas.

La passion de Rioux pour le continent se cristallise ensuite à l'ENA. En 1995, âgé de 26 ans, il foule pour la première fois le sol africain à l'occasion d'un stage au Bénin. Il se souvient encore de son arrivée, à la saison des pluies, des routes en latérite défoncées, de l'architecture coloniale et afro-brésilienne de Porto Novo, du palais des anciens rois de Hogbonou³... Il y découvre également le photographe et ethnologue français Pierre Verger et assiste, aussi ébahi qu'ébloui, à des cérémonies vaudoues. L'Afrique reviendra à chaque étape de sa carrière, aux différents postes qu'il occupera. Une fois diplômé, l'ancien élève d'Alain Corbin et de Pierre Nora rejoint la Cour des comptes. Il se voit confier des missions sur le continent pour auditer les agences des Nations unies, et visite divers projets, de la vallée du fleuve Sénégal à celle du Nil en Égypte. Trésorier d'une association, il milite aussi pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique... Il a pris ses fonctions de directeur général du bras séculier de l'aide publique de la France en juin 2016, après avoir été directeur de cabinet de Pierre Moscovici, alors ministre de l'Économie, puis secrétaire général adjoint du Quai d'Orsay. Apprécié de Laurent Fabius, il y a développé la diplomatie économique, travaillé au succès de la COP21 et préparé le rapprochement entre l'AFD et la Caisse des dépôts.

L'ex-directeur du Trésor a profité de sa proximité avec Alexis Kohler (le secrétaire général de l'Élysée), qu'il a recruté comme adjoint lorsqu'il était le directeur de cabinet de Pierre Moscovici, et Emmanuel Macron, avec lequel il a travaillé à la création de Bpifrance, pour faire grossir son institution. À son arrivée à l'AFD,

Rémy Rioux revoit l'organigramme du groupe et instaure un fonctionnement ministériel avec un cabinet et des grandes directions.

La grande banque du développement finalise le rapprochement avec la Caisse des dépôts, absorbe Expertise France, agence française d'expertise technique internationale, héberge le Conseil présidentiel pour l'Afrique et l'Alliance pour le Sahel, développe son département recherche et accroît son expertise dans la gestion des crises. Elle conclut même un accord de rapprochement avec l'état-major de l'armée. Objectif : se concerter régulièrement pour mettre en œuvre de la stratégie 3D – diplomatie, défense, développement. L'AFD intervient bien au-delà de sa vocation première, dans les domaines du climat, de la diplomatie économique, de la culture, des médias et du sport, afin d'aider le chef de l'État dans sa diplomatie multilatérale tous azimuts. L'agence recrute à tour de bras : près de 800 personnes depuis la nomination de Rémy Rioux pour un effectif total de plus de 3 000 salariés répartis entre Paris, Marseille et quatre-vingt-cinq agences et bureaux de représentation à l'étranger, dont neuf dans l'outre-mer français. Son activité annuelle croît chaque année pour atteindre 14 milliards d'euros en 2020. À titre de comparaison, le Quai compte près de 14 000 employés, mais seulement 3 milliards d'euros de dotations de fonctionnement.

Rémy Rioux s'impose *in fine* comme un conseiller du chef de l'État, du Premier ministre et du patron du Quai d'Orsay sur les dossiers internationaux. De tous les voyages du Président en Afrique et dans les pays émergents, il joue le rôle autrefois dévolu au ministre de la Coopération... Mais sa grande liberté d'action et ses moyens financiers agacent de plus en plus les conservateurs du Quai, privés de foin, quand le « mammouth » s'alimente de verts pâturages. Dans une note interne du Quai d'Orsay destinée au ministre Jean-Yves Le Drian, qui a fuité dans la presse à l'été 2018, les auteurs parlent de « paupérisation de la diplomatie française ».

« Le dernier "coup de rabot" annoncé (mais pas acté) pour le budget du Quai d'Orsay – de l'ordre de 10 % des crédits – n'aurait pas beaucoup d'effets en termes d'économies réalisées, puisque le budget du ministère des Affaires étrangères représente moins de 1 % du budget de l'État, commente Michel Duclos, ex-ambassadeur

en Syrie. Il aggraverait beaucoup en revanche, s'il était confirmé, l'affaiblissement continu de notre appareil diplomatique. Comme on le sait, les effectifs du ministère ont décliné de 53 % en trente ans et d'un tiers ces dix dernières années. Ses moyens de fonctionnement ont connu une baisse supérieure à celle de tous les autres ministères. Sur le plan immobilier, l'entretien du patrimoine à l'étranger est maintenant financé par la vente peu glorieuse d'un certain nombre de biens – système qui par définition ne peut pas durer⁴. »

Pour le diplomate retraité, qui exerce toujours son influence par ses écrits à l'Institut Montaigne, l'idée que l'on peut avoir une politique étrangère sans les diplomates, ou du moins avec un service diplomatique dépourvu de moyens, a fait son chemin. Elle se traduit, selon lui, par un processus de transfert à d'autres agences comme l'AFD. « L'essor de l'AFD est en soi une bonne chose, mais il a conduit en pratique, selon le principe des vases communicants, à priver les ambassades d'un levier important dans de nombreux pays, poursuit-il. Cela affaiblit l'efficacité politique de nos actions en direction des sociétés civiles. De même, un réseau rétréci de centres culturels à l'étranger a réussi à survivre à différentes réformes, mais son opérateur central à Paris est l'Institut français, un organisme distinct du Quai d'Orsay, dont le budget a bien entendu été ratiboisé de plus de 25 % en quelques années. Le réseau de nos établissements scolaires est à son tour fragilisé. » La bataille est lancée pour capter le milliard d'euros supplémentaires de budget que le chef de l'État a annoncé, lors de la conférence des ambassadeurs à la fin août 2018, pour les actions d'influence à l'étranger. Jean-Yves Le Drian monte alors au front auprès de son collègue Gérard Darmanin pour sanctuariser son budget. Le chef de l'État se voit dans l'obligation d'arbitrer. Il accorde une rallonge au Quai, notamment pour les interventions humanitaires ou dans les pays en crise. Les ambassadeurs obtiennent aussi une hausse du Fonds de solidarité prioritaire, des crédits mobilisables assez vite pour financer des projets à impact rapide dans leur pays de résidence.

Dans leur combat, les diplomates ont reçu le soutien un peu inattendu d'un ancien de... l'AFD. Il s'agit d'Hervé Berville, qui a

remis officiellement, lors de la conférence des ambassadeurs, un rapport au chef de l'État. Rescapé du génocide rwandais accueilli dans une famille française, le député des Côtes-d'Armor est mis en avant par l'Élysée, qui a besoin de réhabiliter l'image de la France, ternie par le génocide de 1994. Le parlementaire reprend une partie des revendications des diplomates. Il préconise notamment d'augmenter les moyens de l'action humanitaire, de faire du Centre de crise du Quai d'Orsay l'acteur pivot de cette action, de renforcer le soutien des ambassades aux initiatives locales. Il recommande aussi de réaffirmer la tutelle politique de l'AFD et d'améliorer la transparence de l'aide publique à travers une loi de programmation. Son travail préfigure le projet de loi d'orientation et de programmation pour la politique française de développement et de solidarité dans lequel les notions de transparence et de restitution des biens mal acquis devaient être introduites. Il est soutenu par d'autres députés LREM, comme Marion Lenne, qui mobilise ses collègues sur les questions de transparence en matière d'attribution de l'aide. Leur ambition : établir le contrôle sur un dispositif opaque et multidimensionnel de l'aide publique au développement. « La fragmentation des crédits budgétaires selon une logique organisationnelle empêche toute analyse d'ensemble, géographique ou thématique, et réduit donc considérablement la portée de l'évaluation parlementaire », déplore le député Berville. Son collègue Rodrigue Kokouendo, également député LREM, plaide quant à lui pour le retour d'un secrétariat d'État au Développement afin de remédier au manque de pilotage politique. Son vœu a failli se réaliser en juillet dernier avec le gouvernement Castex, nommé en deux temps, les secrétaires d'État faisant partie de la deuxième vague d'arrivées de la nouvelle équipe. Plusieurs noms sont alors avancés pour prendre la tête du secrétariat d'État, dont ceux d'Hervé Berville et de Jean-François Mbaye, député du Val-de-Marne, apprécié par le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères.

Mais finalement, aucun secrétariat d'État au Développement. « Jean-Yves Le Drian a voulu conserver une tutelle directe sur l'AFD », indique une source gouvernementale. Hervé Berville et Jean-François Mbaye devront attendre pour la promotion⁵. Un

schéma qui convient à Rémy Rioux, dont les initiatives ne seront pas chapeautées directement par un politique.

Durant la crise du coronavirus, le Quai d'Orsay a aussi essayé de faire plier une AFD jalouse de son indépendance. Enjeu : le maintien des agents de l'État à leurs postes à l'étranger. Peinant à rapatrier les Français en déplacement temporaire (touristes, salariés en mission), le Quai d'Orsay demande alors à Rémy Rioux de suivre les strictes consignes diplomatiques. L'obsession du secrétaire général du Quai, François Delattre, est d'éviter un mouvement de retour des agents et de leurs familles qui créerait mécaniquement un appel d'air pour tout le reste des communautés. Mais l'AFD ne l'entend pas de cette oreille. Elle a sa propre cellule de crise, un dispositif d'assistance psychologique et un plan de continuité des activités de télétravail. Sur le terrain, les salariés de l'agence et leurs familles ont toutefois, s'ils le désirent, le choix d'être rapatriés en France. Jusqu'au bout, le Quai tentera de convaincre le directeur général de l'AFD de surseoir à cette décision. En vain, même si des compromis, en fonction des situations locales, sont trouvés pour les agents restant en fonction dans leurs pays.

Le locataire de l'Élysée a-t-il eu vent de ces bisbilles régulières entre l'AFD et le Quai ? Son entourage a tendance à l'épargner. Il a bien d'autres chats à fouetter que de gérer les querelles internes de ses administrations. Son obsession reste le récit qu'il porte à l'international. Et, comme le souligne un fin connaisseur de la Macronie : « Le Président teste un nouveau mode de gestion à travers l'AFD que le Quai d'Orsay, une structure jacobine, ne peut lui permettre de réaliser. Il a une relation particulière avec Rioux, qui est celle d'un banquier qui parle à un autre banquier. La temporalité de l'action bancaire prend le pas sur l'action diplomatique. »

En réalité, la bagarre entre l'AFD et le Quai d'Orsay est due à la démesure des moyens du bras séculier de l'aide publique française. C'est une fiction de croire qu'un opérateur, quand on lui donne un budget très supérieur à sa structure de tutelle, ne veuille pas formuler sa propre stratégie. Cela est d'autant plus vrai qu'il y a des cadres plutôt compétents à la tête de l'AFD. Et puis, les différents acteurs de l'action extérieure de la France (agents du renseignement, militaires, diplomates, experts de l'AFD) ont la

tentation permanente de sortir de leur segment de travail. Les militaires sont, par exemple, régulièrement tentés par le commentaire politique au Sahel ; l'AFD a, quant à elle, tendance à définir sa propre stratégie.

La coordination élyséenne doit arbitrer et donner la ligne, ce qui n'est pas toujours facile quand les acteurs ont directement accès au chef de l'État et cherchent à l'influencer. « Il faut faire en sorte que chacun reste sur son cœur de métier, sinon ça ne peut pas marcher, confie un proche du président Macron. Les bisbilles entre l'AFD et le Quai d'Orsay s'estomperont naturellement quand on aura redéfini notre relation de partenariat avec l'Afrique. Il y a actuellement une crise de sens de la notion de développement. C'est devenu un mot impopulaire. L'aide au développement est remise en cause par de plus en plus de dirigeants africains comme Nana Akufo-Addo, le président du Ghana. Quand il s'en prend à l'aide, les salles applaudissent. La notion de développement renvoie à une relation asymétrique. Il y a une forme de condescendance dans son octroi qui n'est plus de mise. Il faut réinventer les concepts. Ça ne suffit plus de dire "Il faut aider les pays qui en ont besoin". »

Une révolution pas toujours facile à mettre en œuvre. Le rapport Berville sur la modernisation de la politique de partenariats et de solidarité internationale, remis au président Macron le 28 août 2018, engage des pistes de réflexion, mais ne va pas assez loin pour provoquer l'électrochoc intellectuel. La loi Développement, qui a été votée par le Parlement en février, définit plutôt un cadre financier (montée en puissance de l'aide publique à 0,55 % du Revenu national brut avec un objectif de 0,7 % à terme) et réaffirme une certaine tutelle sur l'AFD, avec le retour programmé d'un ministre du Développement.

D'où la nécessité de formuler plus clairement la finalité de cette aide et de la faire accepter par un milieu du développement assez paternaliste et conservateur. « La bonne conscience continue à dominer les esprits du monde associatif, soutient un décideur français. Avant les attentats en France, ce milieu nous expliquait que s'en prendre à l'islamisme revenait à être islamophobe. Nous avons besoin de revoir le logiciel et de sortir de la bien-pensance. Nous avons aussi un devoir de franchise envers nos partenaires africains.

N'ayons pas peur de leur dire que l'aide publique au développement est un levier d'influence de la politique française. Les Africains y sont plus prêts que nous. »

En attendant, la politique de développement est au milieu du gué et la France ne parvient pas, contrairement à la Chine, à suffisamment tirer bénéfice de ses actions en matière d'influence globale. L'Élysée plaide pour une plus grande implication du secteur privé vers l'Afrique et envisage une réallocation des crédits budgétaires. « Cette révolution prendra du temps, conclut le décideur. Elle ne pourra avoir lieu que si le président Macron accomplit un deuxième mandat à la tête de l'État. »

Des députés-missionnaires batailleurs et parfois frustrés

Rares sont les députés français d'origine africaine qui revendiquent de travailler pour les diasporas. Née en France de parents sénégalais, députée LREM de Seine-Maritime, Sira Sylla est plutôt fière d'être reconnue comme la principale représentante des diasporas africaines. Il est vrai aussi qu'elle leur doit son élection... « Personne ne croyait que j'arriverais en tête au premier tour au Grand-Quevilly en 2017, dans le bastion du PS. Mais toute la diaspora a voté pour moi. Emmanuel Macron m'a immédiatement félicitée. Par contre, dans ce fief fabiusien, le PS me mène la vie dure, ajoute-t-elle d'une voix douce mais déterminée. Je suis en terrain miné. J'ai le plus grand mal à obtenir des salles de la mairie, même avec l'appui de la préfecture. Et je ne tiens pas à ce que vous citiez ceux qui m'ont traitée de sale Noire¹. »

Si Franck Paris, le conseiller Afrique du chef de l'État, est à son écoute – il lui a même proposé de réaliser une cartographie des diasporas africaines –, Sira Sylla est frustrée de ne pas être reconnue dans les premiers cercles du pouvoir, à commencer par La République en marche. Née d'un père d'origine sénégalaise, chauffeur de bus, Sira Sylla a grandi à Saint-Étienne-du-Rouvray dans une famille de onze enfants. Elle démarre au quart de tour quand elle a l'impression d'être écartée ou marginalisée au sein de son parti. Avocate en droit du travail, la députée s'est ainsi vivement emportée quand l'ancien président de LREM, Gilles Legendre, lui a préféré Marion Lenne, députée de Haute-Savoie, comme

rapporteuse du projet de loi sur la restitution des biens culturels au Bénin et au Sénégal². « MÉPRIS », écrit Sira Sylla en majuscules le 19 septembre dans un tweet rageur. Ayant accompagné le Premier ministre au Sénégal pour remettre définitivement à ce pays le sabre d'El-Hadj Oumar Tall³, elle considérait que ce poste lui revenait de droit. La députée récidive le 7 octobre par cet autre tweet rageur : « Je ne prends pas part au projet de loi sur la restitution des biens culturels au Sénégal et au Bénin. C'est la négation de mon travail depuis deux ans. Aucun respect pour mon histoire. Aucune explication pour mes demandes jusqu'à aujourd'hui ! Humiliation ! »

Ce n'est pas la première déception de Sira Sylla. En 2019, elle avait déjà eu du mal à accepter le choix d'Emmanuel Macron d'être représenté aux commémorations du vingt-cinquième anniversaire du génocide à Kigali, le 7 avril 2019, par le député des Côtes-d'Armor Hervé Berville. Né au Rwanda, lui-même rescapé du génocide, Hervé Berville a été adopté en 1994 par une famille bretonne qui comptait déjà quatre enfants. Un geste symbolique fort pour Emmanuel Macron, qui a invoqué des problèmes d'agenda pour justifier son absence tout en instituant une journée de commémoration du génocide en France. Si le choix d'Hervé Berville était aussi politique que légitime, Sira Sylla s'est sentie trahie en tant que présidente du Groupe d'amitié France-Rwanda. « Hervé Berville n'est venu que deux jours, alors que cela faisait plusieurs semaines que je travaillais à Paris avec des responsables rwandais sur des dossiers de coopération. J'ai passé plus de dix jours là-bas », relevait, amère, la députée qui ajoutait, fataliste : « J'ai expliqué tout ça à Franck Paris, mais c'était, semble-t-il, une décision du Président. »

Dans une enquête sur « Les Africains de la République », *Jeune Afrique*⁴ avait recensé, en 2019, 26 députés d'origine africaine, dont 20 pour La République en marche sur 303 députés, 4 pour le Modem, 1 pour La France insoumise et aucun pour les autres groupes et partis. Les députés soit nés en Afrique, soit binationaux, soit nés en France de parents venus d'Afrique, sont ainsi passés de 2 % de l'ensemble de l'Assemblée nationale en 2012 à 4,5% en 2019, encore loin des 10% des « minorités visibles » de la

population française. Au cours des décennies précédentes, le graal pour les « Franco-Africains » était surtout d'obtenir un portefeuille ministériel. Sous la présidence de François Mitterrand, seul le Franco-Togolais Kofi Yamgnane avait décroché un secrétariat d'État ; sous celle de Jacques Chirac, ce furent les Franco-Algériens Tokia Saïfi et Hamlaoui Mekachera (devenu par la suite ministre délégué aux Anciens Combattants). Nicolas Sarkozy avait surpris avec la nomination de Rachida Dati comme garde des Sceaux et de Rama Yade au secrétariat d'État aux Affaires étrangères et aux Droits de l'homme en 2007. Les Franco-Marocaines Najat Vallaud-Belkacem et Myriam El Khomri avaient également été des femmes d'influence dans les gouvernements de François Hollande.

S'ils travaillent durement leur ancrage territorial, souvent dans des quartiers aux populations en souffrance, la vingtaine de députés LREM d'origine africaine ne gardent pas moins un œil sur le gouvernement. Parmi eux, le député des Côtes-d'Armor, Hervé Berville, présenté comme le chouchou du Président, était ainsi donné « entrant » dans le gouvernement Castex en juillet 2020. Hélas pour Hervé Berville, c'est l'ex-Républicain Jean-Baptiste Lemoyne qui a rempilé comme secrétaire d'État avec, en plus du portefeuille du Tourisme, ceux des Français de l'étranger et de la Francophonie. Adieu le secrétariat d'État au Développement, le thème de prédilection d'Hervé Berville, qui avait été chargé en 2018 d'un rapport sur « la modernisation de la politique partenariale de développement et de solidarité internationale de la France ». Très investi sur le sujet, le député breton se serait bien vu piloter la politique française de développement, en soutenant le Quai d'Orsay dans son bras de fer avec l'Agence française de développement⁵. Mais il n'était pas le seul en lice.

Son collègue Jean-François Mbaye a aussi cru en son destin ministériel. Né le 1^{er} janvier 1979 à Dakar, d'un père ingénieur agronome et d'une mère ayant servi comme secrétaire dans la représentation diplomatique de la République d'Autriche, le Franco-Sénégalais est l'aîné d'une fratrie de trois enfants. Il est allé dans un établissement privé catholique, « fréquenté également par des élèves non pratiquants, mais aussi par ceux de confession musulmane » ; « je me suis imprégné des valeurs de la République,

particulièrement celle de la laïcité », explique-t-il dans sa biographie sur le site d'En marche.

En 1998, un bac littéraire en poche, il poursuit ses études à Perpignan, puis, à Paris, où il obtient un master en droit de la santé, médical et médico-social. « Dans cette même université, comme pour mieux restituer le savoir que j'ai digéré, j'y suis chargé d'enseignement sur les questions de bioéthique... Je fais de mon engagement politique la mise en application de ma pensée sociale et philosophique. Je suis En marche aujourd'hui pour incarner le renouvellement des visages et des pratiques et pour affirmer cette diversité, un atout de notre belle FRANCE. »

Élu dans la 2^e circonscription du Val-de-Marne avec 52,6 % des suffrages contre l'Insoumis François Cocq, le député a conservé des liens avec le Sénégal, où il fait la promotion d'En marche et d'Emmanuel Macron. Son pays d'origine le lui rend bien. Selon une source diplomatique, le président sénégalais Macky Sall aurait soutenu sa candidature au poste de secrétaire d'État au Développement. Il est également proche de Jean-Yves Le Drian, un autre soutien de poids, dont il relaie régulièrement les actions, notamment sur l'humanitaire, un dossier qu'il suit.

Dans cette bataille pour le maroquin, un autre député familial de l'Afrique a failli emporter la décision finale. Ancien journaliste puis communicant, Bruno Fuchs doit presque son entrée dans l'hémicycle à un hasard de la vie. Il a croisé François Bayrou dans une brasserie parisienne, peu de temps avant qu'il remette sa liste des candidats Modem pour la députation. Les deux hommes se connaissaient et Bruno Fuchs avait un ancrage local dans le Haut-Rhin, où son père avait fait de la politique (comme député UDF). Adoubé candidat, il est élu au premier tour avec plus de 64 % des voix. Depuis, il suit de nombreux dossiers relatifs à la politique africaine. Il s'est rendu à Abidjan du 11 au 16 août 2020 pour s'entretenir avec les acteurs politiques ivoiriens et a fait le voyage à Bruxelles pour rencontrer l'ancien président Gbagbo. Il soutient aussi des opposants comme Soumaïla Cissé, l'ex-ministre malien, qui n'a pas manqué de le remercier d'avoir plaidé pour sa libération des mains des djihadistes. Il est encore très actif sur le dossier de la francophonie. Plusieurs personnalités ont milité pour qu'il devienne

secrétaire d'État, dont Jacques Attali, Nicolas Sarkozy et Rémy Rioux, directeur général de l'AFD.

Ce poste aurait pu revenir à une autre élue, administratrice de l'AFD, Amélia Lakrafi. La députée LREM de la 10^e circonscription des Français établis hors de France (Afrique, Moyen-Orient) suit les questions de coopération et participe à plusieurs groupes d'amitié (Afrique et Golfe) et d'études (entrepreneuriat féminin, diplomatie économique, cybersécurité, chrétiens d'Orient...). Elle intervient plus discrètement, en relation avec les ambassades, pour défendre la cause des Français incarcérés à l'étranger. Ou celle des entrepreneurs pour les aider à renouveler des permis de travail ou à desserrer l'étau en cas de harcèlement fiscal. « Il faut relayer les difficultés aux plus hautes autorités, plaide-t-elle. Souvent, un coup de fil permet d'arrondir les angles. Les Chinois ou les Turcs ne s'en privent pas. »

Commandante de l'armée de terre au titre de la Réserve citoyenne Cyberdéfense, Amélia Lakrafi a constitué un solide carnet d'adresses en devenant membre de plusieurs associations dans la sécurité industrielle, l'informatique et l'entrepreneuriat. Dans le monde politique, elle fait figure de novice au parcours atypique. Les responsables d'En marche l'ont repérée en 2017 et propulsée sur le devant de la scène. Née à Casablanca un 20 mars, le jour du printemps et de la francophonie, elle a vécu jusqu'à l'âge de 2 ans dans le quartier de Mers Sultan, où un certain Marcel Cerdan a habité. Son grand-père paternel, qu'elle n'a pas connu, a servi Mohammed V. Son père appartient à la noblesse du royaume, mais a été rejeté par sa famille après avoir épousé une roturière employée dans sa société textile. Le couple s'installe à Paris en 1980, mais se déchire très vite. Amélia, ses quatre sœurs et son frère sont alors placés en famille d'accueil avant d'être ballottés par les services sociaux dans plusieurs villes de France. Elle échoue à 9 ans chez les bonnes sœurs, à l'internat de la Fondation Eugène Napoléon dans le XII^e arrondissement. Elle rejoint sa maman, à la santé fragile, le week-end au mont Valérien. Elle poursuit sa scolarité au lycée Sainte-Clotilde à Paris. « La France m'a tellement donné que je ne sais pas comment lui rendre, confie-t-elle. C'est

l'une des raisons pour lesquelles je me suis inscrite à la Réserve citoyenne. »

L'adolescence sera plus difficile. En quatrième, Amélia Lakrafi déménage à la cité Berthelot à Nanterre et rejoint le collège Victor-Hugo. Éduquée comme une fille de bonne famille par les religieuses, l'adolescente n'a pas les codes de la cité. À l'école, ses amis la renvoient à son arabité. Il lui faudra un peu de temps pour apprendre à se mouvoir dans ce nouveau monde. Elle ne renouera avec le Maroc qu'en 2012, au cours du Rallye des sables. Un choc émotionnel. Un an plus tard, elle est appelée par Salah Bourdi, adjoint à la mairie d'Épinay-sur-Seine, qui monte le cercle Eugène Delacroix, association d'élus et de personnalités franco-marocaines. Mais elle rejette vigoureusement l'étiquette d'élue soutenue par le palais marocain. Le statut de binationale n'est pas toujours facile à porter. « En France, je suis souvent considérée comme une Arabe et, au Maghreb, comme une immigrée », souffle-t-elle. Elle a fait l'objet de nombreuses attaques sur les réseaux sociaux. Cette spécialiste de la cybersécurité dénonce les *fake news* sur son site, aux côtés des vraies infos. Un domaine d'expertise qu'elle a développé dans ses fonctions de dirigeante d'une société de cybersécurité créée en 2014. La députée était très mobilisée en 2020 sur l'aide à apporter aux Français de l'étranger en période de crise sanitaire, les questions de solidarité et les dossiers économiques, notamment du commerce extérieur.

Un autre député de la Macronie se bat pour les binationaux. Il s'agit de Pierre-Alain Raphan, élu de l'Essonne d'ascendance guadeloupéenne. Avec plusieurs de ses collègues de l'Assemblée nationale, il souhaite améliorer la protection des Français à l'étranger, à partir notamment d'une réflexion sur le cas de Michel Thierry Atangana, un ingénieur financier français d'origine camerounaise, emprisonné injustement durant dix-sept ans au Cameroun. « L'État français ne protège pas assez ses trois millions de ressortissants vivant à l'étranger », souligne le député. En décembre 2019 et octobre 2020, Pierre-Alain Raphan a déposé deux propositions de loi à l'Assemblée nationale visant à faire reconnaître en droit français les avis (jusque-là consultatifs) du groupe de travail de l'ONU sur la détention arbitraire et à améliorer

les procédures d'accompagnement et d'indemnisation des victimes de détention arbitraire. Le député a travaillé de concert avec le Béninois Roland Adjovi, vice-président de ce groupe, et des avocats français comme Antoine Vey, également défenseur d'Atangana. Son ambition : offrir aux victimes de détention arbitraire à l'étranger une « protection » en France et une « réparation facilitée à travers un mécanisme national de soutien ».

Solidaires contre les courants identitaires, en particulier lorsque Sira Sylla a été attaquée sur les réseaux sociaux pour son initiative en faveur de la défiscalisation des envois de l'argent des diasporas aux pays, les députés issus des « minorités » jouent souvent perso. À la période Macron 1 du gouvernement Édouard Philippe, la plupart des députés « africains » ont tenté de joindre Sibeth Ndiaye, porte-parole du gouvernement, d'origine sénégalaise. « Je l'ai contactée. Elle ne m'a jamais répondu », assure l'un d'eux. Dès son entrée à l'Élysée, Sibeth Ndiaye a tout de suite fait comprendre qu'elle ne tenait pas à devenir la représentante des « minorités visibles » du pouvoir. Une position qui a évolué lors de la flambée antiraciste qui a mobilisé des milliers de manifestants en France, après l'assassinat de George Floyd aux États-Unis et la relance de l'affaire Adama Traoré. Sibeth Ndiaye ne s'était, jusque-là, jamais exprimée sur « la représentativité des personnes de couleur dans la vie publique, politique, économique et culturelle de notre pays ». Une « question urgente », affirme la porte-parole du gouvernement dans une « tribune » publiée par *Le Monde* le 13 juin 2020. Jusqu'alors plutôt discrète sur ce thème, Sibeth Ndiaye a même proposé de relancer le débat sur les statistiques ethniques. Un revirement notable : avant cela, la plupart des députés issus des diasporas se plaignaient de trouver « portes closes » pour aborder ce thème. À l'Élysée, on prétend qu'elle est revenue sur cette proposition, mais aucune déclaration de sa part n'a confirmé cet éventuel revirement.

Née à Dakar, au Sénégal, Sibeth Ndiaye – qui n'a demandé la nationalité française qu'en 2016 – a milité à l'UNEF avant de prendre sa carte du Parti socialiste. C'est à Bercy, où elle a été conseillère de presse d'Arnaud Montebourg, alors ministre de l'Économie et du Redressement productif, que Sibeth Ndiaye s'est mise au service d'Emmanuel Macron. Elle rallie le mouvement En marche en 2016.

« J'assume parfaitement de mentir pour protéger le Président », déclare-t-elle en juillet 2017, ce qui la hisse au rang de guerrière inconditionnelle... Si elle n'a jamais manifesté une intention quelconque de se frotter au suffrage universel, Sibeth Ndiaye a un fan-club dans les diasporas africaines.

« Ah, Sibeth Ndiaye, c'est l'idole de nos copines africaines ! Elle est intouchable. Aux élections européennes, il y a même une sœur qui m'a dit : "Je n'aime pas Macron, mais j'ai voté LREM pour Tantine Sibeth." » Le militant togolais des droits de l'homme qui raconte cette anecdote au bar de l'hôtel Hilton de Saint-Lazare, où il se réunit tous les vendredis avec ses camarades, en est plutôt agacé. Si le président Nicolas Sarkozy comptait près d'une dizaine de personnalités issues de la diversité dans son gouvernement (Rachida Dati, Rama Yade, Fadela Amara...), Sibeth Ndiaye, porte-parole du gouvernement, était la seule « afro-descendante » du gouvernement Macron 1, et l'une des rares du premier cercle. Refusant toute nouvelle responsabilité gouvernementale, elle a d'abord été chargée d'identifier les futurs cadres et candidats du parti, à la tête de la « Commission nationale des talents », avant de prendre la direction du « pôle idées » du parti présidentiel depuis l'élection de Christophe Castaner, le 12 septembre 2020⁶.

Parmi la trentaine de parlementaires d'origine africaine, ils sont nombreux à avoir rallié le candidat Macron après avoir été abandonnés par le Parti socialiste. Proche du PS, Hervé Berville a rejoint le collectif Les Jeunes avec Macron à l'automne 2015, avant de représenter le Président dans les Côtes-d'Armor. Mais Berville n'avait jamais eu de responsabilités au PS, contrairement à M'jid El Guerrab, député de la 9^e circonscription des Français établis à l'étranger (Maghreb, Afrique de l'Ouest), aujourd'hui encarté dans le groupe « Agir ensemble », après avoir été banni de LREM et être passé par le groupe « Libertés et Territoires »⁷.

Naviguant dans des eaux plus tranquilles, au moins pour les batailles de sérail, Patrice Anato n'a pas pour autant choisi une circonscription de tout repos. Né au Togo, juriste, il est député LREM de la 3^e circonscription de Seine-Saint-Denis, le seul Français d'origine africaine parmi les onze élus de ce département où la population immigrée dépasse les 30 %. Très calme, plutôt discret, il

copréside, avec le député du Nord Vincent Ledoux, le groupe « Diplomatie économique avec l'Afrique » de l'Assemblée. Juriste de formation, il préside par ailleurs le Groupe d'amitié France-Nigeria et est membre de plusieurs autres groupes d'amitié de l'Assemblée nationale avec des pays africains. S'il est moins mobilisé sur les dossiers politiques que Sira Sylla, Patrice Anato est le président du Forum économique des diasporas africaines, principalement adossé à « Business France », émanation du commerce extérieur. Un forum qui a vite été perçu à l'Élysée comme un concurrent du Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA). Le premier forum s'était pourtant tenu en grande pompe, le 22 juin 2018, au Palais des Congrès de la Porte Maillot à Paris. La présence active de Jean-Louis Guigou, animateur du *think tank* Ipemed (Institut de prospective économique du monde méditerranéen) et époux de l'ancienne ministre socialiste Élisabeth Guigou, avait vivement déplu à la Macronie. Aussi, le deuxième forum, plus modeste, sans parrainage politique, avait été organisé dans les salles du Beffroi de Montrouge. Jean-Louis Guigou s'est alors retiré des instances dirigeantes du forum « pour ne pas gêner », explique l'un de ses proches. Le troisième forum s'est tenu le 7 novembre 2021, en visioconférence, dans le somptueux – quoique suranné – Conseil économique et social (CES) sous la tutelle de Franck Riester, ministre délégué au Commerce international. Tout est rentré dans l'ordre... Cette manifestation mobilise très fortement toutes les structures des diasporas africaines des banlieues des grandes villes, en particulier les responsables des hauts conseils de l'immigration ainsi que du Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations (FORIM).

S'il le manifeste moins que Sira Sylla, Patrice Anato est tout aussi déçu de la marginalisation des députés d'origine africaine au sein des instances de direction de La République en marche. À l'Assemblée, il a tenté de monter un *caucus* sur le mode américain, sans succès. Chacun est resté dans son périmètre. Ses proches sont Rodrigue Kokouendo, député de Seine-et-Marne, et Pierre-Alain Raphan, député de l'Essonne. Ils déplorent tous le peu de représentativité de la diversité dans les instances dirigeantes de

l'Assemblée. Le bureau exécutif est très parisien... Pas d'égalité des chances pour les ruraux et les députés issus de l'immigration.

Selon l'un de ses proches, Patrice Anato a longtemps postulé quand des postes se libéraient au niveau du bureau exécutif. En vain. Il a adopté une autre stratégie gagnante : en septembre 2020, il s'est présenté à la présidence du groupe LREM de l'Assemblée nationale pour succéder à Gilles Legendre. Ses challengers : Christophe Castaner, Aurore Bergé, François de Rugy et Coralie Dubos ! Avant l'élection, Christophe Castaner lui a envoyé un émissaire pour lui proposer de se retirer en échange de la promesse d'un poste de vice-président. Patrice Anato a refusé. N'ayant obtenu que 6 voix au premier tour, il a penché au second tour en faveur de Christophe Castaner, qui n'a été élu que par 145 voix contre 120 à Aurore Bergé. Il a négocié pour entrer au bureau exécutif en tant que « conseiller spécial en charge de l'innovation territoriale et des bonnes pratiques ». Un strapontin qui va lui permettre d'élargir son champ d'action.

Aujourd'hui, il s'est rapproché d'Élisabeth Moreno, la nouvelle ministre déléguée à l'Égalité entre les femmes et les hommes, à la Diversité et à l'Égalité des chances. La femme politique franco-cap-verdienne a reçu longuement le député de Seine-Saint-Denis, le 30 septembre 2020, à son ministère avec une partie de son cabinet. Elle a promis de l'aider à créer la future « Silicon Valley française » qu'il promeut dans son département : lycées d'excellence par pôle de spécialités dans chacune des 40 communes de ce département, campus technologique de pointe de type Stanford avec un centre de recherche et développement, zone défiscalisée d'activités technologiques et de recherche, fonds spécial pour attirer de 50 à 100 start-up françaises dans le secteur de l'intelligence, biologie artificielle, numérique...

Dans les structures de direction de LREM, il ne faudrait pas oublier la députée d'origine togolaise Laetitia Avia, membre du bureau exécutif et porte-parole du parti. Si elle est souvent présentée comme la « députée combattante contre les discriminations », l'avocate a aussi toujours hésité à jouer la connivence de la diversité. En 2019, elle confiait à *Jeune Afrique* : « Il y a toujours un moment où l'on a envie de se fondre dans la

masse, de ne pas être vu d'abord comme un Noir ou comme un Africain. Mais ensuite, pour ma part du moins, il y a eu une évolution. Je ne veux plus nier ce que je suis, je veux l'assumer. Cela suppose un vrai travail psychologique, mais ensuite je crois que ça devient un atout, dont j'ai d'ailleurs joué pendant ma campagne. Il y a énormément d'immigrés de deuxième génération en France. Il faut leur parler⁸. » Le « Macron caucus diaspo » de La République en marche se construit ainsi timidement sur le terrain, sans réel soutien du Président. Emmanuel Macron semble préférer coopter lui-même des « modèles », à l'instar des chefs d'entreprise du Conseil présidentiel pour l'Afrique⁹.

La restitution *a minima* du patrimoine africain

La scénographie était trop belle, trop travaillée, pour la narration de cet épisode de l'histoire de France en Afrique, ce 18 novembre 2018. À l'occasion de son premier voyage officiel au Sénégal, Édouard Philippe remet au président Macky Sall le sabre d'El-Hadj Oumar Tall, fondateur de l'empire toucouleur qui mena le djihad au XIX^e siècle dans le Sahel contre le colonisateur français. Le Premier ministre français accompagne ce geste d'un rappel historique circonstancié : le petit-fils d'El-Hadj Oumar Tall a été le premier officier de Saint-Cyr d'origine africaine ! Déduction de ce symbole de temps de fraternité : si le grand-père a pourfendu les « valeureux capitaines » de l'empire français, son petit-fils a été formé dans le camp des vainqueurs. Fermez le ban...

Tout était parfait. Nickel comme le fourreau du sabre, bien astiqué sur son coussin rouge. Le remettant et le récipiendaire étaient ravis. Édouard Philippe a confessé qu'il avait un lien particulier avec les sabres. La preuve : son propre sabre d'officier français le suit partout dans ses bureaux officiels, depuis son service militaire. Quant au président Macky Sall, lui-même toucouleur, comme El-Hadj Oumar Tall, il s'est félicité que « les descendants d'anciens belligérants se retrouvent et sympathisent comme pour signer définitivement la paix des braves ».

Préparée de longue date, cette cérémonie marquait le premier acte concret des propositions du « Rapport sur la restitution du patrimoine africain », confié en 2018 par Emmanuel Macron à deux chercheurs : Felwine Sarr et Bénédicte Savoy¹. Une promesse du

président français, qui s'était engagé en novembre 2017, à Ouagadougou, dans sa première déclaration de politique vis-à-vis de l'Afrique, à ce que, « d'ici cinq ans, les conditions soient réunies pour des restitutions temporaires ou définitives du patrimoine africain ». Il avait précisé sa conviction : « Je ne peux pas accepter qu'une large part du patrimoine culturel de plusieurs pays africains soit en France. [...] Il y a des explications historiques à cela, mais il n'y a pas de justification valable et inconditionnelle, le patrimoine africain ne peut pas être uniquement dans des collections privées et des musées européens. »

Dans leur rapport, les deux chercheurs avaient relevé que les descendants d'El-Hadj Oumar Tall réclamaient depuis 1994 le retour de ses reliques, la numérisation de ses manuscrits (518 pièces) à la Grande Bibliothèque nationale et... le fameux sabre, longtemps exposé au musée de l'Armée, à Paris. Ce sabre, dont la lame aurait été forgée à la manufacture de Klingenthal (Bas-Rhin), est sans doute plus français qu'omarien ! Mais il a été préféré aux manuscrits pour une raison très pragmatique. Depuis 2018, l'arme est exposée à Dakar au musée des Civilisations noires. De plus, comme la politique fait parfois bien les choses, le prêt initial avait été transformé en octobre 2019 en dépôt pour une durée de cinq ans. Jusque-là, le principe d'inaliénabilité des collections nationales des musées français rendait impossible toute restitution définitive... Le sabre n'attendait plus que la mise en musique juridique de la promesse présidentielle².

Aussitôt dit, aussitôt fait : présenté le 15 juillet 2020 à l'Assemblée nationale française, un projet de loi a libéré le sabre et son fourreau de leur droit de propriété français... Dans le même projet de loi a été inscrite la restitution à la République du Bénin du « trésor de Béhanzin » : vingt-six œuvres, dont trois statues anthropomorphes. Ces pièces étaient des prises de guerre du général Alfred Dodds, qui avait déposé le roi Béhanzin après deux années de combats (1892-1894).

Ce premier acte correspondait, à la lettre, à la stratégie proposée par Felwine Sarr et Bénédicte Savoy. Sans doute avertis de l'hostilité qu'allait déclencher leur rapport dans les milieux professionnels, ils conseillaient « une restitution solennelle de quelques pièces

hautement symboliques réclamées depuis longtemps par différents États ou communautés africains pour prouver la réelle volonté de restitution de l'État français », avant « l'élaboration commune entre experts des musées et du patrimoine en France et en Afrique d'une méthodologie pratique des restitutions ». Ils avaient également tenu à lever toute l'ambiguïté des propos présidentiels entre des restitutions « temporaires » ou « définitives » du patrimoine africain. Pour eux, l'expression « restitutions temporaires » a le sens de « solution transitoire », « permettant le retour définitif et sans condition d'objets du patrimoine sur le continent africain ».

On s'attendait à une violente réaction des milieux de collectionneurs à cette initiative d'Emmanuel Macron. Cela n'a pas été le cas. Plusieurs courageux ont tout de même rappelé qu'ils avaient souvent sauvé des objets promis à la destruction. Le seul propos qu'ils n'acceptaient pas était d'être traités de « pillleurs ». Certains, à l'instar du galeriste Robert Vallois, alléguaient qu'ils n'avaient pas attendu l'intervention des États, pas plus français qu'africains, pour construire, avec leur propre argent, des centres d'art sur le continent. Ils en ont profité, dans la foulée, pour critiquer l'incurie des autorités locales : « Au Bénin, il y a plusieurs palais royaux. Il y a des objets magnifiques. Tout cela est en ruine. Il n'y a aucun effort qui est fait par l'État, par les gouvernements. On n'est pas critique vis-à-vis du gouvernement, simplement on constate », lâchait, un peu amer, Robert Vallois en 2018³.

Plus inattendue, la charge la plus virulente contre les auteurs du rapport est venue de Stéphane Martin, l'ancien initiateur et directeur du musée du Quai Branly-Jacques Chirac, que les rapporteurs avaient pourtant longuement consulté. Auditionné le 19 février 2020 par les sénateurs de la Commission de la culture, de l'éducation et de la communication, le haut fonctionnaire culturel a d'abord critiqué le « choix très étrange » d'Emmanuel Macron de chercheurs qui « ne sont pas des gens du musée ». Selon Stéphane Martin, « le musée est présenté [dans ce rapport] comme une invention occidentale, voire un lieu criminel, où l'on retire leur magie aux objets, qui sont abandonnés à la perversité de Picasso ou d'Apollinaire... ». Pour lui, « l'angle mémoriel qui est au cœur du rapport Sarr-Savoy conduit à considérer que ces objets sont liés à

des moments dramatiques, douloureux, voire criminels ». Beaucoup plus modéré, son successeur à la tête du musée du Quai Branly, le Kanak Emmanuel Kasarhérou, estime que le rapport Sarr-Savoy – qu’il a tout de même traité de « militant » dans un entretien au *New York Times* – « pousse les musées à s’interroger sur les collections issues des périodes coloniales », tout en relevant que « les objets proviennent de groupes culturels, pas de nations qui n’existaient pas à l’époque. Il y a toute une série de conventions sur lesquelles il faut qu’on réfléchisse, parce qu’on les a utilisées par facilité⁴ ». « J’entends parfois dire : “Le patrimoine est à l’extérieur”, explique Emmanuel Kasarhérou. Il faudrait nuancer. C’est le patrimoine considéré par les musées européens et leur regard particulier qui est à l’extérieur. Mais le patrimoine pour une société orale, c’est à 90 % de l’oralité. C’est la langue, la danse, le chant, le savoir-faire... C’est d’ailleurs pour cela que ces cultures sont toujours là⁵... » D’après le rapport Sarr-Savoy, sur les 90 000 œuvres d’art africaines du musée du Quai Branly, environ 70 % seraient arrivées en France entre 1885 et 1960, soit au temps de la colonisation.

Le dossier de la restitution des biens culturels est confié à Rima Abdul-Malak, nouvelle conseillère culture d’Emmanuel Macron, avec laquelle les conseillers Afrique de l’Élysée travaillent en étroite collaboration. Le projet de loi sur la restitution du sabre au Sénégal et des œuvres au Bénin est passé devant l’Assemblée nationale le 2 octobre 2020. Contrairement aux vœux des chercheurs, le rapport pour avis du projet précise bien qu’il ne s’agit que de « sorties des collections au cas par cas », et les députés du groupe Les Républicains n’ont accepté de voter le projet de loi qu’accompagné d’un amendement réaffirmant le « principe d’inaliénabilité des collections muséales françaises ». Bref, comme le souligne, dans les débats, la députée LR Constance Le Grip : « Il ne s’agit ni d’une loi-cadre, ni d’un texte modifiant le Code du patrimoine français, ce à quoi je me serais opposée avec détermination, mais d’une législation *ad hoc* au cas par cas. » Pas étonnant que Felwine Sarr et Bénédicte Savoy n’aient pas répondu à l’invitation, le 23 septembre 2020, de la Commission des affaires culturelles pour le rapport sur avis de l’Assemblée nationale, officiellement « pour des raisons logistiques, l’un étant aux États-Unis, l’autre en Allemagne ». Ils

avaient également boudé celle du Sénat qui proposait, le 19 novembre 2020, d'amender le texte avec la création d'un « Conseil national chargé de réfléchir aux questions de circulation et de retour d'œuvres d'art extra-occidentales ». Estimant que le gouvernement agit aujourd'hui dans la précipitation, prenant seul les décisions quant aux demandes, sur la base de considérations exclusivement diplomatiques, sans que la communauté scientifique ait pu faire entendre sa position sur l'opportunité et la pertinence de ces restitutions, au risque de fausser totalement l'authenticité de la démarche, les sénateurs ont finalement rejeté le 15 décembre 2020, en nouvelle lecture, ce projet de loi. Faute de consensus entre les deux chambres, le gouvernement a fait appel à la procédure du « dernier mot » en imposant le texte à l'Assemblée nationale, qui a été adopté le 17 décembre.

Dans les milieux politiques parisiens, le débat s'est rapidement déplacé sur un autre sujet : la pertinence du financement par la France de musées en Afrique. Dans une question écrite au ministre de la Culture, le sénateur LR Ladislav Poniatowski s'interrogeait le 19 septembre 2019 sur le prêt de 20 millions d'euros accordé par l'Agence française de développement à la République du Bénin, dont 12 millions pour le seul musée d'Abomey – ville natale du président Pascal Talon – qui accueillera le retour du « trésor de Béhanzin ». « Quelle compétence gouvernementale ou parlementaire a permis à l'AFD d'attribuer cette somme ? » demande le parlementaire. La question sous-jacente est celle-ci : le contribuable français devra-t-il financer tous les musées africains qui accueilleront les restitutions du patrimoine ? Il est vrai que le musée des Civilisations noires de Dakar a été financé par la Chine, et le musée du Mali avec des fonds de l'Union européenne. Se pose aussi la question des structures provisoires pour accueillir les œuvres en attendant qu'elles puissent prendre le chemin d'un musée. Celui d'Abomey ne sera achevé qu'en 2024.

Outre le Bénin et le Sénégal, quatre autres pays du continent ont formulé des demandes de restitution : la Côte d'Ivoire, le Mali, le Tchad et Madagascar. Une démarche qui devrait prendre un peu de temps et pourrait passer, dans une première étape, par la formalisation de prêts d'œuvres d'art.

Mais l'initiative du président français n'a pas vraiment suscité d'enthousiasme au sein des pouvoirs africains. Pas plus d'ailleurs que chez les intellectuels du courant des « décolonisés », où la tendance générale est de snober la « drague » de l'Élysée sur le mode : « Oubliez-nous, on s'occupe de nous-mêmes. » Le rapporteur Felwine Sarr est pourtant l'un de leurs chefs de file. En octobre 2017, il était, avec Achille Mbembe, le coorganisateur des « Ateliers de la pensée » à Dakar et le codirecteur d'*Écrire l'Afrique-Monde*. Il est également le président du conseil d'administration de l'Open Society pour l'Afrique de l'Ouest, financée par George Soros, qui a mis 15 millions de dollars sur ce projet de restitution des œuvres d'art africaines. « Comme tous les intellectuels, Felwine Sarr a compris que le pouvoir macronien fonctionnait dans une logique d'opinion, explique Franck Hermann Ekra, critique d'art franco-ivoirien⁶. Il a donc mis le thème de la restitution dans le débat médiatique. C'est ainsi que le président français lui a confié une mission d'étude sur la restitution alors que ce n'est pas un spécialiste, comme il l'a reconnu, de l'art africain. C'est un jeu où chacun se sert de l'autre pour faire avancer sa cause. »

Aujourd'hui, la plupart de ces intellectuels sont happés par les universités américaines, où ils disposent de moyens sans commune mesure avec leurs homologues européens. Même l'écrivaine franco-marocaine Leïla Slimani, représentante du Président pour la francophonie, songe à se rendre à Harvard. La chaire africaine du Collège de France a été refusée par des intellectuels comme Souleymane Bachir Diagne, professeur à l'université de Columbia (New York)... Au mois de juillet 2020, Felwine Sarr a lui-même quitté l'université sénégalaise Gaston Berger pour rejoindre l'université de Duke à Durham (Caroline du Nord) et enseigner la « philosophie africaine contemporaine et diasporique ».

Les premières personnalités à s'être mobilisées sur ce dossier dès 2013 étaient Louis-Georges Tin, du Conseil représentatif des associations noires (CRAN), ou des galeristes et collectionneurs comme Marie-Cécile Zinsou. Mais leurs voix sont devenues inaudibles depuis que s'activent sur les réseaux sociaux des militants des diasporas africaines beaucoup plus radicaux. Ils montent des opérations commandos dans les musées européens,

« pour aller chercher ce qui appartient à notre peuple ». Le plus médiatique d'entre eux, après un portrait dans *M le magazine du Monde* (19 septembre 2020), est Emery Mwazulu Diyabanza, de la République démocratique du Congo (RDC). Deux « braquages », selon son expression, l'ont fait connaître : les tentatives de récupération, le 12 juin 2020 au musée du Quai Branly, d'un poteau funéraire Bari du ^{xix}^e siècle provenant du Tchad et, le 10 septembre 2020 à l'Afrika Museum de Berg en Dal aux Pays-Bas, d'une statuette Yacouba. Emery Mwazulu Diyabanza a été condamné le 14 octobre 2020, par le tribunal correctionnel de Paris, à 1 000 euros d'amende pour « vol aggravé » ; les trois autres militants de l'association panafricaine « Unité Dignité Courage » ont écopé de peines d'amende avec sursis de 250, 750 et 1 000 euros. Pour l'instant, ces actions très médiatisées restent isolées. Marie-Cécile Zinsou se dit, en revanche, « atterrée » par ces « braquages » dans une confidence à *M, le magazine du Monde*⁷ : « Ça risque de tout gâcher au moment où le dialogue est débloqué », s'inquiète la présidente de la Fondation Zinsou, au Bénin.

Pour l'Afrique du Nord, en particulier l'Algérie, « le problème des restitutions est très différent de celui de l'Afrique subsaharienne », indiquent Felwine Sarr et Bénédicte Savoy. Le dossier « a fait l'objet d'intenses négociations dès les années 1960 et donné lieu à d'importants mouvements de restitution ou de dépôt à long terme après l'indépendance », mais il relève « de contextes d'appropriation et implique des législations très différents ». Ce qui est vrai pour celle des œuvres d'art ne l'est cependant pas pour la restitution de restes humains qui, souligne le rapport, « semble s'être progressivement imposée aux consciences et aux institutions ».

Le 3 juillet 2020, la France a restitué à l'Algérie les restes mortuaires de vingt-quatre combattants algériens tués au ^{xix}^e siècle lors de la colonisation française. Ce sont des avions militaires algériens qui ont transporté les dépouilles accueillies par le président Abdelmadjid Tebboune et une haie de militaires. Après avoir été exposés au Palais de la culture, les cercueils ont été enterrés dans le carré des martyrs du cimetière d'El Alia à Alger, aux côtés de combattants tombés lors de la lutte pour l'indépendance. Emmanuel

Macron s'était engagé à restituer ces restes mortuaires dès 2017, mais la demande officielle de l'Algérie n'a été formulée qu'en janvier 2018. Une dizaine de jours après cette restitution, le président algérien reconnaissait, dans une interview à *L'Opinion*, que cet acte « était un grand pas » pour la réconciliation mémorielle entre les deux pays, tout en insistant sur « d'autres crimes qui méritent d'être racontés, comme la prise de l'oasis de Zaatcha, où les troupes françaises du général Émile Herbillon ont massacré les combattants du cheikh Bouziane ». Le 26 novembre 1849, près de 6 000 soldats français commandés par le général Herbillon s'étaient lancés à l'assaut de Zaatcha, une oasis fortifiée du Sud-Constantinois. Plus de 800 locaux seront massacrés. Momentanément épargnés, les trois survivants – le cheikh Bouziane, son fils et un marabout – seront plus tard décapités, et leurs têtes envoyées en France par un médecin militaire. Leurs dépouilles faisaient partie de la restitution des restes mortuaires du 3 juillet 2020.

Le message subliminal du président algérien dans cette interview est que la restitution des crânes de ces combattants n'était pas suffisante. Il faudrait qu'elle soit accompagnée d'un récit mémoriel... À deux voix ? Pour harmoniser les récits nationaux franco-algériens, le président Emmanuel Macron a confié le 24 juillet 2020, à l'historien Benjamin Stora, une mission sur « la mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie », car « il importe que l'histoire de la guerre d'Algérie soit connue et regardée avec lucidité. Il y va de l'apaisement et de la sérénité de ceux qu'elle a meurtris ». Remis à Emmanuel Macron le 20 janvier 2021, le « rapport Stora » et ses vingt-deux recommandations tracent la feuille de route d'une réconciliation des Français autour de la colonisation et de la guerre d'Algérie. Plus de sept millions de résidents sont toujours concernés par la mémoire de l'Algérie, selon ce document qui préconise d'impulser des initiatives mémorielles communes entre la France et l'Algérie.

Emmanuel Macron devrait lui-même participer à trois journées de commémoration : celle du soixantième anniversaire de la guerre d'Algérie et de la journée nationale des harkis, le 25 septembre ; celle de la répression en France d'une manifestation d'Algériens le

17 octobre 1961, sous les ordres du préfet de police de la Seine Maurice Papon ; et celle des accords d'Évian du 19 mars 1962, soit un mois avant le premier tour des présidentielles françaises. « Pourquoi fait-il tout ça ? Il risque d'ouvrir la boîte de Pandore », confie un ancien leader socialiste maghrébin.

Benjamin Stora conseille aussi au chef de l'État de rendre hommage à Gisèle Halimi, avocate des nationalistes algériens. « Nous devons sortir du déni et du non-dit pour empêcher le développement d'un prurit mémoriel malsain », estime l'Élysée, qui voit dans la démarche du chef de l'État une similitude avec celle de Jacques Chirac, qui avait reconnu le rôle de la France dans la rafle du Vél' d'Hiv et la déportation des juifs à l'été 1995.

Pour autant, Emmanuel Macron ne souhaite ni présenter d'excuses – qui ne sont d'ailleurs pas attendues par son homologue algérien – ni se livrer à un exercice de repentance – sur lequel il se sait attendu par l'extrême droite –, mais favoriser la reconnaissance des faits. Difficile travail pour trouver la « juste mémoire » chère à Paul Ricoeur, alors que celle-ci a tendance à diviser. C'est d'autant plus vrai que la guerre d'indépendance algérienne fut, avec celle d'Indochine, le plus dur conflit de la décolonisation française.

Ce rapport devrait toutefois permettre d'avancer sur des dossiers jusqu'à présent gelés, à l'instar des essais nucléaires français dans le Sahara et leurs conséquences, ainsi que sur la question des archives dites « de souveraineté », qui ont été rapatriées en métropole avant la fin de la guerre. Les premières réactions en Algérie au rapport Stora ont été plutôt sans appel. Le secrétaire général par intérim de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM), Mohand Ouamar Benelhadj, représentant les anciens combattants de la guerre d'indépendance (1954-1962), a accusé Benjamin Stora d'avoir « omis d'aborder dans son rapport les différents crimes coloniaux perpétrés par l'État français, de l'aveu des Français eux-mêmes ». « C'est un rapport révisionniste ! », va jusqu'à affirmer un diplomate algérien⁸.

De son côté, le président algérien Abdelmadjid Tebboune a nommé le docteur Abdelmadjid Chikhi, directeur général du Centre national des archives algériennes, pour mener ce travail avec Benjamin Stora. « Abdelmadjid Chikhi est un gardien de l'orthodoxie,

explique un diplomate français. Malgré l'engagement du président Tebboune, ce dur parmi les durs ne devrait rien lâcher sur les questions mémorielles. On devrait même buter sur l'ouverture des archives du côté algérien. » Nommé conseiller chargé des archives et de la mémoire auprès de la présidence algérienne, le 29 avril 2020, Chikhi s'est violemment attaqué à la France neuf jours plus tard, accusant l'ex-puissance occupante de « livrer une lutte acharnée contre les composantes de l'identité nationale », à savoir la langue arabe, l'islam et les coutumes et traditions ancestrales. Selon *Jeune Afrique*, il attend la restitution de toutes les archives nationales détenues par la France et des excuses pour sa colonisation de l'Algérie.

Autre travail mémoriel très attendu, celui sur les archives françaises concernant le Rwanda. Cet inventaire a été confié en avril 2019 à neuf chercheurs et historiens français qui ont accès à tous les documents disponibles (le fonds personnel de François Mitterrand à l'Élysée, ceux de la DGSE, du Quai d'Orsay, du ministère des Armées) pour la période de 1990 à 1994. Cette commission est présidée par le professeur Vincent Duclert, chercheur à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et professeur associé à Sciences Po, où il enseigne l'histoire globale des génocides et des processus génocidaires. Sa principale mission est d'analyser le rôle et l'engagement de la France durant cette période et de contribuer à une meilleure compréhension et connaissance du génocide des Tutsis, afin de répondre à une demande de l'opinion publique et des rescapés de la tragédie.

Mais les chercheurs travaillant sur le génocide n'ont pas digéré leur exclusion, à l'image de Stéphane Audoin-Rouzeau, historien de la Grande Guerre qui s'est ensuite intéressé à cet événement. Selon lui, cette décision est liée à ses positions sur l'armée française, notamment un article publié dans la revue *Esprit* sur le rapport Mucyo, rédigé par une commission d'enquête rwandaise travaillant sur l'implication des forces françaises durant le génocide. Le chercheur y affirme que « certaines accusations de ce rapport sur le comportement des soldats français (notamment de viols) ne

pouvaient pas être balayées d'un revers de main », ce que l'institution militaire ne lui aurait pas pardonné.

Sa consœur Hélène Dumas, dont il a dirigé la thèse sur le génocide rwandais publiée en 2013, a aussi été écartée. Jointe par *L'Opinion* en 2019⁹, elle avait exprimé « ses doutes sur l'indépendance d'une commission créée par le politique sur une question aussi sensible, sans spécialistes du génocide rwandais, ni de l'armée française, ni du pays ». Selon l'Élysée, « les nominations à la présidence de l'historien Vincent Duclert et des autres membres ont répondu à un choix méthodologique pour une analyse scientifique objective par des personnalités ayant des compétences en matière de gestion des archives et dans la connaissance des actes de génocide en général. De quoi surtout se mettre à l'abri des pressions des lobbys militaire et politique ».

Emmanuel Macron avait pris cet engagement mémoriel lors de la visite de Paul Kagamé en mai 2018. François Hollande avait déjà déclassifié des documents, mais leur accès était rendu difficile par le mécanisme des autorisations de chaque administration, ce qui entraînait des frustrations et le retour du débat à chaque anniversaire du génocide.

Le travail sur les archives françaises concernant le Rwanda s'est achevé deux ans après la commande du chef de l'État. La commission rendra public le rapport sur ce qu'elle aura exploité des archives pour la période 1990-1994 le 7 avril 2021. « Les membres de la commission ont eu accès à tout, mais nous n'interférons pas dans leur travail, assure la source élyséenne. Nous ne sommes là que pour dénouer des problèmes relatifs aux accès aux archives et résoudre les questions matérielles. » L'Élysée est d'autant plus sur le qui-vive que les relations avec l'armée française sur ce dossier sont tendues.

« À la publication de ce rapport qui devrait aller plus loin que celui rendu par Paul Quilès en 1998, ça devrait tanguer politiquement, estime un proche d'Emmanuel Macron. Chaque acteur baigne dans ses certitudes depuis vingt ans. La commission va bien sûr se faire taper dessus. Il y aura les thèses extrémistes des uns et des autres. Il y a des coups à prendre des deux côtés, mais nous voulons cet exercice de vérité et de transparence. »

Vainqueur de la guerre, Paul Kagamé impose depuis des lustres le récit mémoriel et dénonce la culpabilité de l'Occident. La France et la Belgique sont régulièrement pointées du doigt. Bruxelles a accepté de prendre sa part du fardeau, mais Paris restait jusqu'à présent drapé dans son honneur. Or Emmanuel Macron a décidé de faire de la réconciliation avec le Rwanda un axe majeur de sa politique africaine¹⁰. Le non-lieu prononcé par la justice française dans l'attentat contre l'avion de feu le président Habyarimana l'a aidé dans son dessein, disculpant les proches de Kagamé. Mais le chef de l'État français ménage aussi l'institution militaire, très sollicitée dans les opérations extérieures, et les responsables politiques de l'époque, de droite comme de gauche. Se voulant l'héritier d'une ligne gaullo-mitterrandienne, il consulte toujours Alain Juppé, qui était ministre des Affaires étrangères durant le drame, et Hubert Védrine, alors secrétaire général de l'Élysée.

En attendant la publication du rapport des chercheurs français, les relations se sont réchauffées. La France a envoyé un chargé d'affaires à Kigali avant de nommer un ambassadeur de plein exercice. L'AFD redémarre ses projets. Il y a un projet d'établissement de centre culturel. Et Emmanuel Macron pourrait se rendre à Kigali d'ici la fin de son mandat. Mais le président français sait que, sur ce dossier, il n'est pas le maître des horloges et que les réactions du président Paul Kagamé sont imprévisibles.

En revanche, Emmanuel Macron a eu plus de facilité à respecter sa promesse, faite lors de son discours à Ouagadougou en novembre 2017, de lever le secret-défense sur l'assassinat de l'ancien chef d'État burkinabé Thomas Sankara, le 15 octobre 1987. Un an après, la justice burkinabée a reçu les premiers lots de documents d'archives. Ceux-ci ont été transmis au juge en charge de l'enquête sur l'assassinat de l'ex-dirigeant. Les avocats ont pu les consulter.

La famille du défunt et ses proches collaborateurs semblent persuadés que Blaise Compaoré a commandité son assassinat – ce que ce dernier a toujours nié – avec la bénédiction de la France et de la Côte d'Ivoire. À l'époque, Félix Houphouët-Boigny et François Mitterrand sont au pouvoir, mais la France est en pleine

cohabitation, Jacques Chirac étant le Premier ministre. Mitterrand s'est rendu au Burkina Faso en 1986. Son homologue burkinabé l'agace avec ses discours anti-impérialistes, mais de là à le faire assassiner... Selon un témoin socialiste de l'époque, Mitterrand aurait même envoyé deux émissaires au président burkinabé pour le prévenir qu'il courait de grands risques.

L'ouverture et la restitution d'archives françaises sur les événements passés en Afrique ne doivent rien au hasard. « L'usage de la mémoire est une approche sentimentaliste de la relation diplomatique alors que celle-ci est plutôt marquée par la confrontation des points de vue et des intérêts, commente Franck Hermann Ekra. Emmanuel Macron est habité par l'universalisme républicain et veut donner l'image d'un prince réconciliateur de la coproduction franco-africaine. Pour lui, la France est une histoire, et pas simplement une géographie. Ancien disciple du philosophe Paul Ricœur, fin connaisseur du travail de Pierre Nora sur *Les Lieux de mémoire*, il a travaillé sur la mémoire et ses cadres sociaux. Il veut faire cohabiter les mémoires des deux côtés de la Méditerranée malgré les traumatismes du passé et les contingences du moment. » La finalité est la recherche de la réconciliation à travers ce que Paul Ricœur appelait la mémoire heureuse et le petit bonheur de la reconnaissance. En d'autres termes et au-delà du calcul politique, la France a une responsabilité morale et politique la poussant à favoriser les processus de justice transitionnelle et transnationale.

Paris n'est pas seul à ouvrir ses coffres-forts à secrets coloniaux. En Angleterre, Dan Hicks, dans *The Brutish Museums. The Benin Bronzes, Colonial Violence and Cultural Restitution*¹¹, plaide en faveur de la restitution des œuvres d'art spoliées par les Britanniques pendant la période coloniale. Professeur d'archéologie à l'université d'Oxford et conservateur du Pitt-Rivers Museum, il évoque notamment le cas emblématique des plaques du royaume de Bénin (aujourd'hui Benin City dans l'État d'Edo au Nigeria). Certaines de ces plaques se trouvent toujours au British Museum. « Un débat sur les œuvres d'art africaines volées et la diplomatie qui en découle pourrait voir le jour au Royaume-Uni », explique Vincent Hiribarren, maître de conférences en histoire de l'Afrique au King's

College de Londres, sur le blog Africa4 hébergé par le quotidien *Libération*. « D'ici début 2021, l'Institute of Art and Law devrait d'ailleurs produire de nouvelles recommandations pour les musées et galeries désireux de répondre à des demandes de restitution. Il faut cependant rester prudent : la politique générale de restitution ne risque pas de changer du jour au lendemain. Entre gestion de la pandémie et Brexit, ces discussions, si politiques soient-elles, pourraient facilement rester au second plan¹². »

En Belgique, le symbole de la restitution de restes humains restera sans doute dans l'histoire la dent de Patrice Lumumba ! La justice belge a répondu favorablement en juin 2020 à la demande de Juliana Lumumba, la fille du leader congolais assassiné en janvier 1961, de récupérer les reliques de son père : une dent ! Elle avait été saisie dans la famille d'un policier belge ayant contribué à dissoudre le corps de l'ancien Premier ministre congolais dans de l'acide. Le policier, Gérard Soete, avait témoigné en 2000 sur l'élimination du corps de Patrice Lumumba, près de Lubumbashi dans le Katanga alors sécessionniste, et sur la façon dont il s'était procuré plusieurs dents. Une restitution symbolique pour un enterrement officiel. Aucune analyse ADN n'a pu être effectuée sur la dent, afin de ne pas la détruire. La Belgique a constitué cet été une « commission spéciale » de dix-sept députés chargée d'examiner son passé colonial au Congo, au Rwanda et au Burundi. Ils doivent remettre leurs travaux d'ici le 16 juillet 2021 « quelles qu'en soient les conséquences ». L'ouverture d'un débat au niveau national sur le passé colonial de la Belgique tranche avec les initiatives françaises, qui dépendent encore très largement, à ce jour, du seul bon vouloir du président de la République.

L'initiative d'Emmanuel Macron sur la restitution des biens culturels s'inscrit dans une plus vaste approche de la valorisation de l'Afrique et des Africains. Le projet de loi adopté à l'Assemblée nationale française pour la restitution de premières œuvres est d'ailleurs *a minima* et engage peu l'avenir. Le continent n'a, en outre, pas manifesté un enthousiasme débordant pour l'initiative française, à l'exception des milieux artistiques déjà motivés. Pour mobiliser sur cette question, la France s'est rapprochée en novembre 2020 de la Fédération nationale des musées du Maroc (FNM) à travers la

signature d'une convention avec l'Agence française de développement (AFD). Objectif : valoriser le patrimoine muséal africain par la mise en place d'un réseau d'experts culturels français et africains (directeurs de musées, collectionneurs privés, cadres des ministères de la Culture...). L'idée est aussi de placer de l'expertise française afin de développer l'offre touristique et culturelle de ces pays.

Président de la FNM, le peintre franco-marocain Mehdi Qotbi est une des chevilles ouvrières de ce projet visant à la réconciliation des mémoires à l'heure où la manipulation et la désinformation battent leur plein sur les réseaux sociaux. En redonnant des cadres sociaux aux lieux de mémoire africains, Emmanuel Macron espère lutter contre la propension au révisionnisme de certains de ses détracteurs.

Les vrais pièges pour le Président se polarisent sur deux autres engagements : l'écriture à quatre mains du récit mémoriel de la France avec l'Algérie et l'ouverture des archives sur le Rwanda. Deux champs de mines de l'histoire de la France avec l'Afrique.

La diplomatie sportive à l'épreuve

Emmanuel Macron n'aime rien tant que la victoire. À la 18^e minute du match entre la Croatie et la France lors de la finale de la Coupe du monde, le 15 juillet 2018, le Président bondit de son siège avant de brandir, extatique, les deux poings serrés vers le ciel, provoquant le sourire des autres personnalités, plus stoïques, présentes dans la tribune présidentielle. Il s'agit du premier but de l'équipe de France, inscrit contre son camp par Mario Mandžukić. Le chef de l'État ira ensuite congratuler les joueurs dans le vestiaire et les recevra quelques jours plus tard à l'Élysée, après une descente des Champs-Élysées du bus de l'équipe, encadré par un Alexandre Benalla qui n'a pas encore connu les affres de la broyeuse politique.

Les médias français en font des tonnes sur ces sportifs nés au-delà de la Méditerranée et qui ont fait le bonheur des Français le temps d'un championnat d'Europe ou, cerise sur le gâteau, d'une Coupe du monde. Cela a commencé avec la bande à Platoche avant la génération Zizou. Lors de la Coupe du monde en France en juillet 1998, Jacques Chirac veut ripoliner son image à travers les exploits de Zinedine Zidane et de ses coéquipiers. Maître en l'art de la récupération politique, il manifeste son enthousiasme jusqu'à la victoire finale. Il est omniprésent, au contraire de Lionel Jospin, plus effacé et moins à l'aise dans le contact avec les sportifs alors qu'il est pourtant très féru de football. C'est « Chichi » qui remet l'ex-coupe Jules-Rimet, le 12 juillet, dans les mains de Didier Deschamps au stade de France et embrasse le crâne de Fabien Barthez. Deux jours plus tard, les Bleus sont invités à la Garden

Party de l'Élysée. « Je remets à tous les Français la Coupe de France... du monde, bien sûr ! » déclare le chef de l'État, qualifié de vingt-troisième homme des Bleus, comme le numéro de son maillot de l'équipe de France qu'il a revêtu durant les matches. La génération « black, blanc, beur » est née. Fin juillet, Jacques Chirac atteint des sommets de popularité, oscillant entre 59 et 68 % de bonnes opinions.

Son lointain successeur, Emmanuel Macron, sait aussi surfer sur la vague bleue et aime s'afficher avec la bande des Pogba et consorts. Cela permet de véhiculer une image positive de la France et de faire oublier, pour un temps, la fracture des jeunes issus de l'immigration. À la réception de l'Élysée, Paul Pogba invite le Président à immortaliser la scène à sa manière. « La Pioche » se filme d'abord dans le bureau du chef de l'État avant de lui demander une dernière faveur. « Monsieur le Président, merci beaucoup. Si c'est possible, un petit dab... », lui lance-t-il. Et les deux hommes de s'exécuter aussitôt, une vidéo mise en ligne par le milieu de Manchester United qui deviendra virale sur Instagram.

Un peu plus de deux mois plus tard, les journalistes de France 24, RFI et *Le Monde* sont à Conakry. Ils effectuent un déplacement éclair à l'occasion du soixantième anniversaire de l'indépendance de la République de Guinée, proclamée le 2 octobre 1958. Ils ont obtenu une interview conjointe du président Alpha Condé, qui est à deux ans de la fin de son deuxième et dernier mandat constitutionnel. L'entrevue se déroule au palais Sékhoutouréya, siège de la présidence. Avant de se lancer dans la séquence de questions-réponses, les journalistes proposent au chef de l'État de revisionner le passage de l'équipe de France à l'Élysée. On y voit Paul Pogba, d'origine guinéenne, enflammer la foule. « J'ai entendu qu'on était champions. Est-ce que c'est vrai ? s'amuse le milieu de terrain. Donc, on est parti sur le terrain et on a tout cassé. » Avant d'inviter les heureux participants de la petite sauterie élyséenne à scander avec lui : « Et pour la France... Hip hip hip, hourra ! », symbole de la joie mêlée à la réussite. En arrière-plan, le chef de l'État guinéen affiche un sourire contrit.

« Qu'avez-vous ressenti à ce moment-là et qu'est-ce que cela dit de la relation entre la France et la Guinée ? » embraie une

journaliste. Politicien madré, Alpha Condé préfère parler des gloires du football guinéen et de l'admiration de la jeunesse guinéenne pour le champion du monde, tout en regrettant qu'il ne joue pas pour l'équipe nationale. Bon prince, il se dit néanmoins réjoui de la victoire de la France, avec laquelle son pays a une longue histoire, faite d'entente et de conflit. Et de conclure par un clin d'œil sur les aspects positifs de l'immigration. Les journalistes continuent sur les violences en Guinée, le besoin de justice, les questions liées à son avenir politique. Alpha Condé ne tarde pas à sortir de ses gonds, lui qui pensait être interrogé sur la symbolique du soixantième anniversaire de son pays. Il leur reproche alors d'être « venus avec des idées arrêtées » et de méconnaître la Guinée. Son ire redouble lorsqu'une question lui est posée sur son pays « qui n'a pas décollé ». « Je suis choqué de vous entendre dire que la Guinée n'a pas émergé ; je suis choqué, franchement. Je suis choqué ! s'emporte le dirigeant... L'histoire de la Guinée ne se ramène pas à la violence. » Dans l'entourage du chef de l'État, on explique alors que le président n'a pas voulu se faire déposséder de sa cérémonie et n'a pas aimé la condescendance de ses interlocuteurs : « Ces journalistes n'ont pas compris que la Guinée s'apprêtait à fêter le non à de Gaulle de 1958. »

Un an plus tard à l'Élysée, Emmanuel Macron célèbre encore la victoire de Paul Pogba, Ngolo Kanté, Kylian Mbappé. Retour à la Présidence pour une remise de Légion d'honneur. Et Macron de taquiner encore le Français d'origine guinéenne, dont il souligne le tempérament « calme, posé et taciturne », à l'opposé de sa personnalité, provoquant une salve de rires.

Ex-joueur de l'équipe de foot de l'ENA, le chef de l'État a compris l'importance politique d'un sport planétaire. Peut-être a-t-il relu la longue interview que Platini a accordée à Marguerite Duras en 1987 pour *Libération*. L'écrivaine et le joueur y débattent de l'impact de leurs réalisations respectives. Marguerite Duras s'enorgueillit d'avoir été traduite dans vingt langues. La réplique du footballeur ne se fait pas attendre : « Les matches internationaux dans lesquels j'ai joué avec la Juventus de Turin ont été connus jusque dans les favelas de Rio. »

« Ce qui est nouveau, explique une source élyséenne au début du mandat de Macron, c'est que l'on va impliquer le maximum de ministères dans la politique africaine de l'Élysée. Cela concerne l'éducation, l'agriculture, la culture, le sport. Cette stratégie sera notamment déclinée avec l'aide des diasporas. Il y a quelque chose à construire autour des Jeux olympiques que Paris accueillera en 2024. » Sous Laurent Fabius, un poste d'ambassadeur du sport a été créé au Quai d'Orsay, ce qui a suscité au début des résistances au sein de cette vieille maison chargée de la politique étrangère. « Laurent Fabius a dû mettre au pas l'administration pour imposer cette culture », note Pascal Boniface, directeur général de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et auteur de nombreux ouvrages sur le football. Ce poste d'ambassadeur est aujourd'hui confié à la triple championne du monde de karaté Laurence Fischer. « Nous voulons aussi mettre en avant les sportifs africains à l'occasion de la préparation des Jeux olympiques de Paris 2024 », souligne la source élyséenne. Ce dossier est suivi par Sophie Lorient, directrice des relations internationales au Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

L'Élysée pense surtout le sport comme outil de *soft power*. Ses responsables souhaitent canaliser les flux financiers pour en faire un vecteur d'investissement et de développement en Afrique. Emmanuel Macron poursuit deux objectifs. Il s'agit de faire venir l'AFD sur le terrain du sport, de le définir comme un axe fort du partenariat avec l'Afrique et de construire un savoir-faire. Rémy Rioux, directeur général de l'AFD, est très engagé dans ce combat et a nommé une responsable sport au sein de son agence. L'AFD finance de plus en plus de programmes éducation-sport et intègre ce volet dans ses projets d'aménagement urbain. L'autre objectif est d'appuyer les sportifs binationaux qui mènent des projets de coopération vers l'Afrique pour que leurs initiatives atteignent leur maturité. Ces sportifs le font souvent à petite échelle et ne sont pas suivis par les investisseurs. « L'idée est de leur apporter le soutien des bailleurs publics, précise la source élyséenne. Nous travaillons avec quelques acteurs comme Didier Drogba et Abedi Pelé. Nous espérons avoir des résultats d'ici la fin du mandat. »

Le refrain de la diplomatie sportive sera joué le 28 février 2018 lors de la visite du président libérien, George Weah, à Paris. C'est la première visite hors d'Afrique de l'ancien Ballon d'or depuis son élection. Il a choisi la France, lui qui a fait les beaux jours de Monaco, de Marseille et du PSG. L'Élysée profite de l'occasion pour concocter une séquence très sportive. Emmanuel Macron le reçoit pour un déjeuner de travail auquel il a convié les footballeurs Didier Drogba et Kylian Mbappé, le président de la Fédération française de foot (FFF), Noël Le Graet, le patron de la FIFA, Gianni Infantino, ainsi que la ministre des Sports, Laura Flessel. La séquence médiatique, des discours à la photo de famille, est réglée comme du papier à musique.

« C'était vraiment un déjeuner exceptionnel à l'Élysée avec mes copains footballeurs, Didier Drogba, Kylian Mbappé... et tous les représentants du football français. On était une quarantaine autour de George Weah et d'Emmanuel Macron », se remémore « Jimmy », *alias* Jean-Marc Adjovi-Boco, le footballeur attitré du Conseil présidentiel pour l'Afrique¹. Un bon souvenir pour les participants. Lors de ce déjeuner « foot », Emmanuel Macron a dévoilé sa diplomatie d'influence sportive. Il a annoncé le lancement d'une « plateforme de transformation par le sport » en Afrique, dotée d'un budget initial de 15 millions d'euros, qui financera « des projets venus du terrain ». Comme, par exemple, la construction d'infrastructures, la fourniture d'équipements sportifs, des programmes de formation ou d'aide à la création d'entreprises. La plateforme, dont les contours restent encore flous, devait être pilotée par l'Agence française de développement (AFD) et la Banque africaine de développement (BAD), avec le soutien de la FIFA.

Un modèle qui n'a pas convaincu Jean-Marc Adjovi-Boco, qui s'en est publiquement ouvert au patron de l'AFD. Pour le footballeur béninois, qui a créé en 2003 avec ses amis Bernard Lama et Patrick Vieira une pépinière à champions – le Centre de formation de Diambars au Sénégal –, cette future « Agence africaine pour le sport et le développement » devrait être contrôlée par les Africains. Son ambition était de fédérer toutes les institutions du football et des sponsors dans un cadre public-privé, mais avec le financement de la BPI, tout en gardant le contrôle du projet. Loin de l'Agence française

de développement... Même s'il nie que cette divergence soit à l'origine de son départ amiable du CPA, Jean-Marc Adjovi-Boco est parti poursuivre ses projets d'agence panafricaine dans son propre pays, le Bénin. Il est devenu le conseiller technique du ministre des Sports. De nombreux autres sportifs se plaignent du lourd « parrainage » français, mais peu ont les marges d'expression de Jean-Marc Adjovi-Boco.

Nouveau « chouchou de la France », Paul Kagamé a aussi compris l'importance du football et pourrait enclencher un partenariat sportif avec son nouvel ami Emmanuel Macron. Fan d'Arsenal, son gouvernement a conclu un contrat de 34 millions d'euros avec le club anglais en mai 2018 pour promouvoir le tourisme rwandais sur les maillots des joueurs. Il a récidivé avec le PSG en 2020 en sponsorisant les maillots d'entraînement du club parisien, grand rival de l'OM cher au président français, sur lesquels figure le slogan « Visit Rwanda ». Une stratégie qui suscite des controverses. Certains parlementaires de pays donateurs d'aide au développement au Rwanda s'interrogent sur l'opportunité de dépenser une telle somme. D'autres en profitent pour dénoncer un régime rwandais liberticide qui n'aurait pas sa place sur les maillots de foot.

Beaucoup d'anciennes colonies françaises ont organisé leur politique sportive sur le modèle français. La France avait déjà jeté quelques bases durant la colonisation et a poursuivi une coopération dans ce domaine, une fois les indépendances acquises. L'envoi de coopérants dans l'ancien pré carré a permis de structurer certaines filières tandis que les meilleurs athlètes africains étaient reçus dans des pôles d'excellence comme l'Insep. En 1981, Marie-George Buffet a pris des mesures pour tenter d'enrayer l'exode des sportifs des pays pauvres. Mais sans jamais vraiment y parvenir. Une fois en Europe, une majorité de sportifs africains choisissent de poursuivre leur carrière dans les meilleurs clubs. L'appui au développement du sport en Afrique a diminué du fait de la réforme du ministère de la Coopération, à partir du gouvernement Balladur. L'Élysée compte la relancer dans la perspective des Jeux olympiques à l'horizon 2024 à Paris. L'ambition est de permettre à davantage de sportifs du

continent de pouvoir bénéficier des structures de formation et d'entraînement de l'élite en France.

Deuxième sport pratiqué en Afrique, le basket-ball est aussi très populaire. Le public y regarde moins le championnat de France que les prouesses des joueurs de la NBA, de LeBron James à Stephen Curry. Cela tombe bien, la NBA mène une politique de promotion du championnat américain. L'AFD – dont le directeur général, Rémy Rioux, est un fan de basket – a officialisé un partenariat avec la célèbre ligue américaine de basket-ball lors du voyage d'Emmanuel Macron au Nigeria, les 3 et 4 juillet. Ce partenariat vise à construire des infrastructures sportives. Un an plus tard, fin juin 2019, l'agence française inaugure un terrain de basket-ball dans un quartier populaire de Casablanca, à Zenata. Ian Mahinmi, le pivot des Washington Wizards, a fait le voyage pour promouvoir l'événement. La NBA apporte son appui pour développer la Ligue Junior NBA pour garçons et filles. Un investissement pour l'avenir auprès de jeunes qui seront de futurs consommateurs de la ligue américaine et des produits dérivés. La ligue et ses équipes ont franchi un cap en 2018, avec plus de 1,1 milliard de dollars de chiffre d'affaires. En janvier 2020, le Palais omnisports de Bercy a accueilli un match de saison régulière de la NBA. En marge de cet événement, l'AFD et la NBA organisent une conférence pour présenter la Basket-ball Africa League (BAL), créée en février 2019, et évoquer la professionnalisation du sport en Afrique. La NBA bénéficie ainsi du soutien du réseau des agences de l'AFD en Afrique.

Un mois plus tôt, Emmanuel Macron a de nouveau foulé les terrains de sport en bras de chemise. Cette fois, il est à Koumassi, quartier populaire d'Abidjan. Il y retrouve Didier Drogba, la star du ballond rond invitée à déjeuner à l'Élysée un an plus tôt. Habitué à « chauffer » les foules, l'animateur ivoirien évoque un « événement historique » à l'arrivée du président français. Des pom-pom girls coiffées de perruques aux couleurs de la France et de la Côte d'Ivoire entament alors une chorégraphie tandis qu'une fanfare joue en boucle « Joyeux anniversaire ». Macron fête ses 42 ans. Après avoir salué de jeunes sportifs, il se dirige sur le terrain avec Drogba pour donner le coup d'envoi d'un match de foot avant d'aller assister à une démonstration de taekwondo. Une séquence à forte retombée

médiatique pour un investissement modeste. Emmanuel Macron a inauguré un complexe sportif financé par la France à hauteur de 850 000 euros. Le sport devait aussi être mis en avant lors du sommet Afrique-France, déplacé finalement de Bordeaux à Montpellier et reporté à juillet 2021 en raison de la crise sanitaire. De nombreux acteurs de l'écosystème sportif devraient être présents, notamment des start-up et des ONG menant des actions d'aide au développement par le sport.

Les joueurs africains continuent à venir grossir les rangs des clubs européens, rendant souvent assez insipides les championnats nationaux. Ceux du précarré francophone posent fréquemment leurs valises en France, ce qui répond à un choix avant tout économique. Ils sont détectés de plus en plus tôt et sont souvent naturalisés. Les meilleurs d'entre eux optent pour l'équipe de France. Premier joueur subsaharien à porter le maillot bleu, le défenseur Raoul Diagne est le fils du député du Sénégal et maire de Dakar, Blaise Diagne, et de Marie-Odette Villain, une Française de métropole ; il voit le jour à Saint-Laurent-du-Maroni, en Guyane française, le 10 novembre 1910. « Diagne fait son droit tout en jouant au football dans les rangs du Racing Club de France, avant de franchir le pas du professionnalisme avec la section football du premier club français en 1932, explique Paul Dietschy dans la revue *Afrique contemporaine*². Un an plus tôt, il est sélectionné pour la première fois en équipe de France au poste d'arrière gauche pour un match amical disputé et perdu face à la Tchécoslovaquie. » Cette même année, son père devient le premier Noir à se voir confier un poste de ministre en France, en tant que sous-secrétaire d'État aux Colonies. Bien introduit dans la bourgeoisie parisienne, il incarne alors la figure de l'« assimilé ». Raoul Diagne porte le maillot national à dix-huit reprises. Et ouvre la voie à d'autres joueurs naturalisés d'Europe de l'Est, d'Amérique du Sud et d'Afrique. L'équipe de France devient progressivement un creuset national et un outil d'une inestimable force pour promouvoir, de Jacques Chirac à Emmanuel Macron, un récit fantasmé de l'unité française, quels que soient son origine, sa religion ou son statut social.

« À la différence de Chirac qui souhaitait être sur la photo, Emmanuel Macron aime vraiment le sport, le foot en particulier et

son club fétiche de l'OM, assure Pascal Boniface. Tous les présidents assistent à la finale de la Coupe de France. Emmanuel Macron descend sur la pelouse même s'il doit se faire siffler. Il a aussi compris l'attrait du sport chez les Africains. L'équipe de France de football est un passeport diplomatique pour promouvoir le rayonnement mondial de son pays. » Mais cet amour du sport ne se traduit pas sur le plan budgétaire : entre 2017 et 2019, la loi de finances initiale est passée de 533 à 433 millions d'euros. Le sport dépend largement de la manne des jeux et des paris sportifs. « La politique sportive a peu évolué depuis Nicolas Sarkozy. On rattache toujours le sport à l'éducation, notamment *via* l'Union nationale du sport scolaire. Comme ses prédécesseurs, le président Macron ne donne pas les moyens financiers nécessaires à son développement, alors qu'il a bien compris que c'est un ascenseur social. Le budget du sport est même une variable d'ajustement pour les autres ministères. Un an après l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée, Matignon a demandé au ministère des Sports de prévoir la suppression de 1 600 postes d'ici 2022. Le sport, en fait, n'est pas vraiment un sujet pour les dirigeants français. »

À l'instar de la culture (Saison Africa 2020-2021 en France), le sport est valorisé sous l'angle d'une diplomatie d'influence sans égale, mais avec très souvent les moyens du sponsoring privé.

Réforme de l'islam : l'Afrique en miroir

Conflans-Sainte-Honorine, Nice... En ce mois d'octobre 2020, la France est à nouveau endeuillée par les crimes barbares de terroristes islamistes. Les deux jeunes meurtriers, un Tchétchène de 18 ans, Abdoullakh Anzorov, qui a assassiné le professeur Samuel Paty, et un Tunisien de 21 ans, Brahim Aouissaoui, qui a tué trois personnes à la basilique Notre-Dame-de-l'Assomption, sont des migrants. Ils semblent avoir agi pour des motivations purement religieuses, à la suite de la publication de nouvelles caricatures de Mahomet. Ces primo-arrivants déconnectés de leur nouveau milieu culturel ont voulu venger l'offense faite au Prophète, de leur propre chef ou obéissant à des consignes transmises par des idéologues extrémistes. La symbolique des lieux, le moment choisi et les cibles ont été arrêtés à l'avance.

En Tunisie, le gouvernement a condamné ces attentats. C'est la deuxième fois, après l'attaque meurtrière au camion-bélier en juillet 2016, qu'un ressortissant tunisien passe à l'acte dans la préfecture des Alpes-Maritimes, voie d'accès privilégiée par les migrants arrivés dans les îles italiennes comme Lampedusa. Les intellectuels de ce pays, les modernistes, les libéraux, sont horrifiés par ce crime odieux. Beaucoup ont apprécié le discours de fermeté, quelques jours plus tôt, du président Macron aux Mureaux. Mais d'autres, sensibles à une opinion conservatrice et religieuse, n'ont pas aimé les insultes au Prophète et la prise de parole du chef de l'État français, qui a dit ne pas vouloir renoncer aux caricatures.

La publication de ces dessins, les débats ouverts à l'école sur le sujet et la réponse de l'État français ont suscité de vives réactions, allant de l'indignation à la condamnation, dans les pays du Golfe, au Maghreb, au Sahel et en Asie. Face à ces manifestations, le président français a donné une longue interview à la chaîne qatarie Al Jazeera pour apaiser les esprits, en disant comprendre que les caricatures puissent « choquer ». Dans la foulée, Emmanuel Macron a mobilisé la presse anglo-saxonne pour « lever les malentendus » sur le modèle français de laïcité. Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a été chargé de poursuivre dans les pays d'Afrique du Nord le travail d'explication sur la liberté d'expression « à la française ». Au Maroc, où un communiqué des Affaires étrangères avait affirmé que « la liberté d'expression ne saurait, sous aucun motif, justifier la provocation insultante et l'offense religieuse de la religion musulmane », Jean-Yves Le Drian a été reçu le 9 novembre non seulement par son homologue, Nasser Bourita, mais aussi par le ministre marocain des Affaires islamiques, Ahmed Toufiq. Dans le huis-clos des tête-à-tête, des sujets stratégiques ont été abordés pour contrer l'extrémisme religieux et la montée de l'islam politique dont la Turquie se veut le promoteur. La France comptait jusqu'à présent sur l'Institut Mohammed-VI pour la formation des imams et des mouchidates (prédicatrices) français à Rabat. Mais le projet de loi sur le séparatisme, adopté par l'Assemblée nationale en février 2021, met fin à l'imamat consulaire à partir de 2024. Dans les débats d'examen de cette loi, plusieurs députés sont montés au créneau pour empêcher le rachat de mosquées par des États étrangers. Ces cessions par les associations musulmanes françaises à des tiers étrangers se développent en raison de la crainte des communautés locales de perdre l'usage de lieux qu'elles ont financés, du fait de la dissolution d'une association ou d'une fermeture.

En France, les fédérations musulmanes proches du Maroc contrôlent environ 700 mosquées sur les 2 500 répertoriées, alors que la diaspora est estimée à 1,3 million de personnes. Rabat garde ainsi une influence et contrecarre celles de la Turquie, de l'Algérie ou des monarchies du Golfe... C'est aussi un moyen de contrôle sécuritaire, les services de renseignement du royaume ayant leurs

« oreilles » dans ces lieux de culte. La France ferme les yeux, recueillant au passage de précieuses informations. En 2016, le ministère des Habous et des Affaires islamiques avait alloué une enveloppe de 6 millions d'euros pour financer les mosquées en France et rémunérer trente imams détachés. Le royaume a aussi créé, en 2010, un conseil européen des oulémas marocains à Bruxelles. « C'est le dynamisme de la diplomatie religieuse du royaume qui pose question, notamment au détriment de l'Algérie, à l'heure où le gouvernement affirme vouloir réduire les influences étrangères, confie Hakim El Karoui, président de l'Association musulmane pour l'islam de France (Amif). Mais la question concerne aussi les autres influences étrangères. Il faut que la construction des mosquées soit financée par une structure indépendante comme celle de l'Amif ¹. »

En Algérie, c'est le Haut Conseil islamique qui avait fustigé « une campagne virulente » en France contre l'islam, tandis qu'en Libye des dizaines de personnes ont brûlé, à Tripoli, une effigie d'Emmanuel Macron et un drapeau français, après des manifestations dans plusieurs villes. L'Afrique subsaharienne a également connu de grands rassemblements de protestation contre l'« islamophobie » en France et les « caricatures du prophète Mahomet dans les médias européens », en particulier au Sénégal et au Mali. Ces manifestations n'étaient toutefois pas différentes de celles qui avaient été organisées dans les pays d'Afrique de l'Ouest en 2015, au moment des attentats de Paris. Au Sénégal, un millier de personnes avaient manifesté à Dakar, le 16 janvier 2015, et des drapeaux français avaient été brûlés devant l'ambassade. La veille, en Algérie, des milliers de personnes avaient défilé à l'appel de dirigeants du Front de l'éveil islamique salafiste (ex-Front islamique du salut), en brandissant des pancartes « Nous sommes avec Mohammed ».

Au Niger, la venue à Paris du président Mahamadou Issoufou pour la grande marche « Je suis *Charlie* » avait suscité une vague d'indignation, instrumentalisée par les religieux et l'opposition, dénonçant cette présence comme un soutien aux caricatures blasphématoires du Prophète... Ce pays avait vécu ensuite deux journées très violentes à Zinder et à Niamey. Des églises, des bars,

le siège d'Orange et le Centre culturel français de Zinder avaient été saccagés. C'était la première fois au Niger que la religion chrétienne était attaquée si violemment, dans un pays où la cohabitation religieuse était habituellement pacifique.

« À Paris, on peut se permettre d'en faire une question de principe, au nom du droit à la libre expression, du droit à la caricature et du refus de céder aux intégristes », expliquait alors l'anthropologue Jean-Pierre Olivier de Sardan, fondateur du Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local (Lasdel) au Niger. « À Niamey, à Bamako ou à Istanbul (où, pour la majorité des gens, la question de principe est très différente : la liberté d'expression s'arrête là où le blasphème commence), on est par contre bien obligé d'en faire une question politique, et donc de se demander quelles vont en être les conséquences, à qui cela profite, et qui va en être victime. Les réponses sont hélas claires : cela profite aux intégristes et ce sont les non-musulmans et les musulmans modérés qui en sont les victimes². »

Après l'assassinat de Samuel Paty, les dirigeants africains n'ont pas été invités à Paris et, sur le terrain, le Quai d'Orsay a recommandé la plus grande prudence aux ressortissants français, craignant des attentats à leur encontre. Car, dans toute la bande sahélienne, le radicalisme religieux gagne du terrain. Au Mali, l'islam modéré malikite, pourtant majoritaire, ne parvient pas à éteindre la voix des wahhabites qui sont influents dans le Haut Conseil islamique. Au Burkina Faso, les medersas se développent, souvent hors de contrôle des autorités. Le Niger fait aussi face à la montée de l'obscurantisme. Et le conservatisme social est plus fort au Sénégal qu'il y a dix ans.

En France, on pointe du doigt la responsabilité des pays du Golfe (Qatar et Arabie saoudite, eux-mêmes en compétition) et de la Turquie, qui dévoient la pratique de l'islam au sud du Sahara, ce qui n'est pas sans susciter des conflits sociétaux au sein même des communautés musulmanes sur les pratiques religieuses. « Les hommes d'affaires turcs emmènent deux choses dans leurs valises quand ils viennent faire du business en Afrique : le prosélytisme des Frères musulmans et la promotion d'un modèle autocrato-libéral

incarné par le président Erdoğan, assure un proche d'Emmanuel Macron³. Au niveau des ambassades, la priorité d'Ankara est de faire fermer les écoles gülenistes⁴. Les officiels turcs prennent aussi langue avec les confréries et les leaders religieux africains pour diffuser un islam officiel. »

Pour l'instant, il n'y a pas encore de grand parti de la mouvance des Frères musulmans formellement identifié au sud du Sahara. Mais les choses pourraient évoluer. « Nous allons faire face à des poussées d'islam politique au Mali, au Burkina et au Niger, reconnaît ce proche du Président. L'étendue de la percée des partis islamiques dépendra de l'offre politique alternative qui sera proposée aux citoyens. L'équation pour la France est de faire émerger cette offre en promouvant des leaders politiques prometteurs en Afrique de l'Ouest que l'on s'efforce de bien traiter », précise cette source. L'idée est en fait d'aider la nouvelle génération de leaders laïques et francophiles, pour en faire la prochaine relève, alors que les dirigeants de l'Internationale socialiste sont en fin de parcours en Afrique de l'Ouest. « Il faut promouvoir des personnes bien formées qui ne sont pas dans l'idéologie islamique et dans la lutte postcoloniale, ou qui connaissent mieux la France que leur propre pays, poursuit ce proche d'Emmanuel Macron. Ces personnalités sont identifiées par l'Élysée, les ambassades, le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du Quai d'Orsay. Si nous ne réussissons pas, des imams comme Mahmoud Dicko au Mali vont rafler la mise sur le plan politique. »

Personnalité très populaire dans son pays, ce leader religieux salafiste a aidé le président Ibrahim Boubacar Keïta à accéder au pouvoir en 2013, puis a contribué à la chute de son régime, le 18 août 2020, au sein du mouvement révolutionnaire du 5 juin, finalement doublé par les putschistes. Ancien professeur d'arabe de 66 ans, originaire de la région de Tombouctou, formé au wahhabisme à Médine en Arabie saoudite, Mahmoud Dicko manie l'ambiguïté à dessein en s'inspirant du pape François. « Le plus grand politique de notre temps, c'est qui ? », demandait-il lors de L'Autre Forum de Bamako en février 2021. « C'est le Pape, c'est un chef d'État. S'il vient au Mali, ce n'est pas un imam qui va aller l'accueillir, mais c'est le président de la République. Et ils parleront

de toutes les questions qui concernent la République. Pourquoi vous acceptez que le Pape le fasse et que nous ne puissions pas parler de la gestion de la vie de notre nation ? » Selon lui, les musulmans ont le droit d'être aussi influents que les juifs et les chrétiens en Occident.

Fin analyste de l'évolution des mœurs, Mahmoud Dicko sait fédérer, pour faire barrage à un projet de loi, une réforme gouvernementale ou la publication d'un manuel scolaire pas à son goût. Son influence s'est affirmée à partir de 2008, lorsqu'il a pris la tête du Haut Conseil islamique malien, créé six ans plus tôt. Il y restera jusqu'en 2019, lorsque le prêcheur malikite Chérif Ousmane Madani Haïdara lui succède. L'imam rigoriste a depuis lancé la Coordination des mouvements, associations et sympathisants (CMAS), lieu de rassemblement de ses fidèles. Habile tacticien, il loue aujourd'hui les vertus de la laïcité à la malienne : « Les gens ont cohabité, le féticheur par-là, le marabout par-là, l'imam par-là, d'autres là-bas, ça n'a jamais posé de problème. Nous avons eu toujours l'intelligence de manager ces choses-là ensemble. »

Pour les responsables français, l'imam Dicko mène une stratégie d'entrisme politique sous couvert d'un combat pour la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption. Son influence est réelle. Il a pu faire nommer plusieurs ministres dans le gouvernement de transition. « L'imam Dicko joue politiquement pour lui-même, affirme le proche du président français. S'il accède au pouvoir, il projette de faire la paix avec les terroristes, avec lesquels il est déjà en discussion. Nous ne sommes jamais parvenus à faire dévier, au Mali comme ailleurs, un islamiste de son agenda. Pourtant, l'islam qu'il incarne est minoritaire. Le seul *game changer* serait d'avoir un leadership politique au Mali qui fasse bouger le pays. Il faut une nouvelle génération d'acteurs politiques honnêtes et soucieux du développement de leur pays, comme Boubou Cissé et Moussa Mara [deux jeunes anciens Premiers ministres], car, dans d'autres endroits du monde, nous avons vu ce que l'agenda de la bonne gouvernance islamiste a produit. »

Équation finalement très compliquée pour Paris, dans des pays qui ont tendance à vivre sous des régimes de plus en plus autoritaires. Car compter sur la nouvelle génération africaine pour

une reprise en main d'un islam sorti des griffes du salafisme est un pari qui est loin d'être gagné.

Dans l'Hexagone, depuis sa prise de fonction à l'Élysée, Emmanuel Macron réfléchit à la manière de domestiquer le culte musulman. « La France a une histoire cléricale, comme la Russie et l'Iran, confie l'historien Pierre Vermeren⁵. Les autorités pensent que les Églises fonctionnent avec une structure pyramidale. À l'époque coloniale, elles se sont rendu compte qu'il n'en existe pas dans l'islam sunnite, et ont créé une hiérarchie islamo-administrative. Elles ont traité avec le sultan du Maroc, et inventé cette hiérarchie en Algérie. Puis la question de l'islam a été évacuée dans les années 1960-1970, avant de réémerger avec l'affaire du voile en 1989. Les musulmans étaient alors sous l'influence des pays d'origine, comme le Maroc de Hassan II. Jean-Pierre Chevènement, Charles Pasqua puis Nicolas Sarkozy, plutôt bonapartistes sur ce plan, ont voulu un interlocuteur en recréant une structure et une hiérarchie, d'où finalement le CFCM [Conseil français du culte musulman]. Le pari était d'organiser l'islam de France comme une Église. C'est plutôt un échec, car les groupes organisés, soutenus par l'Algérie, le Maroc ou les Frères musulmans, y ont pris le pouvoir. Du coup, le CFCM est sous influence. » Or, dans l'esprit de beaucoup de politiques et responsables d'administration français, la question du culte musulman est associée aux questions de migrations et de politiques de natalité.

Le 8 juillet 2017, lors d'une des premières sorties internationales au sommet du G20 à Hambourg, un journaliste ivoirien connu pour son culot, Philippe Kouhon, s'empare du micro devant l'œil rieur d'Évelyne Richard, l'ancienne doyenne de l'Élysée en charge de la presse lors des voyages officiels. Il demande au chef de l'État comment l'Occident peut « sauver » l'Afrique. Réponse de ce dernier : « Le défi de l'Afrique, il est totalement différent. Il est beaucoup plus profond, il est civilisationnel aujourd'hui. Quels sont les problèmes en Afrique ? Les États "faillis", les transitions démocratiques complexes, la transition démographique... Quand des pays ont encore aujourd'hui sept à huit enfants par femme, vous pouvez décider d'y dépenser des milliards d'euros [en aide publique

au développement], vous ne stabiliserez rien. » Des propos qui ont suscité l'ire de nombreux intellectuels africains, d'autant que le chef de l'État avait, peu de temps auparavant, plaisanté sur les kwassakwassa, ces embarcations de fortune utilisées par les migrants de l'archipel des Comores pour rejoindre le département français de Mayotte.

Mais le Président récidivera, lors de sa longue interview en avril 2018 avec les journalistes Edwy Plenel et Jean-Jacques Bourdin. Il défendra les propos de celui qui était alors ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, qui avait parlé de « submersion migratoire ». Et citera à deux reprises *La Ruée vers l'Europe. La jeune Afrique en route pour le Vieux Continent*⁶, ouvrage de Stephen Smith très présent dans le débat public. Enseignant à l'université de Duke, aux États-Unis, où il a organisé des conférences sur les migrations internationales avec des intellectuels comme le philosophe et historien Achille Mbembe et le professeur d'anthropologie culturelle Charles Piot, Stephen Smith parle d'une Europe qui va « s'africaniser » en raison du déséquilibre démographique et des richesses entre les deux régions du monde. Après la démission de Gérard Collomb, qui s'éloigne pour regagner sa ville de Lyon, Emmanuel Macron est lui à l'écoute d'un autre ancien ministre de l'Intérieur : Jean-Pierre Chevènement.

C'est justement sur le thème de « L'immigration et l'intégration » que le président de la Fondation Res Publica anime le 2 juillet 2019, à la Maison de l'Amérique latine, un séminaire en comité très restreint pour entendre un homme dont la profession est de ne pas parler : Pierre Brochand, ancien directeur général de la DGSE, de 2002 à 2008. « Monsieur Brochand m'a demandé de pouvoir s'exprimer longuement. Les autres intervenants nous livreront plus brièvement la quintessence de leur pensée », a prévenu Jean-Pierre Chevènement. D'une voix monocorde et inquiétante, Pierre Brochand va lire, pendant plus d'une heure, le texte qu'il a mis plusieurs mois à écrire et qu'il présente comme son testament. Il peut se résumer en ces quelques mots : « Il faut d'urgence fermer la porte à l'immigration... musulmane. »

« Je considère, en mon âme et conscience – et en espérant me tromper –, que, de tous les énormes défis que doit affronter notre

pays, l'immigration, telle qu'on l'a laissée se développer depuis près de cinquante ans, est le plus redoutable », attaque l'ex-chef des services secrets. Il ne croit pas à une intégration de populations immigrées qui ne soit pas dans la perspective de leur assimilation absolue. Pour lui, c'était « une folie d'avoir laissé entrer dans notre pays des flux d'immigration en provenance d'ex-colonies, au moment même où l'indépendance consacrait l'incompatibilité du “vivre ensemble” avec l'ancienne métropole et la volonté des affranchis d'affirmer leur différence, sur une base qui, à l'époque, ne pouvait être qu'ethnique et religieuse ». Le clivage religieux, « théoriquement disparu chez nous depuis 1905, fait un retour en force, à travers la présence sur notre sol de 6 à 8 millions de musulmans, français et étrangers, plus jeunes que la moyenne et aux effectifs en croissance très rapide. On se retrouve donc pris au piège d'un système d'autarcie culturelle et communautaire, structuré pour croître et embellir sans le moindre frein politique », alerte Pierre Brochand. Est-ce ce rapport qui nourrira, un an plus tard, le discours d'Emmanuel Macron, aux Mureaux (Yvelines), sur le « séparatisme islamiste », avant même les attentats de Conflans-Sainte-Honorine et de Nice ?

Tétanisés, la cinquantaine de participants subissent plus qu'ils n'écoutent, ce jour-là, les sombres perspectives de l'imprécateur. À l'heure du débat, Jean-Pierre Chevènement passe le micro à un homme... qui ne le demande pas ! « Je donne maintenant la parole à un citoyen musulman et un Français courageux qui est M. Ghaleb Bencheikh », annonce l'ancien ministre de l'Intérieur... en charge des cultes, et prédécesseur de Ghaleb Bencheikh à la tête de la Fondation de l'islam de France (FIF). Cette dernière a pour objectif de favoriser, par des actions éducatives, culturelles et sociales, l'affirmation « d'un islam humaniste, d'un islam de France qui reconnaît les valeurs et principes de la République ». Assis discrètement au troisième rang du petit salon vieillot où se tient ce séminaire, Ghaleb Bencheikh confirme qu'il n'a pas demandé la parole, mais ne veut « pas apparaître comme celui qui se fait prier pour parler ».

Le président de la Fondation de l'islam de France paraît abasourdi par le discours sans concession et totalement à charge, sans porte

de sortie, de Pierre Brochand sur la communauté musulmane en France. S'il reconnaît que son diagnostic est en partie juste, Ghaleb Bencheikh refuse qu'on parle de l'islam comme d'un monde musulman unifié : « Il n'y a pas de "Monsieur Islam". On ne peut donc pas parler d'un "monolithe islam" qui viendrait menacer notre société, mais de musulmans pour la plupart éduqués, précarisés, ghettoïsés, marginalisés, endoctrinés par une idéologie mortifère et une offensive wahhabo-salafiste réelle. » Islamologue franco-algérien dont le père, Abbas Bencheikh el Hocine, a été le recteur de la Grande Mosquée de Paris de 1982 à 1989, cet homme de culture et de médias a animé de 2000 à 2019 l'émission *Islam* diffusée sur France 2 et présente encore *Cultures d'islam* sur France Culture.

Mais qui sont les « musulmans de France » ? « À 75 %, ils sont français, concentrés dans les quatre grandes métropoles (Lille, Paris, Lyon, Marseille), explique Hakim El Karoui, l'autre oreille, avec Ghaleb Bencheikh, du président Macron sur l'islam de France. Ils ne sont pas communautaristes et sont incapables de mettre en place une organisation commune efficace. C'est la communauté la plus divisée ! » relève ce conseiller en stratégie qui a publié en août 2017 le rapport « Un islam français est possible », en collaboration avec l'Institut Montaigne. « Deux tiers sont des enfants d'ouvriers, ils ne votent pas beaucoup – un quart sont des étrangers, certains sont mineurs –, au total ils participent moins à la vie publique. Ils ont suffi néanmoins à faire élire François Hollande : la différence de suffrages avec Nicolas Sarkozy, en 2012, c'est le vote musulman, soit un million de voix », affirme-t-il.

Fondateur de l'Association musulmane pour l'islam de France (Amif), Hakim El Karoui (qui a été à l'initiative de la création en 2004 avec Rachida Dati du Club XXI^e Siècle, en faveur de la diversité et de l'égalité des chances) n'hésite pas à parler « argent », véritable *omerta* dans le monde musulman : « Il faut capter l'argent des trois millions de pratiquants pour le mettre au service de la communauté. Chez les juifs, l'argent des produits casher va directement au Consistoire. Pour l'islam, les taxes sur les produits halal passent souvent par des sociétés privées liées aux mosquées, elles-mêmes parfois contrôlées par les pays maghrébins. On privatise un bien commun... », s'insurge-t-il lors de la Conférence internationale sur

l'islam au ^{xxi}^e siècle, organisée par l'Unesco les 26 et 27 février 2019.

C'est le même qui, un an plus tard, était le premier à tweeter après l'intervention du Président aux Mureaux : « Excellent discours d'Emmanuel Macron. Les problèmes sont nommés, les solutions sont décrites côté État et très précises côté société civile. Fin de l'islam consulaire, relance de la langue arabe à l'école, transparence et professionnalisation, financements, lutte contre les salafistes. » Un résumé des mesures annoncées par Emmanuel Macron lui-même, jusque dans les détails. D'ici trois ans, la France formera sur son sol les imams et psalmodieurs jusque-là fournis par la Turquie, le Maroc et l'Algérie.

Pour ce chantier, le chef de l'État s'appuie également sur Mohammed Moussaoui, maître de conférences à l'université d'Avignon. Né en avril 1964 à Figuig, dans l'extrême est du Maroc, ce mathématicien franco-marocain est l'actuel président du Conseil français du culte musulman (CFCM). Il a vu le chef de l'État à six reprises en 2020, afin de préparer la réforme de la formation de cadres religieux musulmans en France. Le CFCM et l'État se sont entendus pour faire émerger une nouvelle génération d'imams, d'aumôniers et d'enseignants dotés d'un bagage universitaire d'au moins trois à quatre années universitaires, d'une solide formation théologique et d'un enseignement aux valeurs de la République acquis dans plusieurs établissements supérieurs à Paris, Saint-Denis, Ivry-sur-Seine, Lyon, Strasbourg...

Les futurs imams seront encadrés et agréés par un conseil national des imams, composé de membres du CFCM et de neuf responsables religieux, un par grande fédération régionale. Mohammed Moussaoui pousse aussi pour obtenir le droit d'exploiter des immeubles de rapport, afin de pouvoir salarier convenablement des imams, aujourd'hui mal ou pas rémunérés. « Il faut faire évoluer la loi de 1905 pour que les associations en charge du denier du culte puissent louer ces immeubles, confie-t-il. Cela nous permettra de nous passer des financements étrangers⁷. » Cette question a fait l'objet d'âpres débats durant l'examen de la loi sur le séparatisme. Le texte final donne aux associations cultuelles la possibilité de tirer des revenus des immeubles qu'elles reçoivent en legs, mais pas le

droit d'en acquérir. Cette gestion d'immeuble de rapport ouvre donc la voie à une activité commerciale, mais elle a été, conformément au souhait de la Place Beauvau, strictement encadrée : les revenus tirés de l'immobilier ne pourront dépasser 33 % de leurs ressources annuelles. Dorénavant, les 2 500 mosquées de France sont incitées à basculer vers le régime prévu par la loi de 1905, à la fois plus avantageux fiscalement et contrôlant davantage les plans de financement venant de l'étranger.

L'État ne devrait s'engager que sur la « dimension intellectuelle » de la formation, en soutenant à hauteur de 10 millions d'euros les initiatives qui seront prises par la Fondation de l'islam de France en matière de culture, d'histoire et de science, avec le développement d'études islamiques de haut niveau à l'université et la création d'un institut scientifique d'islamologie. Objectif avoué : reprendre la main laissée aux États et aux universités étrangères sur les recherches sur la civilisation musulmane, mais aussi sur le Maghreb, le bassin méditerranéen, l'Afrique.

Agrégé d'histoire de 54 ans, Pierre Vermeren a vécu pendant huit ans en Égypte, au Maroc et en Tunisie. Professeur d'histoire à l'université Paris-1, auteur de nombreux ouvrages, il plaide depuis longtemps pour la relance des recherches sur l'Afrique du Nord et dénonce une politique arabe de la France noyautée par le lobby militaro-industriel. « Une partie de l'élite française ayant vécu ou servi en Algérie a pensé reconstruire sur notre sol la cité idéale que la France républicaine et assimilationniste avait échoué à bâtir en Algérie sous la colonisation. Le peuple français n'a pas vraiment été consulté, la politique arabe de la France appartient au domaine réservé de l'Élysée, explique-t-il. Et la politique migratoire a été présentée comme temporaire et marginale jusqu'à la fin du ^{xx}e siècle. L'irruption du terrorisme djihadiste à partir de 2001 et les attentats commis par de jeunes Français musulmans ces dernières années nous ont contraints à ouvrir les yeux sur ces réalités essentielles, ce qui n'empêche pas le déni français de perdurer. Les adeptes de la déconstruction présentent ces questions comme un fantasme, refusant par exemple de penser que l'islam, au sens de civilisation, est un tout culturel, social, politique et religieux qui va façonner une partie du destin français dans les décennies à venir⁸. »

Si l'immigration a été vécue comme une humiliation nationale au lendemain de l'indépendance, elle a vite été acceptée comme une nécessité pour subvenir aux besoins des régions les plus pauvres du Rif marocain, du Sud tunisien et de la Kabylie algérienne. À partir de 1979, la France giscardienne a même permis le regroupement familial. Aujourd'hui, la diaspora maghrébine en Europe de l'Ouest pèserait 350 milliards de dollars, soit le PIB de l'ensemble du Maghreb ! Pendant plusieurs décennies, les pouvoirs locaux ont surveillé et contrôlé – avec une forte mobilisation de leurs services extérieurs – ces diasporas en France.

Mais ce qui était possible avec les deux premières générations d'immigrés ne l'est plus aujourd'hui, auprès d'une jeunesse qui leur échappe. Personnalité associée du Conseil économique, social et environnemental (CESE, section du travail et de l'emploi) et ancien conseiller de Manuel Valls sur la question des cultes, Ibrahima Diawadoh N'Jim plaide depuis longtemps pour la refondation de l'islam de France. « Composé de plusieurs communautés d'origine, l'islam en France se confronte à plusieurs défis : absence de clergé, à l'exception des obédiences chiites et soufies, qui offre un espace "militant" à des représentations radicales ; confrontation générationnelle entre jeunes nés en France et citoyens ou résidents étrangers issus des vagues d'immigration passées ; influences d'États étrangers (Maroc, Algérie, Turquie, Tunisie) qui voient encore dans leur communauté d'immigration un vecteur d'influence – alors que la nouvelle génération tend à s'en éloigner, se tournant vers l'islam militant et rigoriste qui conduit vers le repli identitaire et le communautarisme », confie-t-il⁹.

L'ex-conseiller de Manuel Valls, souvent en désaccord avec l'ancien Premier ministre, appelle la société à sauver les enfants de la République en réalisant un diagnostic de la souffrance originelle des radicalisés, de leurs échecs de vie, des raisons de la mésestime de soi, du rejet de la société qu'ils ont pu nourrir. Et propose ensuite de les ramener dans une vie sereine à travers une thérapie psychologique, un réapprentissage de l'islam « éclairé », un travail sur l'insertion professionnelle.

Pour nombre d'experts comme Ibrahima Diawadoh N'Jim, le pacte républicain est en danger, entre une société française qui nourrit le

sentiment d'une identité nationale agressée et une partie de la jeunesse des banlieues, issue de l'immigration musulmane, revancharde à l'égard de la France et qui a parfois du mal à comprendre qu'elle ne vit pas en terre d'islam, mais dans un pays de tradition chrétienne. Les attentats ont bousculé ce savant équilibre qu'Emmanuel Macron tentait de gérer, dans un projet de réforme de l'islam en France qui a mis du temps à accoucher.

Après des semaines de « crises de nerf », cinq des neuf fédérations qui forment le Conseil français du culte musulman (CFCM) ont approuvé, le 18 janvier 2021, une « charte des principes » de l'islam de France. Celle-ci sert de référence pour la création d'un Conseil national des imams (CNI), qui sera chargé de « labelliser » les imams exerçant sur le sol national. « Aucune conviction religieuse ne peut être invoquée pour se soustraire aux obligations des citoyens », s'engagent les responsables du CFCM signataires. Cette charte contient dix articles, dont « le rejet de toutes les formes d'ingérence et d'instrumentalisation de l'islam à des fins politiques ». L'Élysée entend utiliser ce nouvel instrument pour lutter contre ce qu'il appelle « le séparatisme ». Mais nul ne connaît encore le contrôle réel de ce futur CNI sur plus de 2 500 lieux de cultes musulmans. Sans parler des prêcheurs sur les réseaux sociaux qui ont l'oreille des milieux les plus radicaux de l'islam de France.

Une stratégie électorale dans les « banlieues africaines » ?

« C'est la première fois que des personnes issues de quartiers s'organisent et arrivent à peser autant », explique au *Parisien*¹ le rappeur Calbo du groupe Ärsenik, fervent soutien de Sori Dembele, tête de liste sans étiquette de « Ma voix, ma ville ». Le rappeur originaire de La Cerisaie a produit une chanson pour inciter les jeunes à se déplacer aux urnes dans une circonscription où le taux d'abstention est record. « C'est un petit de Villiers-le-Bel, comme moi, justifie-t-il. On se connaît depuis trente ans. On a grandi et joué ensemble. Quand votre ami se présente à une élection, vous le soutenez, c'est normal. Sur le morceau, j'ai choisi de mettre des jeunes de tous les quartiers de la ville. Si la culture s'en mêle, on peut tous être rassemblés. Il y a du talent à Villiers-le-Bel qui n'est pas assez exploité. »

D'origine ivoirienne, Sori Dembele a finalement échoué pour 500 voix. Mais il a réalisé un score-fleuve dans son quartier, la ZAC, porté par d'autres enfants de la ville comme Adama Kamara. Surnommé « le Shérif » pour son passé dans la sécurité et sa propension à « régler » les querelles de quartier, ce quadra a passé douze ans derrière les barreaux. Il est accusé d'être un meneur des émeutes urbaines de 2007 et d'avoir tiré sur les policiers pour venger deux jeunes de la ville morts sur une moto après avoir été percutés par une voiture de police. Il se présente aujourd'hui comme « entrepreneur » et « agent » de son frère (joueur de foot, attaquant

à Fulham). Engagé pleinement dans la campagne, il a particulièrement mobilisé les jeunes.

Sori Dembele a surtout reçu le soutien moral et financier de l'homme d'affaires et mécène sportif Joe Nkoi Lolonga. Fils d'un ancien diplomate zaïrois longtemps en poste à Paris et d'une mère belgo-zaïroise, ce jeune patron de 40 ans vit aujourd'hui en République démocratique du Congo. Français d'origine congolaise, il est un des nombreux petits-neveux de Patrice Lumumba, l'ancien Premier ministre assassiné peu après l'indépendance du pays. Son parcours révèle d'incessants va-et-vient des deux côtés de la Méditerranée. Né à l'hôpital de Port-Royal à Paris, il a grandi en France jusqu'à l'âge de 9 ans, entre Villeneuve-la-Garenne et Gonesse, avant de repartir à Kinshasa quand son père a été rappelé au ministère des Affaires étrangères pour diriger le département Asie-Amérique. Issu d'une fratrie de vingt-quatre enfants, il intègre alors un collège privé de la Gombe, où il fréquente les enfants de politiques, de généraux et d'hommes d'affaires. Il s'y fait un sérieux carnet d'adresses, avant de retourner s'installer à Villiers-le-Bel. Il achève le collège, puis passe son bac à Saint-Ouen-l'Aumône. BTS technico-commercial en poche, il part un an à Londres pour apprendre l'anglais en travaillant chez Marks & Spencer, en plein cœur de la City, avant de suivre une licence en économie et finances en cours du soir.

Dès 2002, il investit dans les cybercafés, les supérettes et les taxiphones à Kinshasa, où réside dorénavant sa mère. Six ans plus tard, il achève ses vacances d'été dans la capitale congolaise quand un ami lui propose de passer un entretien pour entrer à la Rawbank, une grande banque de la place dirigée par les frères Rawji. Recruté, il s'occupe d'abord des PME, avant d'intégrer le département Corporate et de finir directeur régional des provinces de l'Est. Porteur d'affaires de la Commission électorale dans le marché des élections congolaises, souvent qualifiées de « plus chères du monde », il investit ses revenus dans de nouvelles activités (transport, immobilier). Et se lance surtout dans l'associatif. Ancien meneur de jeu au basket, il fonde New Generation pour aider les jeunes sportifs défavorisés dans leur pratique de ce sport tout en prenant en charge leur éducation. À l'aide de coachs et

d'enseignants, il cherche à inculquer la méritocratie, le sens du travail, le dépassement de soi à ses jeunes recrues.

Très vite, les résultats sont au rendez-vous. Il manage et finance les équipes nationales de basket dès 2017. Deux ans plus tard, l'équipe nationale masculine est championne d'Afrique. Plusieurs joueurs partent jouer dans les clubs européens et dans les universités américaines, bourses d'études à la clé. Le plus prometteur, Yannick Nzosa, est programmé pour la draft de NBA en 2022. Il joue actuellement à Malaga en Espagne et a signé avec CAA, l'agent d'artistes comme Beyoncé ou Will Smith.

« L'eldorado africain me permet de générer d'importants revenus que je n'aurais probablement pas pu réaliser en France pour mener mes différents projets », assure en toute franchise le jeune patron. Loin des jérémiades de ses compatriotes dénonçant les travers du système, Joe fait ce que tout entrepreneur ambitieux fait devant l'adversité : prendre des risques. Son réseau se révèle être un atout précieux pour faire bouger les lignes et soutenir des hommes politiques avec qui il partage la même vision : le plus jeune député congolais de la législature de 2011, Patrick Muyaya, et l'entrepreneur ministre des Affaires foncières, Molendo Sakombi. Des hommes politiques qui sont preneurs d'idées nouvelles en matière de sport, d'éducation et d'économie. Ce modèle expérimenté en RDC est répliqué aujourd'hui en France.

Séduit par Sori Dembele, qui souhaite relancer les projets pour la jeunesse de Villiers-le-Bel, il promet de continuer à le soutenir pour gagner la prochaine bataille électorale. Ce dernier pèse déjà dans les débats de la ville en tant que conseiller municipal. « Ce n'est qu'un début. Je vais aussi soutenir plusieurs autres candidats dans le Val-d'Oise, et ensuite je verrai ce que je peux faire au niveau national, poursuit Joe Nkoi Lolonga. Il existe un formidable vivier électoral dans les quartiers populaires qui n'est pas exploité. La campagne de Sori Dembele a montré que l'on pouvait inciter les jeunes à aller voter et à faire des choix pour leur ville. La France représente une terre d'insertion dans la vie de par la gratuité de l'éducation et des soins. La banlieue recèle des énergies constructives et ne doit pas être systématiquement stigmatisée. Elle a beaucoup à apporter à l'édifice démocratique et économique. »

Les dernières municipales ont montré l'avènement d'une nouvelle génération de politiques français d'ascendance maghrébine et subsaharienne. Trois maires d'origine maghrébine ont alors été élus en Seine-Saint-Denis : Azzedine Taïbi (Stains, réélection, PCF), Abdel Sadi (Bobigny, PCF) et Karim Bouamrane (Saint-Ouen, PS). Aucun n'est membre de LREM. Mohamed Boudjellaba (divers gauche, soutenu par EELV) a été élu maire de Givors, une commune de près de 20 000 habitants dans la région lyonnaise, et Yasmine Bouagga maire EELV du 1^{er} arrondissement de Lyon. Né au Togo, Simon Worou, maire de Sainte-Juliette-sur-Viaur dans l'Aveyron depuis 2014, a été réélu avec 87 % des voix. La plupart ont dû faire face à des attaques racistes comme celles qu'a subies Danièle Obono, députée de La France insoumise (LFI), dessinée enchaînée comme une esclave par *Valeurs actuelles*.

« Le corps des élus municipaux change, explique Pascal Boniface, géopolitologue et directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques². On le voit dans des villes comme Trappes ou Saint-Ouen. Les jeunes des cités, dont de plus en plus font des études, pèsent, s'organisent et se font entendre. » Des dynamiques que l'on a retrouvées aussi dans la manifestation contre les violences policières du 2 juin 2020 à Paris en mémoire d'Adama Traoré, mort quatre ans plus tôt après une interpellation musclée de la gendarmerie. Elle a rassemblé plus de 20 000 personnes sous la houlette d'Assa Traoré, sœur de la victime, alors que SOS Racisme peine aujourd'hui à en mobiliser quelques centaines.

Ces dynamiques locales des Français d'origine africaine ont largement échappé à LREM lors des dernières municipales. Pourtant, de nombreux candidats de la diversité ont été élus à la députation dans la foulée de la présidentielle de 2017. Certains ont adhéré au projet macronien dès la première heure, d'autres ont voulu profiter de l'aspiration plus tard dans la campagne. Cela atteste une montée de la conscientisation politique chez eux. La droite chiraquienne pratiquait le clientélisme politique avec à la clé des emplois pour les Antillais à la mairie de Paris, la gauche a développé sa clientèle à travers « Touche pas à mon pote » et le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples). LREM, profitant de la victoire de Macron, a servi de bélier

pour casser les lobbys constitués par le PS et l'UMP dans les banlieues.

Mais la dynamique s'est essoufflée, même si LREM a intégré de nombreuses personnalités issues de la diversité comme représentants départementaux et membres du bureau exécutif de la formation. « N'ayant pas de culture de parti, LREM s'est fossilisée autour d'un bureau politique dominé par Castaner, Legendre, Guerini, Bergé », explique un historien français qui veut garder l'anonymat en raison de ses fonctions au sein de l'État³. « LREM n'a pas assez intégré de jeunes des quartiers. Elle a surtout misé sur les cadres supérieurs issus de la diversité. Ces derniers, pour la plupart, n'ont pas de parcours de militants colleurs d'affiches, ce qui rend plus difficile leur ancrage local. »

M'jid El Guerrab, ex-député LREM, n'est pas de ceux-là. Il a gravi les échelons un à un. Fils d'un bûcheron d'origine berbère, il a grandi à Aurillac en Auvergne. Il colle des affiches du PS depuis l'âge de 15 ans et a fait campagne pour Ségolène Royal en 2007. Mais lorsqu'il apprend qu'à la demande pressante de François Hollande le secrétaire général du PS, Jean-Christophe Cambadélis, va investir Didier Le Bret – ex-coordonateur du renseignement à l'Élysée et époux de Mazarine Pingeot pour la 9^e circonscription –, M'jid El Guerrab prend le large et rejoint En marche. Élu, il a ensuite une altercation avec un ancien camarade du PS venu le provoquer non loin de l'école de ses enfants, à qui il assène deux coups de casque. Mis en examen, il est banni de LREM et rejoint le groupe « Libertés et Territoires » en 2018, puis « Agir ensemble » deux ans plus tard. « Castaner m'a demandé de revenir à LREM, explique M'jid El Guerrab⁴, député de la circonscription des Français de l'étranger (Maghreb, Afrique de l'Ouest). Ce n'est pas forcément la bonne manière de me faire réélire et de pouvoir avoir ma liberté de parole qui me permet de dénoncer la politique d'attribution des visas, la lenteur des avancées sur la question des restitutions des biens culturels africains ou encore le manque de fonds pour les écoles françaises à l'étranger. Aujourd'hui, il faut être en marge et pas forcément En marche. »

Ces vingt dernières années, les appareils politiques en Europe ont commencé à davantage prendre en compte le « vote

communautaire », c'est-à-dire la manière de voter des électeurs étrangers et des descendants d'immigrés – même si, en France, seuls les Français ont le droit de vote aux élections.

Dans une note adressée à François Hollande, alors premier secrétaire du PS, en 2001, Pascal Boniface⁵ alertait sur l'évolution d'une jeunesse massivement pro-palestinienne et le poids du vote de la communauté d'origine arabe. Une grande majorité de cet électorat, estimé à 2 millions sur un collège de 43 millions, a voté en faveur de François Hollande, candidat du PS à la présidentielle en 2012. *A contrario*, le soutien marqué de l'électorat juif à la gauche, à la fin des années 1970 et lors de la présidentielle de 1981, s'est aujourd'hui déplacé massivement vers la droite. C'est ce que souligne une note de l'Ifop datant de 2014. D'après cet institut de sondage, l'électorat juif représente 260 000 électeurs en France, très implanté à Paris (près de la moitié) et dans la région Paca. Au deuxième tour de la présidentielle de 2012, ces électeurs auraient voté à 63 % en faveur de Nicolas Sarkozy contre 37 % à François Hollande.

« Lors des municipales de 1971, les communistes ont commencé à présenter des candidats d'origine italienne et japonaise, notamment dans l'Est. Les gaullistes ont présenté aussi des candidats originaires d'Espagne et du Portugal dans le grand Sud-Ouest et à Paris », explique Marc Bousquet⁶, spécialiste du marketing politique et électoral qui a 300 campagnes à son compteur. « Mais le virage date vraiment de l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir en 1981. L'influence de la lutte des classes commençait à s'estomper, la gauche a installé un nouveau concept, l'antiracisme, dans lequel une partie des électeurs vont davantage se retrouver que dans la lutte ouvrière. C'est un basculement idéologique qui s'est poursuivi. Il n'y a plus aujourd'hui de lutte des classes, mais un communautarisme d'affinités (homo, LGBT, vegan, Gilets jaunes, Indignés...), souvent dans une logique contestataire. » Autant de cibles électorales à séduire.

Pour Jérôme Fourquet, la France est confrontée à un processus d'« archipélisation » croissante du corps social en raison de failles éducative, géographique, sociale, générationnelle, idéologique et ethnoculturelle. Les causes de ce grand basculement : « la

dislocation de la matrice catholique de la société française⁷ », les Français revendiquant de moins en moins leur appartenance chrétienne.

Les musulmans restent minoritaires et représentent, selon les études, entre 6 et 8 % des Français. Mais ils augmenteront dans les prochaines décennies. Environ 18,8 % des nouveau-nés en 2016 portaient un prénom arabo-musulman – ce qui ne veut bien sûr pas dire qu'ils seront tous pratiquants. Si la tendance se poursuit, les Français de la diversité devraient néanmoins être plus présents dans les échéances électorales des décennies futures, en relation avec leur poids démographique dans la nation. De là à dire que leur vote ira à des candidats de la diversité, ce serait une erreur. Il n'y a pas d'effet moutonnier et de vote pour des candidats de la même origine nationale, ethnique, ou de la même religion. Ce qui compte, c'est surtout l'ancrage local.

Pour preuve : les listes réputées communautaires comme l'Union des démocrates musulmans français (UDMF), une organisation de centre gauche fondée en 2012 par Nagib Azergui pour lutter contre l'instrumentalisation électorale de l'islam, ne font pas recette. L'UDMF a obtenu 0,13 % des voix aux élections européennes en 2019. « Un vote UDMF s'inscrivant dans une logique de séparation de la société reste à prouver, confiait le politiste Vincent Tiberj à *La Montagne*⁸. D'une part, l'électorat musulman ne vote pas comme un seul homme. D'autre part, jusqu'à présent, la religion n'a jamais été son ressort de vote, au contraire des catholiques pratiquants. Cet électorat est sensible aux thèmes de la diversité et de la discrimination. D'où son rejet des partis qui les antagonisent : le RN et LR, voire LREM de Macron, désormais identifié à droite depuis, notamment, sa proposition sur des quotas d'immigrés. Ce qui, pour cet électorat, le distingue désormais moins de Le Pen... » Pour Vincent Tiberj, les musulmans votent aujourd'hui moins à gauche que par le passé en raison de « la déliquescence d'une gauche meurtrie » sous le quinquennat de Hollande.

Le vote est aussi plus diversifié, car la communauté noire est plus disparate aujourd'hui qu'il y a vingt ans. Entre les Antillais, les Français de parents étrangers, les naturalisés, elle est plurielle et de conditions sociales et confessionnelles diverses (musulmans,

catholiques, protestants dont les évangéliques...). D'où la difficulté d'accrocher cet électorat dans son ensemble si ce n'est en parlant des questions mémorielles, notamment sur la guerre d'Algérie, où le président français a décidé d'avancer dans un souci de réconciliation⁹. Mais le sujet est sensible pour la droite et les militaires. L'avenir dira s'il avait plus à gagner qu'à perdre.

Aux législatives de juin 2017, 6,5 % des candidats portaient un prénom arabo-musulman. Ce taux est identique au pourcentage de la population déclarant avoir au moins un de ses deux parents musulman¹⁰. « Cette population s'est progressivement fait sa place et s'est retrouvée représentée sur la scène politique conformément à son poids dans la société », estime Jérôme Fourquet dans *L'Archipel français*. Selon cet analyste pointilleux, directeur du département « Opinion » à l'Ifop, certaines familles politiques accordent plus d'importance aux candidats « de la diversité ». Ils représentaient 7,6 % au PS lors de ce même scrutin, 6,2 % au PC, 5,7 % à La France insoumise, 5,3 % à LREM, et seulement 1,6 % aux Républicains et 0,2 % au FN.

« En 2007, le PS n'avait aligné que 4,1 % de candidats issus de l'immigration, poursuit Jérôme Fourquet. Cela traduit une attention plus soutenue de son appareil... et la montée en puissance de ces générations dans les cercles du pouvoir. » Ces candidats sont de moins en moins des alibis dans une posture d'affichage pour des formations comme le PS et En marche, car ils ont largement concouru dans des circonscriptions « gagnables ». En fin de compte, l'Assemblée compte 17 % de députés ayant un patronyme les rattachant au monde arabo-musulman. Un record, et beaucoup sont LREM.

La génération issue de l'immigration qui avait 20, 30 ans en 1983, année de la Marche des Beurs, s'est sentie trahie et manipulée par la gauche : elle a eu l'impression qu'on l'utilisait comme du bétail électoral. Certains ont pris leur destin en main, d'autres ont choisi d'autres chapelles, parfois plus radicales, comme les indigénistes, dont le marqueur est la pensée « décoloniale ». « Des mouvements fragilisés comme La France insoumise, qui n'arrivent pas vraiment à peser, vont se tourner vers de nouveaux alliés comme les indigénistes, témoigne Marilou Brossier, élue municipale non

encartée de Bagnolet¹¹. Ils pensent ainsi, au moins localement, pouvoir emporter des villes. Cela se fera au détriment de la République, dont on jette peu à peu les derniers morceaux aux orties. »

Selon cette élue, la place faite aux indigénistes est le résultat d'un travail entrepris par les communistes qui ont déblayé depuis des années, voire des décennies, le terrain en passant des accords clientélistes avec les religieux musulmans. « La gauche pratique une politique clientéliste et misérabiliste, plaide une autre personnalité politique qui souhaite garder l'anonymat. Quand la police contrôle une femme en burka, ils prétendent que les flics sont fachos. Et les migrants sont exploités pour dénoncer l'inertie des autorités, alors que leurs mairies ne font pas plus au niveau local. Il y a même de la collusion avec des mairies de droite, comme à Neuilly-sur-Seine. Chaque camp n'investit pas dans la mixité sociale pour garder son électorat. Cela alimente *in fine* le séparatisme. »

Un concept qui sonne comme une réponse à la droitisation de la société. L'élite au pouvoir s'essaie à une nouvelle terminologie, perçue par une partie de la communauté française comme le recyclage d'un discours d'exclusion, un regard dévastateur sur les banlieues et une culture d'« antagonisation » dangereuse. Une menace pour la nation, alors que des éditorialistes à l'expression gravissime dénoncent quotidiennement la désintégration de l'État sur les plateaux de télévision.

Présidente du Conseil représentatif des associations noires (CRAN), Lova Rinel-Rajaoarinelina tient à souligner les grandes différences dans les méthodes de lutte contre les discriminations avec des mouvements comme le Parti des indigènes de la République (PIR), qui s'est fait connaître en janvier 2005 par le lancement de l'« Appel pour les assises de l'anticolonialisme postcolonial », en dénonçant les discriminations de toutes sortes (emploi, contrôle au faciès, accès au logement, à la santé, à l'école et aux loisirs...), la loi anti-foulard, le parcage des harkis... Ses initiateurs, notamment les militants Houria Bouteldja et Youssef Boussoumah, fustigent la gangrène postcoloniale. Ils appellent à les rejoindre tous ceux qui veulent s'engager « dans le combat contre

les inégalités raciales qui cantonnent les Noirs, les Arabes et les musulmans à un statut analogue à celui des indigènes dans les anciennes colonies ». Mais le PIR est accusé de dérapages antisémites, homophobes, racistes, antiféministes...

« La mémoire de la colonisation est par exemple un combat parmi d'autres au CRAN, alors qu'il est la raison d'être de la Ligue de défense noire africaine, explique la présidente du CRAN. On est également en train de tout racialisier. Cela va dans le mauvais sens. Mes parents se sont battus contre cette tendance. Nous n'avons pas le même projet social. » Les rapports avec d'autres organisations comme SOS Racisme sont également quasi inexistantes en dehors des relations de personnes. Le CRAN ne discute pas davantage avec l'UDMF.

« Le CRAN n'a pas d'appartenance politique affirmée, même si ses membres peuvent être encartés », poursuit-elle, indiquant avoir rejoint le Modem en 2006 parce qu'elle était centriste. « On laisse de côté ses attaches partisans dans le cadre du travail pour notre fédération. » La priorité de la présidente du CRAN, en cette fin d'année 2020, était de sensibiliser toutes les formations politiques du pays pour qu'elles intègrent davantage de candidats de la diversité pour les régionales et les départementales, reportées à juin 2021. Objectif : avoir le même niveau de représentation que dans les autres enceintes électorales. « Les débats sur la déchéance de nationalité au moment des attentats, à partir de 2015, ont réveillé une pulsion de repli pour certains qui n'est pas à négliger et qui peut aussi orienter des engagements politiques où la mémoire a plus d'importance que de raison », confie-t-elle.

Née de parents malgaches, Lova Rinel-Rajaoarinelina a grandi en banlieue parisienne. À 29 ans, elle est retournée à Madagascar pour travailler comme conseillère politique et diplomatique du président de l'Assemblée nationale et du président de la République. Elle a notamment été l'une des principales chevilles ouvrières du XVI^e Sommet de la francophonie à Antananarivo en 2016 et a été la rédactrice de la loi sur l'abolition de la peine de mort votée en 2014. Chercheuse sur l'Afrique et le nucléaire à la Fondation de la recherche stratégique (FRS) à Paris, cette Dionysienne milite au

CRAN depuis plusieurs années et en a pris la présidence en juillet 2020.

« La génération issue de l'immigration n'est pas toujours à la hauteur des ambitions d'Emmanuel Macron, déplore Lova Rinel-Rajaoarinelina. Le Président donne des lignes, manifeste une volonté de rupture sur des sujets comme celui de la mémoire, de la restitution des œuvres africaines, mais le système ne suit pas. Et puis, au lieu de s'unir pour permettre à d'autres candidats issus de la diversité de faire leur entrée en politique, cette nouvelle génération politique a tendance à se recroqueviller sur son poste, de peur de le perdre. »

Pour la présidente du CRAN, LREM échoue aussi à « vendre » la diversité d'origine de ses élus et cadres, alors que la mixité sociale est présente au sein du mouvement. Et de citer l'exemple de Laetitia Avia, née à Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis), qui rejoint Emmanuel Macron dès 2016. Éluée députée dans la 8^e circonscription de Paris lors des dernières élections législatives, ce « bébé Macron » est porte-parole de LREM et membre du bureau exécutif. Certains autres députés lui doivent leur investiture. À l'Assemblée, elle a travaillé sur plusieurs projets (réforme de la justice, proposition de loi contre les contenus haineux sur Internet) et s'investit contre les discriminations. LREM compte aussi des représentants musulmans pratiquants, comme Nabil Benbouha, ingénieur dans les énergies et référent LREM dans le Val-de-Marne, notamment pour les investitures. « Au Modem (allié de LREM), la diversité se fait naturellement, nous sommes contre les quotas, ajoute Lova Rinel-Rajaoarinelina. Seule la méritocratie compte. »

Certains cadres de LREM et du Modem dénoncent, en privé, la dureté des discours présidentiels sur le séparatisme et le terrorisme. « Ce n'est pas que nous ne sommes pas d'accord avec le fond, mais on a aussi besoin d'amour, plaide l'un d'eux. Emmanuel Macron doit faire de la câlinothérapie et nous parler d'amour s'il ne veut pas perdre ses forces combattantes pour la prochaine présidentielle. »

Le chef de l'État semble craindre, avant tout, que les CSP + ne partent chez les écolos. Le nouveau président du groupe LREM à l'Assemblée, Christophe Castaner, n'attache pas une importance stratégique au vote en banlieue. Il confie, en privé, aux journalistes

amis que l'électorat ne se mobilise pas. En vue de la présidentielle de 2022, Emmanuel Macron devrait néanmoins poursuivre sa drague des « diasporas » françaises, séduites par son libéralisme économique et sa position de rupture sur les questions mémorielles, notamment liées à la guerre d'Algérie. Mais d'autres formations, à gauche, pourraient en faire encore davantage leur fonds de commerce dans les scrutins à venir.

Entretien avec Emmanuel Macron, président de la République

Élysée, 25 septembre 2020

Après deux années d'enquête, autant sur l'action de la France en Afrique que sur l'actualité des Français d'origine africaine dans l'Hexagone, nous avons sollicité un entretien avec le président Emmanuel Macron pour confronter nos informations. Il nous a longuement reçus, le 25 septembre 2020.

« Je n'ai pas d'histoire familiale avec l'Afrique, mais des compagnonnages – Ricœur, Rocard... – et des lectures – Kourouma, Gide, Camus »

« Je n'ai pas d'histoire familiale avec l'Afrique. Mais il y a une histoire de compagnonnage, de camaraderie, d'amitiés à Amiens [ville de Picardie où le Président a effectué toute sa scolarité jusqu'au baccalauréat]. Dans cette ville, il y avait une tradition. On a accueilli de nombreux demandeurs d'asile de communautés qui venaient d'Afrique noire et d'Afrique du Nord ; pas mal de camarades de classe avaient cette histoire-là. C'était la première ouverture, les premières discussions quand on était adolescents.

Ensuite, par les lectures : Ahmadou Kourouma, André Gide et Albert Camus... Puis le rapport avec l'Afrique s'est structuré par la philosophie, plutôt par des écoles de pensée, celle de la revue *Esprit*, qui avait réinvesti les questions africaines par l'antitotalitarisme. Elles revisitaient les sujets postcoloniaux, mais pas à la mode américaine, une filiation française qui s'est un peu perdue, je dois dire, dans la structuration de nos sciences sociales. C'est un regret qu'on a et un sujet qu'on voudrait réhabiliter.

« Michel Rocard m'a beaucoup marqué sur deux choses : l'Algérie et la politique de développement. D'abord, sa dénonciation, son engagement, au moment de la guerre d'Algérie, puis l'affaire Maurice Audin, défendu en France par les économistes et les mathématiciens communistes¹. Après, ce fut avec le philosophe Paul Ricœur, à l'occasion d'un travail sur l'Afrique du Sud. C'est ce qui a inspiré ce qu'on a voulu lancer sur le Rwanda et le travail mémoriel.

« Quand j'arrive à l'ENA, je demande à aller en Afrique, mais pas dans un pays francophone. Je n'ai pas eu de problème, parce que personne ne demandait le Nigeria, c'est en quelque sorte le choix du cancre. Là-bas, j'ai été très heureux. J'ai découvert ce que j'aime en Afrique. D'abord, une espèce de destin où tout semble à la fois toujours bloqué et toujours possible. Ils n'ont aucun complexe par rapport à la France, parce qu'elle n'existe pas vu de Lagos. Et j'avais à l'époque un ambassadeur, Jean-Marc Simon, qui m'a appris d'autres choses de l'Afrique. Il avait passé plusieurs années à Bangui et était un pur produit des anciennes colonies. Il n'était pas très heureux au Nigeria. Il y avait d'autres personnes qui étaient plutôt malheureuses d'être là. Moi, j'étais très heureux. On pouvait faire des tas de choses avec des gens extrêmement entreprenants, très inventifs, avec lesquels j'ai eu un rapport à l'altérité très équilibré, de façon très spontanée et naïve. C'était une chance pour moi. Ce n'était pas structuré. Et j'étais dépollué de toute structuration, parce que la relation [la Françafrique] n'existait pas. Personne ne me disait comment faire... »

« La Françafrique ne m'obsède pas. Ce truc va passer... c'est générationnel »

« D'abord, je reviendrai sur la formule : "Est-ce qu'il y a encore une politique africaine ou pas ?" Moi, je la vis et je l'ai plutôt pensée – et j'essaie de la faire – en continuité avec ce que je mène en France, c'est-à-dire une politique d'émancipation et de transformation. Notre politique africaine n'avait plus de résultats depuis de nombreuses années, parce qu'elle était prise par des effets de rente. Cela ne changera pas du jour au lendemain, parce qu'il y a des gens qui sont en place. J'assume ce qu'on est en train de faire. C'est une transition profonde, de ce qui était une politique de pré carré à une transformation où l'on parle à tout le monde, où l'Afrique devient un partenaire du multilatéralisme, où l'on change les axes en parlant de développement, d'économie, de dialogue. On parle de sport, de culture, de langues. On parle à une autre génération. C'est, pour moi, notre politique, je n'ose pas dire notre nouvelle politique africaine, car c'est trop tôt pour cela, mais il y a un véritable changement de méthode et de regard. Comment faire changer le regard de l'Afrique sur nous et de nous sur l'Afrique ? Et pas simplement un changement de paramètres de politiques publiques... C'est très long et très ingrat, parce que les résultats ne sont pas toujours tangibles. [...] La Françafrique ne m'obsède pas. Ce truc va passer... C'est générationnel. »

« Ma franchise a beaucoup déstabilisé mes homologues africains »

« La Françafrique, j'en vois les rémanences, les traces. Elles me mettent mal à l'aise. Cela a beaucoup déstabilisé mes homologues africains, qui n'étaient pas habitués à la franchise, y compris à mon égard... Je me souviens des premiers temps, quand je me retrouvais avec les cinq dirigeants du Sahel, à Abidjan, fin 2017. On a une discussion de nuit où je dis à Keïta [Ibrahim Boubacar Keïta, président du Mali, renversé par un coup d'État le 18 août 2020] :

“Ton problème, c’est ton fils...” Ça les a déstabilisés. Ils se sont regardés... Il y en a un qui a dit : “Notre jeune frère est assez franc, etc.”, mais à un moment cela s’est débloqué et ils ont tous parlé. Donc je ne crois pas que ce soit une fatalité, la Françafrique. Il y a un renouvellement générationnel. Mais c’est vrai que j’ai découvert l’Afrique, et on n’a jamais fini de l’apprendre, à des années-lumière de nous, de nos facilités. Au Nigeria, j’ai découvert une Afrique qui avait sa culture, sa musique et son énergie. Lagos est une métropole fascinante pour ça. Pour ses disparités aussi. Parce que c’est un pays “explosif”.

« L’Afrique anglophone est pour nous une ligne d’action pour sortir du pré carré. La France est regardée dans cette Afrique anglophone. On pourrait inventer beaucoup de choses par ce regard qui est dépollué. Au fond, la colonisation britannique, l’*indirect rule*, a été très différente. Après, on peut s’interroger : quelle est la vision la plus glorieuse de la colonisation ?... Sur le fond, je pense que la nôtre était mieux intentionnée, mais qu’elle a produit des choses qui étaient beaucoup plus déstabilisatrices pour l’équilibre des sociétés. Le système anglais ne prétendait pas gouverner, ni sur la vie administrative, ni religieuse... Il a beaucoup moins éduqué, mais aussi moins perturbé des équilibres.

« D’abord, il fallait le dire. Ensuite, il fallait le faire... On va mettre dix ans à changer les choses. Dix ans... je suis [optimiste]. Mais il ne faut rien lâcher. C’est très ingrat. Vous avez le sentiment à un certain moment de perdre ce qui était facile et de ne pas être reconnu sur les risques que vous avez pris. Mais c’est le propre de ces transitions. Sur beaucoup de sujets, c’est d’ailleurs la caractéristique de cette époque, mais ce n’est pas grave. Ma conviction est que le système dans lequel nous vivions était mort. Et que les gens ne le voyaient pas encore, parce qu’il y avait le confort des dirigeants qu’on pouvait recevoir. Moi, je suis obligé de composer avec un système. Quand je reçois Paul Biya [président du Cameroun] après beaucoup de temps, ça choque... mais c’est après avoir obtenu la libération de Maurice Kamto [l’un des chefs de l’opposition²] et l’avoir fait bouger sur certains sujets. Je lui ai dit que ce n’était pas une bonne idée qu’il se représente, mais je ne vais pas intervenir militairement pour le sortir du pouvoir. Donc, voilà ce que je suis

obligé de faire. Mais, de l'autre côté, je pense qu'on a eu une intervention utile en République démocratique du Congo (RDC). »

Alassane Ouattara, « une déception »

« Ça a été une déception ! Je lui ai dit. En même temps, quand je regarde les choses avec recul : on a travaillé pendant deux ans pour qu'il y ait une alternance. Je ne lui enlève pas le discours très fort qu'il a fait en mars 2020 [Alassane Ouattara avait annoncé qu'il ne se représenterait pas pour un troisième mandat à la présidence de la République ivoirienne, avant qu'il change d'avis à la suite du décès de son dauphin, Amadou Gon Coulibaly]. Je l'ai tout de suite félicité. C'était unique. Après, je ne peux pas occulter que, factuellement, un événement majeur est survenu. Comme je lui ai dit, la stabilité de son parti est moins importante que l'alternance démocratique dans son pays. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise, je ne peux pas me substituer à lui. Je lui ai demandé des gestes d'ouverture. D'abord, c'est à lui – un grand dirigeant souverain – d'agir. Je pense que cela aurait pu se faire autrement. Je regrette ce qui se passe là. Il a dorénavant deux responsabilités. Que les choses se passent de la manière la plus pacifiée [possible] et aller au bout de la réconciliation nationale. Et donc d'ouvrir le jeu à ses opposants. Il a fait un premier geste en libérant des proches de Guillaume Soro et ses opposants. On ne peut pas lui enlever ça, mais il faut aller au bout. Aller beaucoup plus loin, aller au bout de la réconciliation. » [Alassane Dramane Ouattara a été réélu le 31 octobre 2020 pour un troisième mandat, avec officiellement 95,31 % des suffrages et un taux de participation de 46,1 %. Des résultats contestés par l'ensemble de l'opposition, qui appelait à un boycott actif. Emmanuel Macron a adressé le 11 novembre une lettre de félicitations au président ivoirien pour sa ré-élection, en lui demandant des gestes de « rassemblement » et d'« ouverture » à de nouvelles générations.]

Tidjane Thiam, ministre en France ou en Côte d'Ivoire ?

« Je connais bien Tidjane Thiam [neveu de l'ancien président Houphouët-Boigny, ancien ministre ivoirien, ancien président de Prudential et du Crédit suisse. Il s'est rallié à l'opposition dans les derniers jours de la campagne de l'élection présidentielle ivoirienne]. Je lui ai parlé et on a eu des échanges, mais je ne lui ai pas proposé formellement d'entrer au gouvernement français. Ensuite, ce n'est pas à moi de penser pour la Côte d'Ivoire. C'est bien qu'il se réengage. Il a du talent et de l'expérience. Après, les politiques ivoiriens ont leurs animosités. [Emmanuel Macron aurait plaidé, en vain, la cause de Tidjane Thiam auprès d'Alassane Ouattara.] C'est à lui de choisir. C'est à la vie politique ivoirienne de lui donner une place ou pas. Mais, pour nous, c'est un profil important.

« Je l'ai aussi incité à prendre un rôle plus important dans le multilatéralisme. Car c'est un sujet qui est pour moi essentiel. Au cœur de cette nouvelle stratégie à l'égard de l'Afrique. J'ai pris nos partenaires africains comme des partenaires de premier plan. Je ne les ai pas cantonnés à un rôle ou à une relation. Lors du G7 à Biarritz, on a invité les États africains, mais pas comme on le faisait auparavant, pour le seul dernier déjeuner, façon de leur dire qu'on est sympas avec eux. Ils sont venus dès la veille au soir. Leurs équipes, leurs sherpas ont été invités et associés aux sherpas du G7. Ils ont participé à l'élaboration du communiqué final et on a passé toute une journée avec eux. Ils ont participé à la moitié du programme. C'était la première fois. Ils l'ont reconnu. On les a mis au cœur du multi-latéralisme. On les a aussi associés à la crise de la Covid. J'ai d'ailleurs été invité en visioconférence au bureau de l'Union africaine. Les chefs d'État africains se sont engagés et on est ensuite allé chercher des partenaires européens. C'était une première. On les prend aussi comme des partenaires, au sens fort du terme, de toutes nos alliances internationales. C'est très important. »

Paul Kagamé « a une légitimité »

« En République démocratique du Congo (RDC), il a plutôt aidé à la transition. Je pense qu'on doit travailler avec chaque pays. Je suis conscient des limites de chacun. Mais je pense que Kagamé a une légitimité. C'est culturel. Il a, parmi les chefs d'État africains, une légitimité qui est liée à son ancienneté. Nous savons les différences. Je préfère les modèles où l'alternance est en vigueur avec la stabilité. Il faut qu'on essaie de pousser de manière souple et intelligente ce modèle. Il ne s'agit pas de le donner comme un dogme de l'extérieur. Il s'agit d'inciter, de montrer que c'est sain, que c'est bon. C'est ce qui permet de limiter la corruption, de réduire la conflictualité dans une société. Mais, après, je dois reconnaître que sur le plan du numérique, sur la santé, sur le multilatéralisme, Paul Kagamé a un réel engagement et tire les autres. Oui, j'assume totalement de l'engager avec nous.

« On est dans une période de vérité. Moi, j'assume de dire : on ouvre les archives. On travaille de manière transparente. Il y aura le rapport Duclert au printemps prochain [Vincent Duclert, président de la Commission de recherche sur les archives françaises relatives au Rwanda et au génocide des Tutsis]. Je n'en connais pas l'aboutissement. C'est toujours plus compliqué lorsque les parties prenantes ne sont pas dans un seul pays. Paul Kagamé n'a pas fait son travail de réconciliation en interne. Il y a ce travail qui lui appartient. C'est un calendrier qui est le sien ou pas. Et là, il y a un travail de vérité. Ce sera plutôt un travail de normalisation. Mais cela nécessite d'impliquer des gens, chez lui comme chez nous. C'est d'ailleurs encore plus compliqué.

« C'est le même travail de complexité que j'ai demandé à Benjamin Stora sur l'Algérie dans une échelle de temps différente. C'est important de le faire. Après, il faut éviter toute instrumentalisation de la mémoire. Je crois beaucoup à cela dans les relations internationales, avec l'Afrique comme ailleurs. On revit une période qui accompagne la désinformation et la manipulation, qui est celle du révisionnisme historique à des fins politiques. Notre responsabilité, c'est de remettre les historiens là où ils doivent être, de ne pas expliquer qu'on a déjà donné la vérité à nos peuples, et

qu'il n'y ait pas de ressentiment inutile ou des projets politiques qui détournent des mémoires. »

« L'impensé algérien »

« Quand on parle de l'Afrique, on a tendance à parler de l'Afrique noire, en isolant le Maghreb. Évidemment, je mets l'Algérie et le Maroc et la Libye au cœur de cette politique africaine. Parce que, quand j'essaie de décomposer à ma manière ces traumatismes, je pense que le rapport à l'Algérie a quelque chose d'extrêmement séminal et, au fond, a réinvesti toutes les mémoires africaines. Cela comprend aussi les enfants issus de l'immigration qui n'avaient pas un rapport traumatique avec la colonisation, parce que le fait algérien est un impensé en France. Comme on a d'ailleurs toujours géré nos conflits, que j'essaie de les déplier, parfois adroitement, parfois maladroitement sans doute, j'ai pris des coups à certains moments sur ce sujet. Parce que le sujet algérien est un impensé, il y a un ressentiment et un refoulé des mémoires sur ce sujet. Il a touché aussi d'autres mémoires africaines. Quand vous voyez des enfants issus de l'immigration, ivoirienne, congolaise ou autre, qui ont des discours que n'avaient pas leurs parents et leurs grands-parents sur leur rapport à la France, vous voyez bien qu'il y a un effet de contamination. Voilà, je veux m'investir dans cette stratégie, parce que je pense qu'on en a besoin et qu'elle apporte beaucoup à notre stratégie africaine. »

« Nos entreprises ne sont pas au rendez-vous »

« On s'est réengagé dans la téléphonie, l'innovation avec Digital Africa, avec des start-up du digital africain et français. Ce n'est pas un système de soixante-dix ans qu'on va changer en trois ans. Ce serait irénique. Ce qu'il faut regarder, ce sont les chiffres. Depuis quinze ans, on dégringole... Pourquoi ? Parce que les Africains qui suivent le business chez eux, ils le disent : nos entreprises se

moquent d'eux. Dans des pays où l'on était très installé, les entreprises ne sont plus au rendez-vous... En termes d'efficacité, de délais, de prix... parce qu'il y avait ce que j'appelle un système de rentes. Mais c'est pareil en France, dans certains secteurs. Il y a une rémanence historique. C'est la fin. Il y a des entreprises qui marchent aussi. Il ne faut pas tout jeter, mais il faut normaliser ce cadre. Il faut dire à toutes nos entreprises qui sont en Afrique que le marché est extraordinaire, que le continent est en développement économique et démographique... Mais c'est un continent qu'il faut respecter. Il faut être au rendez-vous de la qualité des prestations. D'une offre qui soit la plus compétitive possible en termes de qualité, de prix, d'innovation et d'engagement dans la durée. Et moi, je crois qu'on est bon si on s'en donne la peine. Et ce n'est pas parce qu'on a été mauvais ou fainéant, qu'on a considéré que c'était un marché qui n'était plus pour nous. On a laissé les Chinois entrer. Les Chinois font des prestations de bien moins bonne qualité que nous. Et, dans les prochaines années, ils vont payer les conséquences que nous avons connues quand on a mal fait le boulot.

« Si vous allez en Éthiopie et que vous regardez la ligne de chemin de fer, nos interlocuteurs nous racontent que les rails ne correspondent pas au poids des marchandises que l'on trimbale et ne sont pas bien branchés avec le port et la compagnie. Cela me fait penser parfois à ce qu'on a connu, les "éléphants blancs" dans des régions qui nous sont plus familières. Donc, nous aussi, on doit se réengager avec exigence. Je veux des patrons, je veux du suivi et je veux qu'on soit au rendez-vous de l'exigence. Y compris en termes de financements. C'est pourquoi, au-delà de l'AFD et de Proparco [sigle pour Promotion et Participation pour la coopération économique, filiale de l'AFD], on a engagé la BPI [Banque publique d'investissement]. On va encore améliorer cette offre, qui sera notamment proposée au sommet du financement de la relance dans les pays du Sud (en mai 2021 à Paris). Il n'y a pas de fatalité, mais ça va prendre quelques années. Dans des secteurs comme le digital et le renouvelable, cela va beaucoup plus vite, parce que ce sont de nouveaux domaines d'activité. L'Afrique est un continent qui a le sens de l'entrepreneuriat. Beaucoup de pays se sont mis tout de suite au digital, comme le Rwanda, le Sénégal et le Kenya. Dans le

renouvelable, on a également d'énormes marchés. Avec des entreprises dont le modèle économique est beaucoup plus décentralisé et dépend moins de gros marchés publics. Et où peuvent s'installer la corruption ou les effets de rente.

« C'est à nous de changer. On a créé, par exemple, un club d'affaires franco-nigérian. Au début, très peu d'entreprises y adhéraient. Cela ne se fait pas tout de suite. Je vais au Nigeria... On fait des choses, deux, trois patrons viennent. Par contre, quand ils reviennent à Paris, aucun des patrons français n'accueille les Nigériens. Aucun. Parce qu'ils disent : "Ce n'est pas pour nous." On a repris l'affaire... On a changé la coprésidence du côté africain. C'est en train de bouger. Bilan des courses : Abdul Samad Rabiou (BUA Group) est en train de signer avec nous [alliance de BUA Group avec le français Axens pour la construction d'une raffinerie].

« Les Nigériens ne nous regardaient pas. Les Américains sont fous qu'on ait réussi ce coup. Du fait qu'un Nigérian ait réussi quelque chose avec la France, c'est plus fort. On fait revenir de nouveaux acteurs. Des gens qui n'allaient pas en Afrique. Cela prend deux à trois ans pour que cela commence à rentrer. Cela ne se fait pas du jour au lendemain. Autre exemple : je suis le premier président français à faire une visite au Kenya. Les entreprises viennent, mais n'y croient pas tellement. Elles me disent : "Les Chinois ont tout..." On force, on obtient des contrats sur certains sujets pour des entreprises qui ne voulaient pas y aller. Elles y vont. Kenyatta [Uhuru Kenyatta, président du Kenya] revient la semaine prochaine. Il arrive mercredi soir. Je l'emmène au Bpifrance Inno Generation (BIG) [événement digital de la Banque publique d'investissement des entreprises] pour que des PME françaises investissent chez lui. C'est ce que j'appelle la conversion des regards. Il faut que des dirigeants africains disent : "Ça m'intéresse." Et il faut aussi que des patrons français disent : "Ce marché est pour moi." Après, il y a toujours les "risques pays". C'est donc à nous aussi de réinvestir la BPI sur les sujets de financement. C'est dans cet esprit qu'on va monter, l'année prochaine, ce sommet sur le financement de l'Afrique, avec un double impact pour nous, en disant : "Il faut mettre tout le monde à égalité dans les grands pays, car il y a actuellement une inégalité avec des pays hors OCDE, en

particulier la Chine, qui fragilise les pays africains.” Et si on sort de cette Françafrique économique dont vous parlez, on a besoin que des ETI, des start-up, parfois des PME... des groupes beaucoup plus innovants aillent en Afrique pour “craquer” des marchés et que ce ne soient pas simplement les grands logisticiens ou les grandes entreprises sur des marchés bien connus. »

Dans le Sahel : « Les dirigeants nous ont dit : “On a besoin de la France, sinon on ne tient pas” »

« L’opération Serval, c’était à la demande de la CEDEAO [Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest] ; l’opération Barkhane, à celle du gouvernement malien. En novembre 2019, nos militaires tombent. Je dis aux dirigeants du G5 Sahel : “J’ai un problème. Je ne sais pas expliquer aux familles des soldats tués pourquoi nous sommes là, alors que vos opinions publiques nous foulent aux pieds et que certains d’entre vous sont complaisants. J’entends certains discours de ministres maliens, de quelques autres... Il faut me dire si vous avez besoin de moi ou pas. Moi, je suis prêt à partir.” Au sommet de Pau, les dirigeants nous ont dit : “On a besoin de la France, sinon on ne tient pas.”

« Au Burkina Faso, il y a un problème avec l’armée. Le Burkina est un pays de coups d’État. Le président Kaboré a lui-même dévitalisé son armée. Soyons clairs, il ne veut pas la réformer. Donc, c’est un modèle auto-entretenu, parce qu’il aura besoin durablement de puissances étrangères, car il a une défiance vis-à-vis de sa propre armée. Le Niger a une armée structurée avec des combattants de qualité, mais son territoire est immense. Au Mali, on a fait un gros travail avec les FAMa [Forces armées maliennes], mais tant qu’il n’y a pas de stabilité de l’État et du modèle économique... C’est tout ce qu’on a demandé depuis des années à IBK [Ibrahim Boubacar Keïta] et ses gouvernements successifs. Tant qu’on ne tient pas les 3D ensemble [démocratie, défense, développement], cela ne marche pas.

« Ce sont les différents dossiers qu'on a mis sur la table à Pau. C'est-à-dire qu'il faut qu'il y ait une stabilité de l'État et que le modèle administratif marche. Les responsables de notre armée nous disent : "On forme des soldats, mais après ils quittent l'armée malienne." Le Mali ne s'est pas donné les moyens d'avoir une armée autosuffisante. La preuve : la première chose que la junte a faite, après son coup d'État militaire [au mois d'août 2020], c'est de réitérer sa demande de soutien de la force française Barkhane. C'est la première chose que les putschistes nous ont demandée, ainsi que le président de transition, pas plus tard qu'hier.

« On a complètement formé l'armée mauritanienne. C'est un modèle qui a marché sur le plan sécuritaire, mais pas du tout sur le plan politique. Soyons vigilants sur le modèle mauritanien. Sur le plan politique, il y a eu une alternance, une succession. Nous avons formé leur armée, elle est aujourd'hui plus indépendante, mais notre regard à l'égard de la Mauritanie n'est pas le même... Il y a moins de journalistes. Il y a la charia, des journalistes en prison. C'est la réalité. C'est un modèle très sécuritaire. Il est stable parce qu'il est plus périphérique que d'autres routes. Ils ont pu s'en sortir. »

« *Pas de forces spéciales sans opération Barkhane* »

« Uniquement des forces spéciales à la place de Barkhane ? J'ai posé cette question aux militaires et j'y ai réfléchi moi-même. L'impact et l'effet de la *task force* "Sabre" et des forces spéciales ne sont pas réalisables sans l'opération Barkhane. Il faut des soutiens, il faut du renseignement... Après, la grande difficulté que nous avons – c'est aussi pour cela qu'on a été neutre dans la transition malienne – est le travail de stabilisation du Mali. Il n'a pas été fait. Nous sommes là en supplétif d'une transition qui doit être celle de l'État et du retour de l'administration dans certaines régions. Ce qui n'est pas une question *stricto sensu* militaire. À Tessalit, à Kidal, c'est un retour de l'État. Et je l'ai déjà dit plusieurs fois. Y compris dans les mensonges qui ont été proférés [la France a été accusée de ne pas favoriser le retour de l'État malien dans le nord du pays

afin de protéger certains mouvements touaregs]. C'est parce que l'État malien n'a jamais eu le courage de revenir à Kidal que beaucoup nous ont dit que c'était notre faute. J'avais demandé à Ibrahim Boubacar Keïta qu'il envoie son Premier ministre. Ce qu'il a fait quelques semaines avant de tomber. Le sujet est l'affaiblissement de l'État malien, c'est un affaiblissement dans la zone de Kidal au nord. Dans le fait qu'il n'ait pas repris certains territoires à stabiliser, pas suffisamment décentralisés. On s'est retrouvé en quelque sorte pris dans le feu et, si on se retirait, on le laisserait s'effondrer.

« Ils ont tous négocié avec la katiba Macina et plusieurs groupes d'Iyad Ag Ghali [Chef du Rassemblement pour la victoire de l'islam et des musulmans (RVIM) qui a fédéré des djihadistes arabes, touaregs et peuls]. Il faut qu'il y ait un processus de paix, mais à un moment donné il faut savoir qui est terroriste et qui ne l'est pas. On est dans une situation très déséquilibrée, du fait des Maliens. On a besoin, pour réduire notre emprise militaire, qu'il y ait un ressaisissement politique, administratif et militaire des États du Sahel, en particulier au Mali et au Burkina. Heureusement, on a la Mauritanie qui a fait un formidable travail, le Niger aussi. Le Tchad a été pris dans un mouvement d'élongation, mais il est très investi dans le bassin du lac Tchad. Nous faisons tout pour aider le Burkina et le Mali. On est attaqué des deux côtés d'une manière très injuste. Mais moi, je suis très à l'aise... vis-à-vis des opinions publiques. Soyons clairs : si je cédaï de façon trop facile, qu'est-ce qui arriverait ? On se retrouverait dans un scénario à la centrafricaine. »

« Les Russes et les Turcs sont néocoloniaux »

« C'est un challenge que je pose à tout notre écosystème de défense de manière systématique. Notre présence militaire est mal prise par une partie de la population qui ne comprend pas ce qui se passe. Nos opposants utilisent cela. Après, je me méfie toujours de la société civile et des réseaux sociaux largement financés par les Turcs ou par les Russes. Les Russes financent énormément de

choses. Et je suis un peu confondu par la naïveté, souvent, des journalistes radiophoniques français qui sont là-bas. Ils se font totalement empapaouter par un discours... Nous-mêmes, on a un discours : la “Françafrique” et le postcolonialisme sont un traumatisme qui nous touche aussi... On a construit une honte de nous-mêmes en Afrique qui nous handicape. Le discours français sur la présence française en Afrique est un discours complètement culpabilisant et sans fin... On ne rédime jamais nos forfaits. Il n’y a pas d’issue à ce machin-là. Du coup, on donne plutôt des arguments à des gens qui sont d’énormes cyniques. Les Russes et les Turcs ne veulent pas du tout le développement de l’Afrique. Ils sont néocoloniaux. Ils n’ont pas notre sophistication sur des modèles de développement partenariaux. Et, de l’autre côté, on laisse place à tous les cynismes. »

« Il ne faut pas qu’on entre dans des guerres de proxys »

« Il nous faut plus travailler avec les sociétés civiles, les ONG, les associations. On a un modèle de coopération qui est transparent. C’est le modèle occidental, parce que l’Europe et les États-Unis font pareil. Vous avez un modèle qui est beaucoup plus intrusif, qui repose sur des éléments d’intrusion économique : c’est le modèle chinois. Et, ensuite, vous avez des modèles d’influence qui ont été le wahhabisme [courant de l’islam se réclamant du sunnisme en Arabie saoudite] et qu’on a laissés prospérer pendant des décennies. Aujourd’hui, c’est le Qatar et la Turquie des Frères musulmans. Ce sont des gens très bien organisés, qui financent de manière insidieuse des groupes d’influence, des relais, etc. Mais je pense qu’il ne faut pas qu’on entre dans des guerres de “proxys” [guerres par procuration où des États utilisent des groupes armés locaux ou des supplétifs étrangers]. Il faut qu’on clarifie les règles de ces intrusions. Qu’on leur demande de la neutralité. Ce qui est très difficile dans le monde dans lequel on vit. C’est un monde de réseaux sociaux, où l’on peut très facilement bousculer – on l’a vu

avec les Printemps arabes – les opinions publiques. C'est très dangereux. Je crois qu'il faut les préserver de cette ingérence. Le paradoxe, c'est que, quand vous dites ça, les Russes le font aussi, beaucoup moins idéologiques sur le plan religieux, mais opportunistes. Ils vous répondent : "Oui, mais vous, vous avez vos moyens audiovisuels extérieurs qui, en fait, nous critiquent. Quelque part, on a la double peine."

« L'Afrique vit une double crise. Elle vit la crise de la digestion du fait national, qui n'est toujours pas réel en Afrique. Et vous voyez remonter les tensions ethniques. Très fortement dans le Sahel. On n'en a pas parlé, mais la question peule revient fortement. On voit la question ethnique qui vient fracturer la question nationale, la question religieuse aussi. Peut-être que le fait ethnique et le fait religieux sont amenés à restructurer les choses. Simplement, je vois que ce ne sont pas des modes de structuration qui permettent d'obtenir la paix. Parce qu'ils se construisent politiquement sur des modèles d'identité fermée et de confrontation. Cela est très dangereux. Et c'est pour ça que les structures nationales plus inclusives, plus sécularisées, laïques et autres sont des modèles pour faire vivre des religions ensemble. Des ethnies ensemble. C'est pour nous un modèle de régularisation de l'Afrique. Je pense que, pour les peuples africains, c'est un facteur de paix. »

« La stratégie : réajuster notre présence militaire dans la région »

« Quelle est la stratégie ? Bien sûr, je serai amené à la revoir de toute façon, mais je ne suis pas pour garder une présence qui est la nôtre aujourd'hui à la même magnitude. Ce n'est pas soutenable et ce n'est pas souhaitable. Est-ce que je pense qu'il faut aujourd'hui tout replier ? On fragiliserait beaucoup des États souverains. Il faut réussir à avoir un mécanisme de transition beaucoup plus déterminé, où on leur donne des responsabilités, à eux et à des voisins aussi. Il faut réengager d'autres Africains dans le jeu. Il faut qu'on développe une coopération beaucoup plus efficace en matière

de formation et d'encadrement. C'est un des axes sur lesquels j'ai demandé à l'armée de travailler.

« Il faut ensuite qu'on arrive à réduire et réajuster notre présence dans la région. Ce que j'ai fait à Pau, c'est aussi de repréciser qui est l'ennemi. La grande difficulté du théâtre sahélien est que l'insécurité est endémique et n'a pas commencé en 2013. C'est que les phénomènes de bandes et de trafics sont endémiques. Si notre vocation est de rester présents militairement dans la région aussi longtemps qu'il y en aura, on peut se retrouver là dans mille ans. Quels sont les groupes armés qui déstabilisent les États ? Le principal ennemi terroriste qui déstabilise les États est l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), dans la zone des trois frontières. Depuis la réorientation décidée à Pau, on a eu de vraies victoires contre cet ennemi et on a avancé. Il y a ensuite le GSIM (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans) d'Iyad Ag Ghali. Là, en effet, il y a un sujet qui touche de très près l'Algérie. Il y a besoin qu'elle se réinvestisse. Et après, nous allons devoir dans les prochains mois repréciser très clairement les objectifs strictement militaires et la transition pour aller dans une formation plus rapide et plus poussée des forces africaines. Cela suppose un réengagement malien et des puissances de la région. Ma volonté n'est pas de rester dans le *statu quo*. Il n'est pas souhaitable politiquement. »

« En Libye, on a créé l'anomie et on n'avait pas de solution politique de sortie »

« Je n'étais pas en fonction au moment de la révolution libyenne. Il y a une responsabilité de toutes celles et tous ceux qui étaient en charge de ce dossier... Moi, j'ai toujours dit ma ligne, ma grammaire sur ce sujet. Elle vaut pour l'Afrique comme partout ailleurs, c'est le principe de souveraineté nationale. Quand il y a un dirigeant qui a été élu par un peuple, qui est installé et qui ne nous plaît pas, il faut aider la société civile à travailler avec les structures régionales, les éléments de transition. Mais en aucun cas une opération militaire sans solution politique dans le pays n'a vocation à construire

quelque chose. L'Irak l'a montré très clairement, la Libye également. Aujourd'hui, on se débat parce qu'on a effondré un système, un système qui était certes corrompu et mafieux. Mais on a créé l'anomie et on n'avait pas de solution politique de sortie. Or, on administre politiquement un pays souverain de l'extérieur. C'est tout. C'est pour cela aussi que j'assume quand les gens disent : "Pourquoi vous n'intervenez pas là et ailleurs... ?" Parce qu'il y a toujours cette tentation néoconservatrice, comme diraient certains, ou hyper-"droits-de-l'homme", qui est, au bout, une logique d'ingérence. Je n'y crois pas. Elle n'a pas de débouchés politiques. Il est beaucoup plus efficace de faire bouger des systèmes de l'extérieur par des transitions. Pour moi, ce qu'on a réussi à faire en RDC [République démocratique du Congo] est à cet égard un modèle. Il est imparfait, il est très fragile... On a mis plus d'un an, on a beaucoup parlé, on a investi les voisins. On a responsabilisé l'Afrique du Sud, le Rwanda. On les a engagés, on a poussé, on a mis la pression, on ne s'est jamais engagé publiquement. Et je dirais, pour résumer de manière un peu cruelle ce qu'on a vécu à ce moment-là : on n'a vraisemblablement pas eu la démocratie, mais on a eu l'alternance. C'est imparfait, mais quelque chose s'est passé qui a continué à métaboliser. »

De la France en Afrique à l'Afrique en France : « Le Conseil présidentiel pour l'Afrique m'avait prévenu sur le CFA »

« Le Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA) a joué un rôle extrêmement important sur ce qu'on a fait sur les diasporas. Et on va continuer avec la Saison culturelle Africa 2020 et le Forum Afrique-France de Montpellier. On parlera de la relève démocratique. Et après, tout cela se construit dans une tension constante, parce que les membres du CPA m'ont beaucoup appris. Les choses importantes ne sont pas celles qui remontent naturellement. Par exemple, la restitution des œuvres d'art. Les actes sont là aujourd'hui.

« Le franc CFA, c'est vraiment venu d'eux. Parce que, sur les réseaux sociaux, c'était quelque chose qui était très fort dans la jeunesse africaine avec des activistes comme Kémi Séba qui alimentent la polémique. Et j'ai été frappé, heureusement que les membres du CPA m'avaient prévenu. La première fois, c'est quand j'avais fait le discours de Ouaga. Les jeunes m'ont beaucoup agressé sur ce sujet. Mais le dossier du CFA n'existe pas quand on est entre dirigeants, cela n'existe pas plus si on a une politique qu'on pense depuis Paris avec des canons qui sont les nôtres. »

« Diasporas : la politique d'intégration n'a pas vraiment marché »

« J'appartiens à une génération qui a grandi avec des jeunes filles et des jeunes garçons qui sont issus de cette diaspora. Notre génération a grandi dans des classes de lycée avec les enfants de parents arrivés au moment de l'immigration économique, qui était en effet plus africaine. Ce qui était sans doute moins vrai pour mes prédécesseurs. En tout cas, la présence africaine n'était pas la même. Il y avait parfois une élite avec laquelle ils avaient pu aller en classe, mais pas la réalité qu'on voit là. Après, dans la cité, puis comme homme politique et responsable, j'ai été frappé de voir à quel point notre mémoire et notre rapport contemporain avec l'Afrique étaient un sujet de politique française. Je le fais [mobiliser les diasporas en France] parce que c'est bon pour l'Afrique, mais c'est aussi bon pour nous.

« Le sujet des diasporas n'est pas un sujet qui est accessoire à mes yeux. Ce n'est pas un hasard, d'ailleurs, si j'ai nommé Madame Élisabeth Moreno au ministère de l'Égalité des chances. Je l'ai rencontrée pour la première fois à la réunion qu'on avait faite avec le président ghanéen Nana Akufo Addo avec les diasporas [le 11 juillet 2019 à l'Élysée]. Ces diasporas disent quelque chose de ces identités plurielles. Aucun responsable politique ne peut ignorer cela. On parle aux diasporas d'origine européenne tous les jours, parce qu'on parle d'Union européenne. On a un rapport avec leurs pays

qui est inclusif au sein de l'Union, on n'est pas dans un rapport historiquement traumatique comme avec les diasporas africaines. Elles sont dans notre pays, mais mon sentiment est qu'on ne révèle pas cette part qui est une richesse extraordinaire de la France.

« On doit d'abord construire le récit de notre nation avec elles. C'est quelque chose qu'on a initié et que je vais poursuivre, mais qui est dans le temps long, culturel, éducatif. Pour beaucoup, ils ne se retrouvaient pas dans notre politique africaine, parce qu'ils ne sont pas d'accord avec les dirigeants de leurs pays. Les incompréhensions étaient liées au fait que la politique d'intégration de cette dernière décennie n'a pas vraiment marché. Ils ont vécu des formes d'humiliation avec leurs parents, parfois eux-mêmes, souvent même, et une incompréhension par rapport à notre politique africaine. Et quand on en est là, tout se touche au fond. C'est pour cela que je crois à la continuité de la politique nationale et de la politique africaine, parce que nous sommes liés. Ce dialogue et cette tension constante qu'on a avec eux sont une manière de repenser notre politique africaine, mais aussi de réussir cette conversion des regards qui est une nécessité pour notre pays. »

« On n'est pas fichu de leur proposer des chaires de profs, ils partent aux États-Unis »

« Pour l'instant, on n'est pas au rendez-vous des résultats pour les jeunes des banlieues. Parce qu'il y a des corporatismes. Parce que le système est fait comme ça. Quand vous dites : "Je veux des noms" pour des Français d'origine africaine, il n'y a personne. On a vu comment on a dû ferrailer pour faire nommer Aniambossou dans une ambassade [Jules-Armand Aniambossou, ancien coordinateur du CPA, nommé ambassadeur en Ouganda en avril 2019]. On a énormément de mal. Il ne faut pas faire que du symbolique. C'est pour moi l'un des défis des prochains mois. On a lancé tous les sujets sur les quartiers. J'assume la ligne qui est la mienne, en désaccord avec une certaine ligne française traditionnelle. C'est ce que j'appelle le malentendu autour du rapport Borloo. Pour moi, la

solution, elle n'est pas du tout dans des grands projets urbains nouveaux, des milliards qu'on donne aux maires, c'est ce que j'avais dit. Cela avait été très mal pris, y compris quand j'avais dit "deux mâles blancs³". C'est une espèce de compromis. Pour reprendre la formule d'Abd al Malik [rappeur, écrivain et réalisateur], car c'est comme cela qu'il m'avait dit des choses sur la culture : "On est des consommables." Autrement dit, les Blacks et les Beurs des quartiers, on va s'occuper d'eux. Ils ont envie de décider et c'est juste. J'ai raté ce coche-là, parce que ça a été vu comme "le Président ne s'intéresse pas aux banlieues". Certains le ressortent encore, de manière totalement instrumentalisée politiquement. Mais je pense que les diasporas veulent être acteurs et actrices. Elles demandent l'émancipation éducative et économique.

« Sur l'éducation, on a fait beaucoup de choses. On a des résultats, le dédoublement des classes, le dédoublement des grandes sections, les cités éducatives qui se développent, marchent bien. Ce qu'on fait avec la formation Parcoursup est un énorme levier pour les gamins des banlieues. L'orientation... l'éducation, on y est, on a enclenché un truc. L'apprentissage est un super levier pour les gamins des quartiers difficiles et les diasporas parce qu'ils cassent les représentations. J'étais à Clermont il y a quelques semaines sur le dossier de l'apprentissage. Sur l'emploi, on a mis en place un système de bourses de stages, on a mis en place les « emplois francs ». On n'y est pas encore assez. Il faut aller beaucoup plus fort sur l'emploi et il faut de l'*empowerment*, comme on dit en bon français. Il faut aller beaucoup plus loin pour les mettre en capacité d'entreprendre. Cela passera par l'émancipation économique et notre capacité à faire émerger des modèles.

« C'est là que les diasporas sont très structurantes, pour montrer que les modèles, ça marche – on l'a vu dans le sport. On sait que, quand il y a des modèles qui tirent vers le haut, les gamins y vont. Ce qu'il faut réussir à casser, c'est l'autocensure que les gamins ont sur eux-mêmes. Pour moi, la pire des choses en République est : "Ceci n'est pas pour moi." Chez l'enfant ou chez les parents. Et donc les gamins ont dit : "Ceci est pour moi", quand ils ont vu qu'il y avait Zidane, une nouvelle génération avec Mbappé... Ce devrait être pareil avec l'entrepreneuriat, ce devrait être pareil dans la vie

académique. Il faut aller beaucoup plus fort sur l'émancipation économique, mettre ses modèles, et le faire dans la vie culturelle, les hauts fonctionnaires, et dans la vie académique. On ne peut pas se satisfaire qu'un intellectuel comme Felwine Sarr se barre pour trouver une chaire aux États-Unis. On ne donne pas de places à ces gens-là. C'est un problème, parce que la pensée qu'on a de l'Afrique est déformée par un prisme américain qui n'est pas le nôtre. Et qui ne facilite pas notre sujet. Parce que nous ne sommes pas une société qui a longtemps été ségrégationniste comme la société américaine, et donc on importe une grille de lecture d'une société qui doit régler des problèmes avec elle-même, qui est une société d'immigration massive sur le commerce triangulaire et de ségrégation. Toutes les *Black Studies* américaines sont totalement là-dedans. Elles structurent une pensée du sujet en France, parce qu'on n'est pas fichu dans les universités françaises de donner une place à des gamins comme eux. On proposerait à Felwine Sarr une chaire de prof à la Sorbonne, je crois qu'il aurait dit oui. »

« Les choses sont mûres pour la réforme de l'islam »

« J'annonce la réforme de l'islam en France la semaine prochaine. [Cet entretien a eu lieu le 25 septembre 2020, avant le discours du Président aux Mureaux sur le "séparatisme islamiste" et l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine contre le professeur d'histoire-géographie Samuel Paty.] Il va y avoir toute une série de décisions, beaucoup plus dures à la fois sur les associations et les lieux de culte, pour rattraper les fondamentalistes. Tout cela est très compliqué, parce que c'est une question de droit, du droit des associations, etc. On va être beaucoup plus vigilant pour lutter contre les déscolarisations, qui pour moi sont le phénomène le plus inquiétant. La vraie stratégie des "islamo" maintenant n'est plus de faire des écoles. C'est de sortir les enfants de l'école. De dire aux parents de ne plus les envoyer dans les écoles et de ne plus les scolariser. Ce que permet la loi française. C'est de dire : "On s'occupe d'eux à la maison", et de les mettre chez les Frères [musulmans]. On est en train de

démanteler une structure en Seine-Saint-Denis où l'on avait soixante personnes qui étaient comme ça. Les gamins y allaient de 8 heures à 15 heures. Personne ne disait qu'ils étaient à l'école. On a approché, on a suivi avec les services et on va la fermer.

« Ensuite, on travaille à la structuration de l'islam français. C'est la raison pour laquelle je me suis entretenu avec Ghaleb Bencheikh [président de la Fondation de l'islam de France, FIF]. Ma conviction est que les choses sont mûres et il faut qu'on accélère. Paradoxalement, je pense que ce qui se passe actuellement est une opportunité pour leur mettre la pression à tous. La loi de séparation ne me permet pas de m'ingérer dans des sujets religieux. Je n'aurais pas le consensus politique pour avoir un modèle concordataire sur ce sujet. Ce que je vais faire, c'est demander au CFCM [Conseil français du culte musulman] de s'engager sur cette voie sous contrainte, avec l'épée de Damoclès d'un changement de pied où l'on reprendrait les choses. On a structuré, depuis un an et demi, le CFCM au niveau départemental avec les préfets. Ce qui bloquait le CFCM, ce sont les CRCM [Conseils régionaux du culte musulman] ; ce sont eux qui ont le vrai pouvoir sur un modèle consulaire. On ramène le pouvoir au niveau départemental. On a supprimé les ELCO [Enseignements de langue et de culture d'origine, remplacés par les Enseignements internationaux de langues étrangères, EILE].

« On a donné quatre ans aux pays d'origine pour supprimer les imams détachés. On se met en situation, du coup, de devoir former. Je vais demander au CFCM de labelliser une formation, de certifier les imams et d'avoir une procédure de radiation. Mon principal problème, en vérité, n'est pas les imams détachés. C'est assez anecdotique. On sait généralement qu'ils mettent des gens des services, et cela permet d'avoir des infos. Ce n'est pas un drame. Le vrai sujet, ce sont tous les imams autoproclamés qui sont en dessous. C'est là qu'on les investit. Mais je vais m'engager sur la partie formation éducative et culturelle. C'est là que j'ai besoin de la FIF, de Ghaleb Bencheikh. On va investir et lancer un vrai centre d'islamologie, et investir fortement là-dessus. C'est pour moi très important. La volonté est là. C'est un sujet qu'il était impossible de lancer pendant la Covid et après, au moment de la crise sociale. En plus, le CFCM a été pris par son élection fin 2019. Il y a eu

beaucoup de crises internes, mais je pense que là on peut les engager et nous, on est prêt. »

« On n'a pas réussi à structurer politiquement les diasporas africaines »

« Je dois avoir une stratégie nationale. De là où je suis, je suis le dernier à pouvoir m'occuper d'En marche. Après, ils sont tous polytraumatisés par les municipales. Ce n'est pas un sujet si grave. Je pourrais vous démontrer en deux minutes pourquoi. Un, quand on est au pouvoir, les municipales ne sont jamais bonnes. Deux, *a fortiori* quand on est un parti nouveau qui a très peu d'ancrage. Trois, elles sont complètement faussées par le taux de participation. Quant aux 20 % de participation au second tour, il ne faut pas extrapoler. La structuration même... S'ils ont fait une erreur, c'est d'avoir laissé la structuration de la campagne présidentielle. J'avais structuré le truc pour qu'il n'y ait pas d'entropie locale, c'était un mouvement qui avait vocation d'aller aux présidentielles. C'étaient des comités locaux. C'est un mouvement très libre. Le sujet, c'est que c'est un aspirateur à ambitions locales. Et donc, c'est une machine à fragmenter localement. Il y avait dix mecs qui avaient créé un comité, il n'y avait aucune régulation ni collégialité, il y avait donc dix potentiels maires. Le jour où il faut créer de la convergence parce que vous avez un seul candidat, vous avez neuf frustrés. C'est normal. C'est la vie politique. Je ne crois pas que les municipales soient une grille de lecture.

« Après, vous avez totalement raison. Les diasporas, à mes yeux, ont énormément d'énergie et de potentialité. C'est une énorme chance pour le pays. On n'a pas fait ce qu'on devait faire sur certains leviers. Et il y a une autocensure dont je parlais tout à l'heure. Elle existe *a fortiori* en politique. Dans le passé, des partis ont réussi à dégoupiller ça. Le PS à un moment, la droite aussi, ont réussi à le faire sous une autre forme... Vous avez raison, on a réussi à faire venir à nous des gens qui avaient réussi, mais d'extraction modeste et qui avaient une expérience politique. C'est

déjà bien. On a eu ça. Des profils comme Sira Sylla [députée LREM de Seine-Maritime]. Ce sont des gens qui ne sont pas nés dans des circuits faciles. Après, il y a beaucoup de gens qui pensent que la politique n'est pas pour eux. On n'a pas réussi à structurer à ce stade un système de formation et à aller au contact des diasporas qui sont le plus loin de la politique, en leur disant que c'est aussi pour vous. C'est ça qui est vrai. Les associations le font sur d'autres sujets. Mais, pour moi, la priorité est la politique du pays. Et, là-dessus, c'est d'avoir une politique qui permette de répondre exactement à ça dans tous les domaines. C'est donc d'aller chercher les mêmes pour qu'ils puissent faire de la musique, du sport, accéder aux meilleures études et puis un job. On peut y arriver, mais il va falloir donner un coup d'accélérateur. »

Postface

Le boomerang

« La vie n'est qu'un piège
où l'on finit toujours par tomber. »

Minou Petrowski,
Le Passage

Volontaire, déterminé, sagace, mais parfois aussi brutal dans ses propos... Au fil du long entretien qu'il nous a accordé, le président français, Emmanuel Macron, n'a que très rarement sollicité le « off ». Ses propos et analyses sont d'autant plus intéressants, et souvent inédits, qu'ils sont livrés en l'état, bruts. Son équipe n'a pas demandé à appliquer un vernis ou à parfaire quelques travaux de finition. En matière de politique africaine, le chef de l'État assume d'autant plus ses positions qu'il a centralisé le pouvoir à l'Élysée, rompant avec son prédécesseur, François Hollande, qui avait largement délégué le continent à son ex-ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, aujourd'hui au Quai d'Orsay.

Le président de la République ne cache pas sa détestation de ce qu'on appelle communément la « Françafrique », cette période postcoloniale qui va des indépendances des années 1960 à la fin de la guerre froide. Ses relations avec certains de ses pairs d'Afrique francophone, déjà en place avant la chute de l'empire soviétique, sont d'ailleurs empreintes de méfiance. Son style particulièrement direct a aussi pu en heurter certains, à l'image de l'ex-président

malien, Ibrahim Boubacar Keïta. En privé, certains dirigeants lui reprochent une forme d'arrogance et de néo-paternalisme, parfois de manière paradoxale quand ils cherchent par ailleurs la protection de la France. Lui s'en défend, au nom d'une période révolue qu'il n'a pas connue. Ce n'est pas toujours facile pour le locataire de l'Élysée de trouver la bonne distance avec des pairs qui considèrent que le droit d'aînesse et la longévité au pouvoir leur confèrent une prééminence dans une relation souvent passionnelle. Cela ressemble à du dépit amoureux, où les attentes des uns ne peuvent être comblées, parce qu'ils projettent sur l'hôte de l'Élysée des capacités qu'il n'a pas, ou simplement parce qu'il ne veut pas les mettre en œuvre. Cela est aussi vrai dans l'autre sens. Entre l'ancien pré carré et la France, on est parfois au bord de – ou on mime – la rupture, sans réellement vouloir la séparation. Dans une interview accordée à *Jeune Afrique* en novembre 2020, Emmanuel Macron a d'ailleurs cherché à ranimer la flamme : « Entre la France et l'Afrique, ce doit être une histoire d'amour. » Commentaire amusé d'un discret mais influent visiteur du palais de l'Élysée et des présidences africaines : « On ne fonde pas une relation raisonnable sur l'amour ! »

Les rapports sont plus fluides, départis largement des oripeaux du passé, entre le président français et la nouvelle génération de dirigeants africains, comme le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed. Elle est aussi plus constructive avec les dirigeants des anciennes colonies britanniques, traités sur un pied d'égalité. Gros avantage : la France n'y a pas de responsabilité historique et son président n'est pas lié aux engagements et actions de ses prédécesseurs.

Emmanuel Macron ne dissimule ainsi pas son engouement pour l'Afrique anglophone, tout particulièrement le Nigeria, son premier pays africain d'adoption. À l'évidence, il apprécie aussi Paul Kagamé, un autocrate « éclairé ». Il concède que la démocratie n'est pas le fort de ce « nouvel ami » tant décrié dans les milieux militaires français depuis le génocide du Rwanda, mais, à ses yeux, le dirigeant rwandais incarne un nouveau modèle de leadership en matière de digital, de santé et de bonne gouvernance. Même si c'est à marche forcée.

Comme ses prédécesseurs, Emmanuel Macron a ainsi personnalisé la relation avec ses pairs africains. Il se renseigne sur les familles des dirigeants, les mariages des enfants, et prend des nouvelles régulièrement. Adepte de WhatsApp, il communique avec les hommes politiques du continent par ce canal, une diplomatie qui échappe aux radars des médias. Il les touche aussi *via* les nouveaux apôtres de la parole élyséenne, les membres du Conseil présidentiel pour l'Afrique. Le CPA est le gimmick du Président pour ne pas être prisonnier d'une administration dans laquelle il n'a pas toujours confiance. C'est aussi une façon de cultiver sa singularité au cœur d'un État puissant, même si certains membres du CPA ont eu tendance à utiliser la structure pour leur propre équation personnelle.

Décomplexé, Emmanuel Macron souhaite promouvoir un ordre néolibéral en Afrique à partir de nouvelles alliances (ONG, grands patrons du secteur privé africain...), poussant un agenda dit « progressiste » avec un art consommé de la *nation branding*, expression qui renvoie à la capacité d'un pays à développer ses marques de fabrique. Il cherche à revisiter le multilatéralisme au service d'une politique africaine, dans les domaines du climat, de l'éducation ou encore de la santé. Il vient de retrouver un allié de poids dans son combat en la personne de Joe Biden. Le nouveau président américain « est revenu » dans l'accord de Paris sur le climat, favorise l'avènement d'un Green New Deal, soutient les activités de l'Organisation mondiale de la santé et a donné des assurances à son allié français sur le maintien de l'effort de guerre et l'appui logistique américains en Afrique. Mais le Congrès américain lui laissera-t-il les mains libres ?

A contrario, le président français se montre très agacé par la présence des Russes et surtout des Turcs dans l'ancien pré carré. Et c'est sans illusion qu'il tente de dynamiser le business tricolore, mis à mal par la concurrence non seulement asiatique, mais aussi des partenaires européens. Il regrette que des chefs d'entreprise français « rentiers » ne soient pas suffisamment au rendez-vous. Fataliste, il confie : « Ce n'est pas un système de soixante-dix ans qu'on va changer en trois ans. Depuis quinze ans, on dégringole. » Il n'est pas toujours aisé d'agir, dans une Afrique de plus en plus

mondialisée et dont la France maîtrise de moins en moins les ressorts.

Emmanuel Macron souhaite s'extirper du borbier sahélien, même s'il n'est pas facile de s'émanciper de la logique militaire française. La Grande Muette est une vieille institution en France et les interventions extérieures au Sahel, où l'on demande aux États alliés de fournir des contingents, se perpétuent au fil du temps, bien que les populations aient de plus en plus de mal à accepter ces ingérences au nom de la lutte contre un terrorisme islamique en terres d'islam. La France les justifie par le secours apporté à ses alliés, à leur demande, et par la nécessité de défendre la forteresse européenne d'une vague migratoire annoncée. Là encore, elle se heurte aux opinions publiques de l'ancien pré carré, les migrants étant considérés comme une manne économique bienvenue pour les familles. Un changement de stratégie prendra du temps : « Je ne suis pas pour la présence qui est la nôtre aujourd'hui à la même magnitude, parce que ce n'est pas soutenable et ce n'est pas souhaitable », lâche le président français. Mais pas de retrait immédiat « pour ne pas fragiliser beaucoup d'États ». Lors du sommet de N'Djamena, en février 2021, il a d'ailleurs réaffirmé l'engagement de son pays. Emmanuel Macron préfère préparer « un mécanisme de transition » avec ses partenaires africains et européens.

Il sait aussi que ces opérations extérieures sont de plus en plus coûteuses en matière de politique intérieure, l'opposition n'hésitant plus à s'emparer du sujet dans l'espace médiatique et parlementaire. Et que le thème de la lutte idéologique contre l'extrémisme religieux – justification de cette intervention sur le sol africain – devrait être très présent dans la campagne présidentielle de 2022.

Emmanuel Macron a pris les devants, en annonçant en septembre ses projets pour contrer l'islamisme. Quelques jours après les attentats de Conflans-Sainte-Honorine et de la basilique Notre-Dame de Nice, en octobre 2020, il a soutenu le droit aux caricatures. Cette prise de parole a provoqué une vague d'indignation dans le monde musulman, notamment en Afrique, où les populations ont du mal à comprendre la laïcité à la française, perçue comme sacralisation du

droit au blasphème. Et ce d'autant que le principe de laïcité ne s'est appliqué qu'en France métropolitaine, et pas dans les anciennes colonies. Les musulmans en France, dont beaucoup sont originaires d'Afrique, ont aussi du mal à concevoir le blasphème ; ils assimilent les discours sur le séparatisme à une attaque de la communauté. « Emmanuel Macron risque de perdre l'électorat musulman en 2022, d'autant que son manque de marge de manœuvre financière ne lui permettra pas de mener une grande politique en matière d'égalité des chances d'ici la fin de son mandat », estime l'un de ses visiteurs réguliers¹. Il le reconnaît d'ailleurs lui-même dans cet entretien : « On n'est pas au rendez-vous des résultats pour les jeunes des banlieues. On a énormément de mal. Il ne faut pas faire que du symbolique. C'est, pour moi, l'un des défis des prochains mois. »

Le temps presse et Emmanuel Macron n'a pas hésité à transformer le traditionnel sommet Afrique-France des chefs d'État, qui devait se tenir à Bordeaux au mois de juin 2020 (annulé en raison de la crise sanitaire), en un « Sommet des diasporas » au mois de juillet 2021 dans la ville universitaire de Montpellier. En préambule à cette rencontre inédite, le Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA) a pris la température des « diaspos » à travers un sondage réalisé par Opinionway.

Le retour de boomerang est sévère. La moitié des Français d'origine africaine estiment que les inégalités sont l'enjeu le plus préoccupant pour la société française, devant l'éducation et l'emploi. Plus de 75 % des sondés jugent également que l'égalité des chances n'est pas respectée. Mais, plus problématique pour l'intérêt qu'Emmanuel Macron leur porte, plus de la moitié d'entre eux ne se reconnaissent pas comme « diasporas africaines », ils veulent juste être français...

Le chef de l'État semblait avoir tous les atouts pour séduire cette composante de la société française. Il a parfaitement identifié les traumatismes de la jeunesse issue de l'immigration par rapport à l'histoire coloniale, a encouragé l'Éducation nationale à s'emparer du sujet et a engagé un véritable travail pour réconcilier les mémoires avec les pays de la rive sud de la Méditerranée. Mais il a certainement surestimé sa capacité à faire bouger les choses en

France, un pays de castes et de privilèges, où des élites grisées sont, selon lui, réfractaires au changement. Peut-être a-t-il aussi sous-estimé, au départ, la capacité de nuisance de ses ennemis, à travers l'utilisation des réseaux sociaux. Sans compter la perte d'influence de la France dans une Afrique mondialisée et la relative absence de mobilisation de ses partenaires en Europe.

En tentant de sortir du piège africain, Emmanuel Macron pourrait retomber dans une chausse-trappe bien française.

Remerciements

Un grand merci à tous ceux qui ont pris le temps de répondre à nos questions tout au long de cette enquête. Autant les interlocuteurs qui ont souhaité préserver leur anonymat que les acteurs et observateurs qui nous ont permis de mieux comprendre leurs activités ou leurs passions :

- les députés Patrice Anato, Hervé Berville, Bruno Fuchs, Amélia Lakrafi, Jean François Mbaye, M'jid El Guerrab, Sira Sylla et Pierre-Alain Raphan ;

- les diplomates Jules-Armand Aniambossou, Xavier Driencourt, Rémi Maréchaux ;

- les conseillers de l'Élysée Franck Paris, Marie Audouard et Anne-Sophie Bradelle ; le CEMP adjoint Valéry Putz ;

- les militaires : Didier Castres, Bruno Clément-Bollée, Dominique Trinquand ;

- les experts et historiens : Saïd Abbas Ahamed, Didier Acouetey, Pascal Boniface, Éric Deroo, Franck Hermann Ekra, Jalel Harchaoui, Vincent Hiribarren, Hakim El Karoui, Mohamed Levrak, Xavier Michel, Roland Portella, Caroline Roussy, François-Aïssa Touazi, Pierre Vermeren ;

- les consœurs et confrères : Seidik Abba, Benjamin Augé, Serge Daniel, Hamid Barrada, Paul Deutschmann, Denise Epoté, Thierry Hot, Francis Kpatindé, Célia Lebur, Rodrigue Fénélon Massala,

Jean-Dominique Merchet, Joan Tilouine, Philippe Vasset, Hichem Ben Yaïche ;

ainsi que Jean-Marc Adjovi-Boco, Amine Idriss Adoum, Didier Awadi, André Bailleul, Djibrill Bassolé, Lotfi Bel Hadj, Ghaleb Bencheikh, Chakib Benmoussa, Jean-Paul Benoit, Jean-Louis Borloo, Zolika Bouabdallah, Marc Bousquet, Amadou Coulibaly, Nathalie Delapalme, Guy Delbrel, Guillaume Doh, Robert Dussey, Patrice Fonlladosa, Philippe Gautier, Mario Giro, Étienne Giros, Olga Johnson, Hassan Maged, Moussa Mara, Farid Merabet, Thomas Mélonio, « Monza », Frédéric Morel-Barbier, Mohammed Moussaoui, Pierre de Gaétan Njikam, Ibrahima Diawadoh N'Jim, Élie Nkamgueu, Joe Nkoi Lolonga, Safia Otokoré, Zakia Ouhmida-Mortreau, Philippe Poirieux, Lova Rajaoarinelina, Rémy Rioux, Michel Roussin, Karim Saci, Hugo Sada, Jean-Marc Simon, « Smockey », Tidjane Thiam.

Tous nos remerciements également à Sophie de Closets, P-DG de Fayard, pour sa confiance renouvelée, ainsi qu'à Thomas Vonderscher, pour la qualité de sa relecture et ses remarques éclairées.

-
1. *Jeune Afrique*, 19 juin 2018.
 2. Voir chapitre 12.
 3. Entretien, novembre 2020.
 4. *Challenges*, 2 avril 2019.

-
1. *Jeune Afrique*, 27 février 2018.
 2. Voir introduction.
 3. Entretien, septembre 2020.
 4. Entretien, décembre 2020.

-
- [1.](#) Facebook, 16 février 2019.
 - [2.](#) Rapport d'information fait au nom de la Commission des finances sur le franc CFA, 30 septembre 2020.
 - [3.](#) Intervention devant la Commission des finances du Sénat français le 30 mars 2020.
 - [4.](#) Kako Nubukpo a été nommé le 5 janvier 2021 conseiller économique du président de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).
 - [5.](#) Entretien, septembre 2020.

-
- [1.](#) Voir chapitre 3.
 - [2.](#) Voir chapitre 6.
 - [3.](#) Voir chapitre 1.
 - [4.](#) Voir chapitre 6.
 - [5.](#) Entretien, 21 juillet 2020.
 - [6.](#) 11 juillet 2014.
 - [7.](#) 1^{er} novembre 2016.

-
1. Entretien, juin 2018.
 2. Tribune « Pour une francophonie au summum de ses potentialités », 10 octobre 2018.
 3. *L'Opinion*, 18 octobre 2018.
 4. 9 juillet 2019.
 5. Entretien, juin 2020.
 6. Entretien, août 2020.
 7. « Afrique-France, les miroirs grossissants », *Esprit*, août 2020.
 8. Dans *Coups et blessures. 50 ans de secrets partagés avec François Mitterrand*, Le Cherche-Midi, 2011.

-
- [1.](#) Voir chapitre 5.
 - [2.](#) 20 avril 2017.
 - [3.](#) Voir chapitre 12.
 - [4.](#) Voir chapitre 4.
 - [5.](#) Voir chapitre 2.
 - [6.](#) Entretien, 17 septembre 2019.
 - [7.](#) Entretien, 23 mai 2019.
 - [8.](#) Voir chapitre 8.
 - [9.](#) Voir chapitre 9.
 - [10.](#) 11 septembre 2020.

-
- [1.](#) Compte rendu de la Commission des finances du Sénat, 10 juin 2020.
 - [2.](#) 11 mars 2020.
 - [3.](#) Entretien, avril 2017.
 - [4.](#) *L'Opinion*, 17 avril 2018.
 - [5.](#) Voir chapitre 8.

[1.](#) Entretien, 16 mai 2019.

[2.](#) Au-delà des considérations politiques qui ont pu inciter Gilles Legendre à choisir Marion Lenne, il faut préciser que l'Afrique et les Africains ne sont pas étrangers à la députée de Haute-Savoie. Elle a passé une partie de sa petite enfance sur le continent, en particulier au Bénin et au Nigeria. Plus tard, elle aura des responsabilités au sein de l'ONG sénégalaise ENDA Tiers-monde, délégation Europe.

[3.](#) Voir chapitre 9.

[4.](#) Du 27 novembre 2019.

[5.](#) Voir chapitre 7.

[6.](#) Sibeth Ndiaye a été recrutée le 14 janvier 2021 par le groupe suisse Adecco, spécialisé dans le travail temporaire. Avec la fonction de secrétaire générale, l'ancienne porte-parole de l'Élysée sera en charge « des affaires publiques, du juridique, de la communication et des solutions emploi ». Elle garde ses fonctions politiques au sein de LREM.

[7.](#) Voir chapitre 12.

[8.](#) « Les Africains de la République », Jeune Afrique, 26 novembre 2019.

[9.](#) Voir chapitre 6.

-
1. *Restituer le patrimoine africain*, Philippe Rey-Seuil, 2019.
 2. Des descendants d'El-Hadj Oumar Tall réclament surtout les 518 manuscrits toujours conservés dans les collections de la Bibliothèque nationale (voir l'enquête de Taina Tervonen, « Un butin colonial », *XXI*, n° 53, hiver 2021, p. 102-117).
 3. Interview au *Point*, le 6 mars 2018.
 4. *Jeune Afrique*, 2 septembre 2020.
 5. *Ibid.*
 6. Entretien, juillet 2020.
 7. Dans l'article « Œuvres d'art africain : Emery Mwazulu Diyabanza, apôtre de la restitution directe », 18 septembre 2020.
 8. Entretien, février 2021.
 9. 5 avril 2019.
 10. Voir chapitre 5.
 11. *Pluto*, 2020.
 12. <http://libeafrica4.blogs.liberation.fr/2020/11/05/diplomatie-museale-britannique-et-restitution-des-objets-dart-voles-en-afrique-les-plaques-du-royaume-de-benin-comme-symboles-dune-impasse/>

[1.](#) Entretien, 12 juin 2020.

[2.](#) « Histoire des premières migrations de joueurs africains en Europe », vol. 233, n^o 1, 2010, p. 35-48.

-
- [1.](#) Entretien, 26 juin 2020.
 - [2.](#) « Les manifestations violentes anti-*Charlie Hebdo* au Niger », *Chroniques de l'Observatoire sur la coopération internationale*, janvier 2015.
 - [3.](#) Entretien, août 2020.
 - [4.](#) Fethullah Gülen, intellectuel musulman turc, a créé de nombreuses écoles dans le monde. Opposant au président Recep Tayyip Erdoğan depuis 2010, il est exilé aux États-Unis.
 - [5.](#) Entretien, mai 2016.
 - [6.](#) Grasset, 2018.
 - [7.](#) Entretien, novembre 2020.
 - [8.](#) Entretien, novembre 2019, à l'occasion de la publication de l'ouvrage de Pierre Vermeren, *Déni français* (Albin Michel).
 - [9.](#) Entretien, novembre 2019.

-
- [1.](#) 16 mars 2020.
 - [2.](#) Entretien, juillet 2020.
 - [3.](#) Entretien, septembre 2020.
 - [4.](#) Entretien, septembre 2020.
 - [5.](#) Les réactions hostiles à cette note l'ont amené à démissionner du PS.
 - [6.](#) Entretien, août 2020.
 - [7.](#) *L'Archipel français*, Seuil, 2019.
 - [8.](#) 2 mars 2020.
 - [9.](#) Voir chapitre 9.
 - [10.](#) Enquête Ifop.
 - [11.](#) Dans *Français malgré eux*, d'Anne-Sophie Nogaret et Sami Biasoni, L'Artilleur, 2020.

1. En 2018, le président Emmanuel Macron reconnaît officiellement les responsabilités de l'État français et de l'armée française dans cet assassinat. Dans la préface à la biographie consacrée à Michel Rocard par Jean-Paul Huchon en juin 2017 (*C'était Rocard*, L'Archipel), il écrit notamment sous le titre « Le devoir de rester fidèle » : « Cet héritage est fait de trois enseignements. Le premier est que la pensée doit toujours précéder l'action. Michel Rocard était un amoureux de la pensée [...]. Le deuxième enseignement de l'héritage rocardien est l'efficacité. L'action ne vaut que parce qu'elle atteint ses buts, que parce qu'elle permet de transformer effectivement le monde et les choses [...]. Le troisième enseignement de l'héritage rocardien, c'est la confiance. Tout au long de son existence, Michel Rocard s'est attaché à repenser en profondeur la relation entre l'État et la société civile. »

2. Voir chapitre 1.

3. « Ça n'aurait aucun sens que deux mâles blancs ne vivant pas dans ces quartiers s'échangent un rapport », avait déclaré Emmanuel Macron le 22 mai 2018 à propos du plan Borloo, que l'Élysée lui avait commandé.

[1.](#) Entretien, novembre 2020.